

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



431  
521  
**E**

Distr.  
LIMITEE  
E/CN./STC/24  
14 novembre 1963  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Comité permanent du commerce  
Deuxième session  
Niamey, 20 - 28 novembre 1963

LES ACCORDS BILATERAUX DE COMMERCE ET DE PAIEMENTS  
CONCLUS EN AFRIQUE

## SOMMAIRE

	<u>Page</u>
LISTE DES TABLEAUX	ii
AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE PREMIER	
INTRODUCTION	3
CHAPITRE II	
LES ACCORDS BILATERAUX CONCLUS PAR QUELQUES PAYS AFRICAINS :	
DESCRIPTION ET COMMENTAIRES	11
Ethiopie	11
Les pays de la Zone franc (non compris le Maroc, la Tunisie et le Mali)	13
Sénégal	14
Ghana	20
Guinée	23
Mali	29
Maroc	31
Fédération de Rhodésie et du Nyassaland	34
Soudan	38
Tunisie	43
La République Arabe Unie	49
Rôle des accords intra-régionaux	58
CHAPITRE III	
PROBLEMES DE FONCTIONNEMENT	62
Equilibrage des échanges et des paiements	62
Difficultés techniques et administratives	65
CHAPITRE IV	
RESUME	66

## LISTE DES TABLEAUX

	<u>Page</u>
TABLEAU 1 : Echanges de l'Ethiopie au titre d'accords bilatéraux conclus avec des pays africains	12
TABLEAU 2 : Echanges du Sénégal avec certaines régions et certains pays	16
TABLEAU 3 : Echanges du Ghana au titre d'accords bilatéraux	21
TABLEAU 4 : Orientation du commerce extérieur de la Guinée, de 1958 à 1961	27
TABLEAU 5 : Echanges de la Guinée avec les pays africains au titre d'accords bilatéraux	28
TABLEAU 6 : Echanges du Maroc avec les pays africains au titre d'accords bilatéraux	32
TABLEAU 7 : Echanges de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland au titre d'accords bilatéraux	37
TABLEAU 8 : Echanges du Soudan au titre d'accords bilatéraux	42
TABLEAU 9 : Echanges de la Tunisie au titre d'accords bilatéraux avec les économies planifiées et Yougoslavie	45
TABLEAU 10 : Echanges de la Tunisie au titre d'accords bilatéraux avec ses principaux partenaires de l'Europe occidentale	47
TABLEAU 11 : Répartition géographique des échanges de la RAU	53
TABLEAU 12 : Echanges de la RAU au titre d'accords bilatéraux avec ses partenaires africains	56
TABLEAU 13 : Ventilation par produits des échanges de la RAU : Exportations	57
TABLEAU 14 : Ventilation par produits des échanges de la RAU : Importations	57

## AVANT-PROPOS

A la première session du Comité permanent du commerce, qui a eu lieu à Addis-Abéba en septembre 1962, le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique avait présenté une note assez brève (E/CN.14/STC/12) sur les accords de commerce et de paiements à long terme. Cette note devait servir, d'une part, à projeter quelque lumière sur les divers aspects de l'évolution récente observée dans le domaine des accords de commerce et de paiements et d'autre part, à stimuler l'étude des questions s'y rapportant. Elle donnait une brève analyse du sujet et des renseignements généraux sur quelques accords bilatéraux conclus par des pays africains ces dernières années.

Le Comité permanent du commerce avait, entre autres choses, recommandé ce qui suit :

"... les accords commerciaux à long terme devront faire l'objet d'études complémentaires de la part du secrétariat d'après les renseignements et les analyses critiques fournis par les gouvernements qui ont acquis une certaine expérience en ce domaine".  
(E/CN.14/174 - recommandation VIII).

En application de cette recommandation, le secrétariat a adressé aux gouvernements membres et membres associés de la Commission un questionnaire relatif aux accords bilatéraux de commerce et de paiements conclus en Afrique pour leur demander des renseignements sur ces accords et des commentaires sur l'expérience acquise à l'occasion de leur application. Tous les pays sauf neuf ont répondu à cette enquête. Les renseignements recueillis n'étaient cependant pas complets, ce qui s'explique, en partie, par le fait que, dans plusieurs pays, l'expérience des accords commerciaux bilatéraux est trop récente, si bien que les statistiques du commerce extérieur correspondantes font défaut. Pour cette raison, on a dû souvent utiliser d'autres sources pour la préparation de l'étude. Or, les sources d'information auxquelles on puisse se fier, qui fournissent des indications détaillées et régulières

sur ce sujet sont très rares<sup>1/</sup>. Dans ces conditions, le champ de la présente étude s'est trouvé déterminé dans une large mesure par l'étendue de l'expérience des divers pays de la région et par l'existence de renseignements s'y rapportant.

---

<sup>1/</sup> Font exception cependant : l'Economic Survey du Soudan et le Financial Report de la Banque du Soudan.

## CHAPITRE PREMIER

### INTRODUCTION

1. Dans l'acception la plus large, on peut définir un accord bilatéral de commerce comme étant une convention arrêtée entre deux partenaires prévoyant des échanges de biens et de services. Par exemple, les accords traditionnels, fondés sur le régime de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation, fixaient les bases juridiques de l'établissement de relations commerciales. De même, un accord bilatéral de paiements peut être défini comme une convention définissant une méthode générale de financement des échanges entre deux pays, qui fait intervenir l'ouverture de crédits pour l'achat de marchandises par l'un à l'autre et réciproquement ou à d'autres fins spécifiées.
2. Les accords bilatéraux de commerce et de paiements de conception moderne ont acquis une importance pratique dans les relations économiques internationales peu après 1930, à la suite de la crise économique qui a accentué la désintégration de l'économie mondiale déjà déclenchée par la première guerre mondiale. Ils ont retrouvé la vedette après la deuxième guerre mondiale, et les accords de paiements en particulier sont devenus alors les instruments essentiels du financement des échanges entre et jusqu'à la fin de la période 1950-1959, la plupart des pays n'appartenant pas à la Zone dollar.
3. En Afrique, des accords bilatéraux de commerce et de paiements ne sont utilisés que depuis peu en tant qu'instruments de la politique commerciale; quoi qu'il en soit, depuis 1955, quelque 300 accords bilatéraux auxquels des pays africains sont parties ont été passés. La rapide augmentation du nombre des accords conclus dans la région, oblige à admettre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène sporadique ou accidentel que l'on puisse passer sous silence. Ce sont les problèmes fondamentaux des échanges qui ont imposé ces accords bilatéraux à côté d'autres outils de la politique commerciale. C'est la raison pour laquelle, en plus du fait que les indépendances n'ont pas été acquises simultanément, les initiatives prises en ce domaine varient en étendue et en intensité suivant les pays africains.

4. Assez souvent des accords en cause lient des pays africains. Cependant les accords interrégionaux sont plus nombreux et la plupart d'entre eux sont passés avec les pays d'économie planifiée. Le nombre des accords passés est assez variable suivant les pays. Si quelques pays du nord de l'Afrique ont passé des accords avec la majeure partie des pays qui commercent avec eux, dans l'est et au sud de l'Afrique le nombre de ces accords est insignifiant. En Afrique de l'ouest, et en particulier dans les anciennes colonies françaises, leur nombre est jusqu'ici fort restreint mais il progresse, surtout pour développer les relations commerciales avec les pays d'économie planifiée et d'autres pays d'Afrique.

5. Les principaux motifs auxquels les pays africains obéissent en concluant des accords bilatéraux paraissent être l'existence d'obstacles aux échanges (restrictions quantitatives et barrières douanières), les problèmes de paiement (inconvertibilité des monnaies et contrôle des changes) et la nécessité de faire des opérations commerciales avec des pays dont le commerce extérieur est monopole d'Etat.

6. En gros, les objectifs principaux que les pays africains poursuivent en passant des accords commerciaux bilatéraux, souvent accompagnés, d'ailleurs, d'accords de paiements, sont les suivants :

- a) expansion et diversification des échanges;
- b) amélioration des termes de l'échange;
- c) stabilisation des marchés et des prix; et
- d) obtention de crédits ou d'une assistance financière et technique.

7. De 1950 à 1959, les exportations mondiales ont presque doublé, alors que la fraction du total revenant à l'Afrique, qui était de 6 pour 100, est tombée à 5 pour 100, les importations du continent augmentant plus rapidement que ses exportations. Parmi les mesures prises pour remédier à cet affaiblissement relatif croissant, s'inscrivent

les politiques commerciales visant à faciliter l'expansion des exportations grâce à la recherche de nouveaux débouchés.

8. Les accords bilatéraux conclus avec des pays pratiquant des politiques commerciales relativement libérales, tels que les pays de l'Europe occidentale, ont souvent permis aux pays africains de s'assurer divers avantages en contrepartie de leurs importations, par exemple, une assistance financière ou technique. Bien que l'Europe occidentale soit le principal client de l'Afrique, la recherche de nouveaux débouchés est apparue comme une nécessité impérieuse, étant donné que les possibilités d'absorption de l'Europe et des autres marchés traditionnels paraissent de plus en plus limitées. On a donc commencé à rechercher des débouchés dans les pays d'économie planifiée, en Asie et en Afrique même. Les accords commerciaux bilatéraux sont l'instrument indispensable des échanges avec les économies planifiées. L'inconvertibilité des monnaies de la plupart des pays asiens et africains est à l'origine des accords bilatéraux de compensation et de paiements conclus par la plupart de ces pays. Dans tous les cas, on attend aussi de ces accords qu'ils favorisent la diversification des échanges.

9. Malgré le redressement amorcé en 1951 à la faveur de la vague de prospérité concomitante de la guerre de Corée et malgré une légère amélioration en 1954, la balance commerciale de l'Afrique s'est fortement alourdie dans les années d'après guerre à cause de la dégradation ininterrompue de ses termes de l'échange<sup>1/</sup>. Des accords bilatéraux ont donc été passés, spécialement avec les économies planifiées, en vue d'obtenir des marchés (à long terme, de préférence) assurant l'écoulement des principaux produits d'exportation à des prix fixés ou à des prix minimaux garantis, supérieurs dans certains cas au cours pratiqué sur les marchés traditionnels.

---

<sup>1/</sup> Voir Aperçu du commerce extérieur, Nos 5 et 6.



10. Dans une économie planifiée, où le commerce extérieur est régi par des organismes d'Etat, les accords commerciaux bilatéraux, et en particulier les marchés de produits à long terme, revêtent une importance essentielle. Ils assurent l'importation et l'exportation de quantités de produits fixées à l'avance et, à ce titre, sont un élément constitutif du plan central. En même temps que la pratique de la programmation et de la planification s'affirmait davantage en Afrique, les accords bilatéraux à long terme ont pris une importance de plus en plus grande.

11. Les accords commerciaux bilatéraux de conception moderne diffèrent des traités traditionnels en ce que, à la base ils contiennent l'engagement, pas toujours tenu d'ailleurs, de faciliter activement les échanges de marchandises entre les co-contractants. Dans tous les accords de ce genre on retrouve une clause fondamentale stipulant que "les deux parties contractantes doivent soutenir et faciliter entre elles, dans les limites de leurs dispositions législatives et réglementaires, des échanges de marchandises les plus larges possibles conformes aux exemples constitués par les listes jointes à l'accord ou portant sur d'autres articles non mentionnés explicitement"<sup>1/</sup>. A cet effet, les deux parties contractantes s'engagent, dans les limites de leurs dispositions législatives et réglementaires, à émettre les licences d'importation<sup>2/</sup> ou d'exportation nécessaires pour faciliter l'échange des marchandises énumérées.

12. La valeur totale des marchandises à échanger est généralement fixée pour une période d'un an ou plus. La plupart des accords sont conclus à long terme afin d'assurer une base très large aux flux prévus et de ménager un temps suffisant pour que les mouvements de marchandises et les paiements puissent s'effectuer. Il y a lieu de signaler cependant que, si les valeurs ou les volumes des échanges sont fixés, ce ne sont que des chiffres d'objectif. Les listes de produits auxquels les

---

<sup>1/</sup> République du Ghana, Ghana Treaty Series, Vol.1. janvier-juin 1961, p.5

<sup>2/</sup> Il est stipulé généralement, dans le cas d'une économie de marché, que les licences d'importation seront délivrées sur demande, dans le cas d'une économie planifiée, que les quantités prévues seront achetées effectivement. Les accords de contingentement du premier type ne sont donc que facultatifs et ceux du deuxième type sont fermes.

chiffres d'objectif s'appliquent sont généralement établies annuellement, ce qui assure une certaine souplesse et permet d'atteindre les résultats d'objectif progressivement. Quand ces listes sont établies ainsi, il faut aussi renégocier l'accord en cause annuellement. C'est pour cette raison que beaucoup d'accords bilatéraux officiellement conclus pour un an, sont en fait reconduits plusieurs fois. En réalité, ces accords méritent d'être dits à long terme aussi bien que ceux qui sont expressément conclus pour plusieurs années.

13. Certains accords bilatéraux contiennent aussi fréquemment une clause d'équilibre des échanges. Cet équilibre des échanges entre les co-contractants est généralement obtenu par un régime de licences<sup>1/</sup> délivrées dans les limites des crédits prévus dans les accords de paiements en vigueur. Outre l'engagement explicite ou implicite de délivrer des licences pour faciliter les échanges (équilibrés) de produits, les accords commerciaux bilatéraux contiennent habituellement certaines clauses accordant soit le traitement de la nation la plus favorisée soit un traitement préférentiel. La plupart des accords stipulent que le prix des produits à échanger devra être fixé d'après les cours du marché mondial.

---

<sup>1/</sup> Dans le cas d'un déséquilibre substantiel ou persistant, le co-contractant créancier peut arrêter la délivrance des licences d'exportation et le débiteur peut arrêter la délivrance des licences d'importation. S'il est vrai que hormis le cas du commerce d'Etat, les contingents ne sont que facultatifs, ils engagent néanmoins les Etats parties à délivrer des licences sur demande jusqu'à due concurrence. Cependant, la partie qui souffrirait d'un déficit important pourrait invoquer cette situation pour justifier la non-délivrance des licences. Dans certains accords bilatéraux, ce système peut fort bien aboutir à une contraction du volume des échanges, l'équilibre étant atteint par une réduction des transactions. Il est donc probable que ce sont les niveaux de production et les politiques de prix du contractant le plus faible qui, dans certains cas détermineront le niveau général des échanges entre deux partenaires.

14. L'Afrique a fait ses premières expériences des relations commerciales bilatérales avec les marchés à long terme portant sur des produits particuliers. On a recouru très largement à ces marchés pendant et après la deuxième guerre mondiale, le Royaume-Uni passait avec ses colonies et ses territoires dépendants des arrangements bilatéraux dits opérations d'achats massifs (bulk-buying) pour l'achat de divers produits tropicaux à des prix fixés ou à des prix minimaux garantis. Dans la Zone franc, il y avait des marchés similaires pour certains grands produits tropicaux. A l'heure actuelle, les marchés bilatéraux de produits sont plus courants parmi les pays de la Zone franc dans leurs relations commerciales avec la France. Leur objectif essentiel est la stabilisation des prix des produits tropicaux à des niveaux plus élevés que les cours mondiaux.

15. Les accords commerciaux bilatéraux sont souvent liés à des accords de paiements fondés sur la compensation directe. Ces accords de compensation sont principalement motivés par la convertibilité d'une ou des deux monnaies en cause. Ils sont donc particulièrement courants dans les relations commerciales avec les économies planifiées.

16. En vertu d'un accord de compensation, chaque partie ouvre à l'autre, à sa banque, un compte qui est crédité des paiements afférents aux importations et débité des recettes d'exportations<sup>2/</sup>.

<sup>1/</sup> Quelle que soit la nature de l'accord, les paiements peuvent aussi être décentralisés, auquel cas les banques agréées sont habilitées à détenir des comptes subsidiaires. Si les contractants non africains peuvent décentraliser les comptes de compensation, dans les pays africains, les accords de paiements sont généralement centralisés.

<sup>2/</sup> Les facilités de compensation sont normalement étendues à d'autres paiements que les accords commerciaux, par exemple aux règlements financiers (dettes) et à d'autres opérations relatives à des services.

L'une ou l'autre des monnaies peuvent servir d'unité de compte; il est possible aussi qu'on ait recours à une monnaie tierce acceptée d'un commun accord par les deux parties, le dollar ou le sterling par exemple. Les soldes sont réglés en monnaies convertibles mutuellement spécifiées. Ces accords spécifient le taux de change entre les monnaies en cause, d'après les parités officielles, mais aussi par rapport au dollar des Etats-Unis ou au sterling. Une autre disposition prévoit des ajustements pour le cas d'une modification de la parité ou de la monnaie acceptée, dans l'accord, pour le cas où des crédits seraient inutilisés, pour la valeur de livraisons prévues mais non effectuées et pour les soldes créditeurs.

16. Des découverts réciroques<sup>1/</sup> automatiquement renouvelables sont normalement prévus dans les accords de compensation; pour éviter toute rigidité, ils rendent possible, jusqu'à concurrence d'un montant fixé, un certain déséquilibre commercial dans l'un ou l'autre sens. On peut résorber les dépassements par rapport à cette limite en agissant sur la délivrance des licences. Pourvu que les exportations et les importations soient d'égale valeur, à quelques divergences minimales près, l'objectif de l'accord est atteint. Quand la compensation est totale, il n'y a pas de règlement en devises. Cependant, il y a lieu de noter à ce propos que les compensations bilatérales peuvent entraîner une réduction des recettes en monnaies assez largement utilisables si les exportations effectuées dans le cadre des accords ne représentent pas une expansion nette des ventes.

17. Les accords de paiements peuvent stipuler l'emploi de monnaies convertibles, avec ou sans facilités de crédit. La plupart des accords passés entre des pays africains et des pays d'Europe occidentale stipulent le règlement en une monnaie librement convertible, qui,

---

<sup>1/</sup> Ces découverts sont désignés dans les accords en langue anglaise par les expressions "swing credits", "reciprocal revolving credit", "manipulation credit", et "working balance" par exemple.

fréquemment, est la monnaie du co-contractant européen. Une grande partie des accords de paiements intra-africains prévoient aussi que les règlements doivent se faire en une monnaie convertible<sup>1/</sup>, qui, dans la plupart des cas, est la livre sterling; il arrive aussi que l'on choisisse le dollar des Etats-Unis, ce qui est le cas, par exemple, dans les accords Libéria-Ghana (avril 1962), Ethiopie-RAU (octobre 1959) et Sénégal-Libéria (mai 1962).

18. La recherche de l'équilibre a conduit à la mise au point d'accords à comptes multiples, chacun des comptes servant à une catégorie particulière de transferts ou aux paiements relatifs à un groupe particulier de produits. Le produit des exportations de produits spéciaux peut être consacré à la liquidation des créances détenues par l'autre partie, comme dans le cas de l'accord sur l'achat de sucre, aux termes duquel le produit des exportations de sucre égyptien à destination du Soudan sert à liquider les créances soudanaises nées du rapatriement de devises.

19. Il arrive souvent que les accords commerciaux bilatéraux soient assortis d'ouvertures de crédits à long terme (ce qui est spécialement attrayant pour les pays africains) offrant d'intéressantes possibilités pour le financement des projets de développement. Parfois ces crédits accompagnent ainsi les accords de commerce, soit parce qu'il est stipulé que les remboursements seront effectués en produits, soit encore parce que les crédits sont accordés en échange de concessions commerciales. L'octroi de crédits à long terme est une des raisons principales du développement ininterrompu des relations commerciales entre les pays africains et les pays d'économie planifiée qui accordent aux premiers de substantiels avantages de cette nature.

---

<sup>1/</sup> Il est rare que des monnaies locales soient utilisées; il en a été ainsi par exemple dans le cas de l'accord Soudan-RAU (novembre 1959) et de l'accord RAU-Guinée (juin 1961) fondés sur la livre égyptienne. Quelques accords sont fondés sur la compensation directe et prévoient des découverts renouvelables; il en est ainsi pour les accords Guinée-Maroc (mars 1960), Ghana-Guinée et Mali-Ghana (l'un et l'autre de juillet 1961).

## CHAPITRE II

### LES ACCORDS BILATERAUX CONCLUS PAR QUELQUES PAYS AFRICAINS<sup>1/</sup> DESCRIPTION ET COMMENTAIRES

20. Bien que les pays africains aient conclu quelque 300 accords bilatéraux, leurs échanges bilatéraux ne dépassent pas jusqu'ici 20 pour 100 de la totalité du commerce de l'Afrique (cette proportion étant cependant plus forte pour un certain nombre de pays particuliers).

21. Abstraction faite du Congo (Léopoldville) et de l'Ouganda, tous les autres pays indépendants d'Afrique ont conclu au moins un accord de commerce bilatéral. Près des deux tiers des accords passés dans la région sont le fait de la sous-région de l'Afrique du nord; la RAU seule en a conclu plus de 60, la Tunisie une cinquantaine et le Maroc une quarantaine. Le Soudan, le Ghana, la Guinée, le Mali et le Sénégal en ont conclu chacun une vingtaine.

22. Dans le présent chapitre, nous chercherons à dégager un enseignement de l'expérience acquise par les quelques pays qui ont conclu des accords en nombre suffisant. Dans le cas des autres pays, dont l'expérience est trop récente ou trop limitée, cet examen critique pourrait ne pas avoir la même valeur.

#### Ethiopie<sup>2/</sup>

23. Depuis 1959, l'Ethiopie a conclu trois accords commerciaux intra-régionaux, avec la RAU, le Soudan et la Tunisie. L'accord avec la Tunisie, qui est le dernier en date (juin 1960) établit les listes des marchandises à échanger et contient un accord de paiements fondé sur l'utilisation de monnaies librement convertibles.

---

<sup>1/</sup> On trouvera une liste abrégée de ces accords à l'Annexe I.

<sup>2/</sup> Cette section a été entièrement établie à partir de renseignements et de commentaires communiqués par le Gouvernement impérial éthiopien sur les accords bilatéraux de commerce et de paiements conclus entre lui et d'autres pays africains.

24. Ni l'accord avec la RAU (novembre 1959), ni l'accord avec le Soudan (janvier 1960) ne comportent de listes de produits à échanger. L'accord avec la RAU comprend des dispositions sur les paiements prévoyant des facilités réciproques de crédit, exemptes d'intérêts, à concurrence de 150.000 dollars des Etats-Unis. Les dépassements doivent être automatiquement réglés en sterling, en dollars des Etats-Unis ou en toute autre monnaie convertible acceptée d'un commun accord. A l'expiration<sup>1/</sup> de l'accord de commerce et de paiements, le solde du découvert sur les paiements courants devra être automatiquement réglé en monnaies convertibles.

TABLEAU 1

Echanges de l'Ethiopie au titre d'accords bilatéraux  
conclus avec des pays africains  
(en milliers de dollars Eth.)

Pays	Exportations					Importations				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
Soudan	2394	2221	12081	722	1047	5928	5056	10169	2422	2713
Tunisie	4	-	11	-	2	-	-	4	3	-
RAU										
(Egypte)	2150	2095	1878	3287	1117	5294	380	199	578	417
Total	4548	4316	13970	4009	2166	11222	5436	10372	3003	3130

- Nul ou moins de 1.000 dollars éthiopiens.

Sources : Administration éthiopienne des douanes.

<sup>1/</sup> Cet accord et les deux autres ont été conclus pour un an; ils sont renouvelables par tacite reconduction pour d'autres périodes supplémentaires d'un an, sans préavis de trois mois au cas où l'un ou l'autre contractant désirerait dénoncer l'accord. Les trois accords sont toujours en vigueur.

25. Dans l'ensemble, les échanges dans le cadre de ces trois accords se sont ralentis quelque peu. Les résultats de l'accord avec le Soudan n'ont plus regagné le sommet atteint en 1959, année pendant laquelle les exportations éthiopiennes vers le Soudan ont dépassé 12 millions de dollars éthiopiens et les importations en sens contraire 10 millions de dollars. Les termes de cet accord sont moins complets que ceux des deux autres. Non seulement il n'y a pas de listes de produits à échanger (les listes doivent être établies périodiquement), mais encore les paiements dans le cadre de l'accord ou à toute autre fin doivent s'effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes des deux pays.

26. Les produits échangés en vertu des accords avec la RAU et le Soudan sont dans l'ensemble, des produits dits traditionnels. Cependant, les échanges de certains produits nouveaux paraissent avoir profité de la convention. Entre septembre 1960 et août 1961, le Soudan a exporté vers l'Ethiopie certaines quantités de produits en coton, de fruits, de filés de soie et de ciment. Les accords prévoient aussi l'exportation, de l'Ethiopie vers le Soudan et la RAU, de produits secondaires, tels que les oignons, les lentilles et particulièrement les fèves. En ce qui concerne les exportations de la RAU vers l'Ethiopie, l'accord assure un débouché à divers produits industriels égyptiens (objets manufacturés en fer et en métal, parfumerie et ciment).

Les pays de la Zone franc (non compris le Maroc, la Tunisie et le Mali).

27. De tous les pays de la Zone franc, c'est le Sénégal qui dispose de l'expérience la plus large, pour ce qui est du nombre des accords et des co-contractants; il est suivi du Niger, du Cameroun et du Togo<sup>1/</sup>. (Seuls les accords du Sénégal seront examinés ici).

<sup>1/</sup> Le Gouvernement camerounais a fait savoir en juin dernier au secrétariat qu'un de ses services techniques procédait à l'étude de la question des accords commerciaux bilatéraux. Cette étude pourrait contribuer à l'estimation de l'importance des accords bilatéraux dans les politiques commerciales de l'Afrique. Pour ce qui est du Niger et du Togo, les renseignements communiqués par leurs Gouvernements indiquent que tous les accords conclus sont encore trop récents pour qu'il soit possible de les apprécier. (Voir Annexe I)



28. Sénégal : Bien que le nombre des accords conclus par le Sénégal soit assez important, les échanges commerciaux qui en découlent ne représentent guère plus de 2 pour 100 des exportations et de 4 pour 100 des importations totales du pays au cours des deux dernières années (voir Tableau 2).

29. La majeure partie des pays des co-contractants du Sénégal sont des pays africains, dont quelques-uns appartiennent à la Zone franc. Certains des autres co-contractants sont des pays d'économie planifiée; les accords passés avec ces pays, sauf la Pologne, n'ont d'ailleurs pas eu d'influence, pratiquement, sur les échanges du Sénégal. De fait, le niveau déjà faible des échanges avec ces pays a encore baissé en 1962 (voir Tableau 2).

30. Avec l'Europe occidentale, le Sénégal a conclu deux accords, l'un avec le Danemark, l'autre avec la Suisse. Le premier envisageait le doublement de la valeur des exportations vers le Danemark entre 1961 et 1962, mais les résultats de 1962 n'ont été que 0,39 million de dollars des Etats-Unis, contre 0,65 million en 1961. Pour les importations, qui, aux termes de l'accord, devaient équilibrer les exportations, l'objectif a été approché, mais par un fléchissement, puisque la valeur des importations est tombée de 0,35 à 0,27 million de dollars des Etats-Unis. Quant à l'accord avec la Suisse, s'il comporte des dispositions ayant trait à des questions commerciales, il concerne surtout la coopération technique et des arrangements financiers, en particulier la protection des investissements et la liberté des mouvements de capitaux.

31. Pour ce qui est des contractants africains, le volume des échanges le plus important est celui qui a été enregistré dans les relations avec le Maroc mais en fait le commerce du Sénégal avec ce pays a toujours été très actif. Quoi qu'il en soit, les importations sénégalaises en provenance du Maroc ont accusé un fléchissement important après la signature de l'accord, encore qu'elles se soient tenues à un niveau élevé et les exportations à destination du Maroc se sont caractérisées par une chute brutale (moins de 20 pour 100 du chiffre de 1961).

32. Au nombre des autres accords intra-régionaux conclus par le Sénégal, celui qui a été passé avec Madagascar et, dans une mesure moindre, celui qui a été passé avec la Guinée ont été particulièrement utiles pour l'écoulement des produits manufacturés sénégalais. La progression des exportations, à destination de Madagascar en particulier, de produits industriels tels que huile d'arachide, savon, allumettes, thon en conserve, pagnes de coton et phosphates s'est pourtant faite sans que la diversification des produits soit plus poussée. Elle a seulement contribué à combler la perte de débouchés que la rupture de la Fédération du Mali avait causée.

33. Aux termes de l'accord avec Madagascar, la liste des exportations de ce pays vers le Sénégal comprend des produits traditionnels, tels que le riz, le sucre, la viande, les fibres naturelles, le tapioca et les clous de girofle. Toutes les marchandises que les deux pays échangent sont admises en franchise; d'autre part, il est prévu une coordination des besoins commerciaux réciproques et une priorité est accordée réciproquement par les deux parties à leurs nécessités économiques respectives<sup>1/</sup>.

34. Comme dans le cas des autres pays africains de la Zone franc, les objectifs essentiels que le Sénégal poursuit par ces accords bilatéraux est la diversification géographique de ses échanges et, dans une mesure moindre, l'obtention d'une assistance financière et économique.

35. Un grand nombre des accords conclus (avant et après l'indépendance) par les pays de la Zone franc l'ont été par l'intermédiaire de la France, qui, normalement, attribue des contingents d'exportations et d'importations à ses co-contractants. On peut citer, à ce propos, l'exemple récent du renouvellement pour un an, à partir de janvier 1963, d'un accord conclu en 1961 entre la France et l'Islande. Les co-contractants sont, avec la France, le Maroc, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Dahomey, le Gabon et la Mauritanie. Il est intéressant de signaler que tous les accords conclus par la Haute-Volta appartiennent à cette catégorie (à l'exception de celui que ce pays a signé avec le Ghana<sup>2/</sup>).

<sup>1/</sup> Madagascar a conclu par la suite un accord analogue avec le Gabon (le premier pour ce pays); la liste des exportations de celui-ci comprend des produits traditionnels, le bois étant en tête.

<sup>2/</sup> Etudié dans la partie consacrée au Ghana (page 20).

TABLÉAU 2

Echanges du Sénégal avec certaines régions et certains pays  
(en milliers de dollars EU)

Region et pays	Exportations				Importations			
	1955	1960 <sup>1/</sup>	1961	1962	1955	1960 <sup>1/</sup>	1961	1962
A. Europe orientale et Chine, Total	..	45	150	..	1.756	4.039	3.464	5.145
URSS	..	..	-	..	3	-	12	-
Pologne	..	..	150	..	20	-	73	-
Yougoslavie	..	45	-	..	13	-	28	-
B. Afrique, Total	5.986	10.723	11.173	8.070	18.756	10.081	8.581	7.822
Nigéria	23	-	2	..	87	194	134	97
Sierra Leone	7	-	24	..	1	-	4	-
Libéria	81	69	38	-	1	-	3	-
Guinée	..	632	381	947	..	304	243	36
Madagascar	378	543	405	243	778	883	667	1.268
Tunisie	5	22	8	11	48	-	28	-
Maroc	1.086	117	664	89	13.250	5.655	4.249	3.415
C. Europe occidentale, Total	85.214	100.801	110.135	113.554	147.834	138.800	125.671	121.080
Suisse	13	28	988	8	868	389	393	446
Danemark	1.198	713	648	388	391	247	352	267
France	75.190	92.201	94.356	106.582	125.799	118.151	103.138	100.598
D. MONDE	92.338	112.934	124.192	124.248	197.333	172.091	155.291	154.773

<sup>1/</sup> Y compris Mali et Mauritanie.

.. Chiffre non disponible.

- Neant ou moins de 500 dollars.

Sources : 1962, Publications officielles du Sénégal; 1960-1961, CEA; 1955, République française, Afrique Occidentale Française.

36. La plupart des pays de ce groupe ont conclu des accords avec des économies planifiées et pris certaines dispositions bilatérales destinées à réglementer et à stimuler leur commerce intra-régional. La majeure partie d'entre eux ont aussi reçu une assistance financière ou technique de l'Europe orientale aussi bien que de pays de l'Europe occidentale autres que la France. L'aide des Etats-Unis est principalement dispensée sous forme de livraisons d'excédents alimentaires. Néanmoins, c'est la France qui continue d'être le premier client du groupe et son principal fournisseur (la Haute-Volta non comprise), avec, dans les deux sens, une part de 50 pour 100 dans ces échanges<sup>1/</sup>.

37. Si la France occupe ainsi une place prépondérante dans les échanges du groupe et si d'autre part les pays en cause continuent de dépendre de la France pour leur commerce extérieur, une des raisons importantes de cette situation apparaît dans le fait que les marchés bilatéraux de produits passés dans la Zone franc qui sont fondés sur un régime préférentiel et qui couvrent les grands produits d'exportation, notamment les oléagineux, le café et le sucre donnent lieu à d'actives transactions. Auparavant, on fixait pour chacun de ces produits, des contingents globaux qui étaient répartis ensuite entre les divers producteurs. Aujourd'hui, la plupart des marchés sont négociés bilatéralement entre la France et chaque fournisseur.

38. Dans le cas du café et du sucre, les prix contractuels sont fixés à des niveaux largement supérieurs aux cours mondiaux (pendant la campagne 1960-1961, par exemple, le prix du café ainsi fixé dépassait le cours mondial de plus de 60 pour 100). Quant aux prix des arachides, il est déterminé conformément à une politique de stabilisation relevant de la SIOFA<sup>2/</sup>, qui détient le monopole des importations d'oléagineux en France. De fait, cette politique de stabilisation a abouti à des surprix, en raison surtout du fait que la SIOFA est tenue d'acheter au prix minimal la totalité au moins des contingents alloués, alors que les achats en dehors de la

---

<sup>1/</sup> Voir Comité monétaire de la Zone franc, La Zone Franc, (Paris, 1961).

<sup>2/</sup> "Société interprofessionnelle des oléagineux fluides alimentaires", créée en 1954.

Zone franc ne sont autorisés que si l'offre au prix maximal de la SIOFA est insuffisante. En échange de ce traitement préférentiel, les pays africains de la Zone franc accordent la réciprocité aux produits français.

39. Les marchés conclus au sein de la Zone franc sous le régime de la préférence réciproque représentent la seule forme d'accord bilatéral adoptée. L'Afrique qui soit de nature à exercer une influence effective sur les termes de l'échange, et cela pour deux raisons : d'une part les prix et quantités sont fixés à l'avance et, d'autre part, les marchandises faisant ainsi l'objet de marchés représentent une fraction importante de la totalité des exportations des contractants. Dans les pays africains de la Zone franc, les termes de l'échange subissent l'incidence des prix à l'exportation fixés contractuellement et aussi du coût des importations exclusivement fournies par la France, coût qui dépasse souvent celui des marchandises comparables sur les marchés mondiaux. Ce coût était particulièrement élevé préalablement à la dévaluation du franc français intervenue en décembre 1958 et à la convertibilité (pour les comptes de non-résidents) qui en est résultée, au moment où le contrôle des changes permettait de protéger le marché français. Bien que par la suite le marché français ait été, dans une certaine mesure, ouvert, l'engagement pris par les pays africains de la Zone franc d'importer de France de larges contingents ou la totalité de certains produits pourrait fort bien continuer à empêcher ces pays d'abaisser le coût total de leurs importations.

40. Dans l'ensemble, les prix de réalisation de ces marchés fondés sur des contingents prédéterminés continuent d'être un encouragement à rester en association avec la France. Cependant, avant même que son abandon se présente comme le corollaire obligé de l'association avec la Communauté économique européenne, ce système de prix subventionnés et préférentiels n'avait pas mis les bénéficiaires à l'abri de tous les problèmes. Si elles n'étaient pas consommées sur place, les parties de la production qui se trouvaient hors contingent ne pouvaient procurer que des recettes considérablement moindres sur les marchés mondiaux. En présence de la baisse des prix des arachides, le Sénégal a engagé des négociations avec la Nigéria

et plusieurs pays africains de la Zone franc en vue de la création éventuelle d'un Conseil africain de l'arachide<sup>1/</sup>, organisme permanent qui aurait à s'occuper des moyens de favoriser la production et la commercialisation des arachides.

41. Récemment, un événement particulièrement saillant a amorcé déjà la liquidation du système des marchés conclus pour certains produits dans le cadre des accords commerciaux préférentiels de la Zone franc, l'entrée de la France dans la Communauté économique européenne et l'association des pays africains à cette Communauté. La Convention d'association stipule que ces accords sont appelés à disparaître progressivement, pour être remplacés par un accroissement de l'assistance financière. Dans ces conditions, à partir de 1967, des pays qui bénéficient, depuis longtemps, d'un traitement préférentiel devront affronter la libre concurrence sur les marchés mondiaux. L'assistance financière pourra sans doute compenser la diminution des recettes d'exportation, mais il est vraisemblable que la répartition des ressources dans le secteur du commerce extérieur subira certains changements.

42. On peut voir dans cette situation une explication plausible de la tendance toujours plus nette des pays africains à conclure des accords bilatéraux avec des pays autres que leurs associés traditionnels<sup>2/</sup> afin de s'efforcer d'établir de nouvelles relations commerciales - mesure de précaution pour se prémunir contre les incertitudes de l'avenir. L'augmentation sensible du nombre des accords conclus en 1962 par rapport à l'année précédente et la persistance de cette tendance pendant le premier semestre de 1963 confirment cette recherche délibérée de nouveaux débouchés et de nouvelles sources d'approvisionnement.

---

1/ West Africa (Londres), 21 juillet 1962.

2/ En particulier des pays d'économie planifiée et d'autres pays africains.

Ghana<sup>1/</sup>

43. Par la conclusion de ses accords le Ghana poursuivait la recherche de nouveaux débouchés pour ses exportations traditionnelles et cela dans deux directions en particulier, à savoir l'Afrique et les pays d'économie planifiée (voir Tableau 3).

44. Les échanges effectués au titre des accords avec les pays d'économie planifiée ont progressé et ont évolué vers un meilleur équilibre. Ces partenaires sont devenus pour le Ghana une importante source d'approvisionnement, parfois à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés traditionnels. Le cas s'est produit, par exemple, pour les importations de ciment polonais. Dans la mesure où ces prix moindres contribuent à réduire la facture globale des importations, ces accords améliorent les termes de l'échange, atténuant ainsi le déséquilibre de la balance des paiements.

45. Le Ghana a également pu développer quelque peu ses échanges avec ses partenaires africains. C'est l'accord de 1961 avec la Haute-Volta qui a eu les meilleurs résultats. Les exportations du Ghana vers la Haute-Volta ont presque quadruplé en valeur, de 1960 à 1962 et, dans le même temps, ses importations en sens inverse ont progressé de 40 pour 100 environ. Cependant, la plus grande partie de ce progrès ne s'explique que par l'amélioration des statistiques. Un autre grand avantage de cet accord est qu'il a supprimé la frontière douanière entre les deux pays bien qu'en vertu d'un accord complémentaire de 1962, des taxes intérieures puissent être perçues sur les produits importés.

---

1/ Ce chapitre repose principalement sur les renseignements et commentaires communiqués au secrétariat par le Gouvernement ghanéen.

TABLEAU 3  
Echanges du Ghana au titre d'accords bilatéraux  
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Pays	Exportations				Importations			
	Période antérieure a l'accord	1960	1961	Période couverte par l'accord	1955	1960	1961	Période couverte par l'accord
Bulgarie	-	-	-	428	-	-	154	396
Roumanie	-	-	-	-	-	16	15	79
Allemagne orientale	-	759	-	2.107	753	3.154	3.807	2.431
Pologne	-	42	1.452	3.940	265	1.827	3.419	4.794
Albanie	-	-	-	84	-	-	-	-
Chine (continentale)	-	1.365	237	1.248	80	2.979	2.384	3.761
URSS	11.467	20.370	8.574	13.490	36	1.567	6.166	5.120
Tchécoslovaquie	-	-	203	1.744	3.527	4.858	4.250	3.997
Hongrie	-	-	-	2.095	405	597	857	1.503
Yougoslavie	-	947	2.049	3.450	22	504	806	2.292
RAU	43	-	123	280	15	411	302	882
Dahomey	..	-	15	18	..	-	3	58
Haute-Volta	288	1.510	4.024	5.863	4.757	6.757	9.368	9.496
Mali	..	..	159	620	..	..	422	484
Guinée	..	..	73	104	..	..	74	79
Israël	525	451 <sup>a/</sup>	1.175 <sup>a/</sup>	693	9	2.267 <sup>a/</sup>	3.134 <sup>a/</sup>	1.879
Cuba	-	-	-	-	-	-	-	-
Total pour les 17 pays	12.323 <sup>b/</sup>	25.444 <sup>b/</sup>	18.084	36.164	9.869 <sup>b/</sup>	24.937 <sup>b/</sup>	35.161	37.251
TOTAL MONDIAL	241.100	320.347	322.379	322.102	246.047	362.099	399.925	333.485

a/ Les accords avec Israël couvraient également les années 1960 et 1961. b/ Non compris le Mali et la Guinée.  
.. Chiffre non disponible. - Nul ou moins de 500 dollars.  
Sources : Bank of Ghana, département de la recherche; données fournies à la CEA, Section du commerce extérieur africain.



46. Le Ghana s'est attaché, en particulier, à écouler ses principaux produits d'exportation traditionnels, tels le cacao et le bois. Les anciens marchés (Europe occidentale et Etats-Unis) ont donné des signes de saturation, lorsque, ces dernières années, la production de cacao a atteint des chiffres sans précédent<sup>1/</sup>. Les exportations de gousses de cacao au titre d'accords bilatéraux ont augmenté considérablement par rapport à la période antérieure aux accords (de 112 pour 100 de 1961 à 1962<sup>2/</sup>). Le Ghana a pu obtenir un meilleur prix pour son cacao sur les nouveaux marchés. Les recettes unitaires de ses exportations de cacao vers l'URSS, qui ont représenté, à elles seules, en 1962, 44 pour 100 des exportations totales au titre des accords, ont dépassé de 8 et de 9 pour 100 respectivement celles des exportations de cacao vers les autres pays du monde et vers les Etats-Unis (ce dernier pays étant le client le plus important du Ghana). Un avantage supplémentaire réside dans le fait que l'URSS s'est engagée à acheter des quantités croissantes de cacao pendant les cinq années couvertes par l'accord.

47. Quant aux exportations de bois au titre des accords, elles ont diminué, absolument et relativement, par rapport à la période antérieure à l'accord. Les exportations de noix de cola au titre des accords ont presque triplé, en valeur, de 1961 à 1962. Pour 1962, elles représentent plus de 68 pour 100 des exportations totales de noix de cola, contre 28 pour 100 seulement en 1961. Cette progression doit être, en majeure partie, portée au compte de la Haute-Volta (88 pour 100 du total).

48. Ces accords ont permis de diversifier un peu les exportations. Certains produits agricoles qui jusqu'alors, n'étaient pas exportés, et notamment les oranges, les ananas, les arachides et le caoutchouc, s'inscrivent déjà sur la liste des exportations du Ghana au titre de ces accords bilatéraux mais, jusqu'à présent, les ventes de ces produits, à l'exception des oranges, sont encore peu de chose.

---

<sup>1/</sup> Quant au bois, le problème est plutôt technique. Le Ghana a vu s'affaiblir sa position vis-à-vis de la concurrence car il ne peut pas assurer certaines spécifications; en effet, la demande est souvent composite, et le Ghana ne produit pas tous les types de bois faisant l'objet d'une même commande.

<sup>2/</sup> Le pourcentage de ces pays dans les exportations totales de cacao a cependant diminué, il est revenu de 6 pour 100 en 1961 à 1,5 pour 100 en 1962.

49. Les échanges du Ghana dans le cadre de ses accords bilatéraux ne représentent toujours qu'un petit pourcentage de ses échanges totaux, environ 10 pour 100 dans chaque sens; la raison en est probablement que tous les accords à l'exception de l'accord avec Israël (1958), n'ont été signés qu'en 1961 ou même plus tard.

50. Pour préoccupé que soit le Ghana d'écouler ses principaux produits d'exportation et malgré l'importance tout aussi grande qu'il attache aux accords destinés à animer les exportations, c'est néanmoins du côté des importations que la nouvelle orientation attendue des accords bilatéraux est la plus sensible jusqu'ici. Les importations en provenance des sources traditionnelles ont brusquement diminué en 1962 alors qu'elles avaient précédemment augmenté régulièrement pour atteindre un maximum en 1961.

#### Guinée<sup>1/</sup>

51. En Guinée, la transformation presque complète de l'organisation du commerce extérieur désormais soumis à un régime d'accords bilatéraux est la conséquence logique d'une série de faits nouveaux. Rompre la dépendance commerciale de la Guinée vis-à-vis de la France fut un objectif tenu pour urgent dès l'instant où l'indépendance politique fut déclarée. Une campagne énergique fut lancée pour trouver de nouveaux marchés et de nouveaux fournisseurs en vue d'assurer un approvisionnement suffisant et régulier. Une réorientation aussi brusque, aussi prononcée, aussi chargée de risques, a ouvert la voie à des accords commerciaux bilatéraux.

52. Un autre fait à l'origine des accords commerciaux bilatéraux fut l'établissement d'une planification centralisée intégrale et la création du Comptoir guinéen de commerce extérieur. Cet organisme fut supprimé en 1961 et remplacé par divers offices s'occupant soit de l'importation soit de l'exportation de certaines catégories de produits; néanmoins, ces offices sont aussi essentiellement des organismes d'Etat, financés et dirigés par le Gouvernement.

---

<sup>1/</sup> Les renseignements fournis au secrétariat par le Gouvernement guinéen en réponse au questionnaire relatif aux accords bilatéraux sur les échanges et sur les paiements ne portent que sur les accords intra-régionaux. Le présent chapitre est, par conséquent, fondé surtout sur d'autres sources, d'ailleurs assez maigres.

53. Outre la mainmise de l'Etat sur les exportations et les importations, un contrôle des changes des plus rigoureux a été instauré quand la Guinée se retira de la Zone franc en mars 1960 et quand une nouvelle monnaie nationale fut créée. Le franc guinéen passa par des épreuves qui nécessitèrent des interventions et poussèrent à la conclusion de divers accords bilatéraux de paiements et, en particulier, d'accords stipulant l'utilisation des monnaies locales et des monnaies de compte (chambres de compensation).

54. L'obtention de crédits à long terme a été, pour la Guinée, un aiguillon puissant dans la conclusion d'un certain nombre d'accords. L'assistance et les prêts reçus aidèrent beaucoup à financer l'achat de biens de consommation indispensables et de biens d'équipement pour les divers projets de développement.

55. La part de la France dans les exportations totales qui était d'environ 70 pour 100 en 1958 est tombée à environ 35 pour 100 en 1961 (voir Tableau 4). Les importations en provenance de la France qui représentaient environ 72 pour 100 des importations totales en 1958 sont revenues à 12 pour 100 en 1961. Quant aux pays d'économie planifiée, leur part dans les exportations de la Guinée a atteint environ 25 pour 100 et leur part dans les importations environ 38 pour 100, en 1961. La plupart de ces échanges ont été réalisés avec l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Chine, la République démocratique allemande et la Pologne, lesquels comptent également parmi les principaux partenaires de la Guinée.

56. La diversification géographique des échanges de la Guinée, par diminution de la part de la Zone franc, et en particulier de la part de la France, a également entraîné d'autres pays. Les échanges avec la Suisse, l'Italie, les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale ont augmenté d'une manière sensible de 1960 à 1961, et cela, pour les trois premiers de ces pays, dans les deux sens. Environ un tiers des importations en provenance des Etats-Unis ont consisté en excédents de produits alimentaires fournis à la Guinée aux termes de la Loi sur l'assistance étrangère. Les importations en provenance de l'Allemagne occidentale ont accusé une augmentation impressionnante, ce pays devenant le premier fournisseur de la Guinée; cependant, les

exportations de la Guinée vers l'Allemagne occidentale ont subi une diminution considérable par rapport à leur niveau déjà bas de 1960. Le bond des importations en provenance de l'Allemagne occidentale est dû en partie à des achats de véhicules et d'équipement lourd pour la construction de routes, financés par un prêt de 4 millions de DM.

57. Une expansion sensible a été enregistrée de 1957 à 1962 pour les échanges avec les autres pays d'Afrique (voir Tableau 5). Particulièrement importante, en 1962, est l'augmentation générale enregistrée par rapport à 1961, qui fut de 60 pour 100 pour les importations et de 130 pour 100 pour les exportations. En dépit d'une augmentation relative plus forte, les exportations vers ces pays ne représentent toujours, en valeur, qu'un peu moins du tiers des importations totales en sens contraire. Le déficit de la Guinée dans ses échanges avec l'Afrique a été persistant de 1958 à 1962, et s'est surtout manifesté dans les échanges avec le Maroc et le Sénégal et, plus récemment, avec la RAU.

58. Les accords commerciaux de la Guinée avec les autres pays africains se caractérisent par l'incorporation d'accords bilatéraux de paiements stipulant soit des paiements en monnaies locales (Mali et RAU) soit l'ouverture de comptes de clearing bilatéraux en monnaies de compte (Sénégal, Ghana et Maroc). En outre, des accords ne prévoyant pas d'ouverture de crédits et fondés sur le paiement en monnaies convertibles ont été conclus avec le Libéria et le Sierra Leone. Des crédits à long terme et portant intérêt ont été accordés par le Maroc (10 millions de dirhams à 4 pour 100) et par la RAU (6 millions de livres égyptiennes, à 2,5 pour 100) en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement nécessaires au développement du pays; dans ces deux cas, la liquidation des soldes non remboursés de ces crédits doit s'effectuer par le moyen d'exportations guinéennes.

59. L'afflux considérable de capitaux et de biens d'équipement nécessaires au développement provoqué par les accords bilatéraux a déjà donné une certaine impulsion au développement industriel de la Guinée. Le prêt de 4 millions de DM de l'Allemagne occidentale, a été porté à 25 millions en 1962. Au nombre des projets à financer par ces prêts figurent l'installation d'une usine d'épuration des eaux à Conakry, l'implantation d'usines de conserve de poisson et la construction de routes. En 1961, la Tchécoslovaquie a consenti un prêt à 2,5 pour 100 d'intérêt, d'un montant de 5,5 millions de dollars, pouvant être porté à 10 millions, et remboursable en cinq ans en exportations. En 1960, la Chine a accordé un prêt d'un montant de 100 millions de roubles destiné à financer la construction de bâtiments, celle de manufactures de tabac, d'allumettes, de briques et de tuiles et l'installation de centrales hydro-électriques. Par ailleurs, depuis son indépendance, la Guinée a reçu des Etats-Unis d'Amérique un total de 20 millions de dollars, sous forme de prêts et de dons, en vertu d'accords sur les excédents de produits alimentaires et de programmes d'assistance économique et technique.

TABLEAU 4

Orientation du commerce extérieur de la Guinée, de 1958 à 1961  
(En millions de francs guinéens)

Pays	Exportations			Importations		
	1958 <sup>a/</sup>	1959 <sup>b/</sup>	1960 <sup>c/</sup>	1959 <sup>b/</sup>	1960 <sup>c/</sup>	1961 <sup>d/</sup>
Total	4.874	7.109	13.601	15.175	12.999	17.992
Zone franc	3.697	3.677	5.547	4.653	9.994	11.263
France	3.365	3.234 <sup>x</sup>	3.840	2.698	9.361	10.245 <sup>x</sup>
Zone sterling	372	239 <sup>x</sup>	..	..	637	190 <sup>x</sup>
Royaume-Uni	254	206 <sup>x</sup>	486	183	321	101 <sup>x</sup>
Zone dollar	418	..	..	..	860	..
Etats-Unis d'Amérique	168	544 <sup>x</sup>	92	909	764	..
Allemagne occidentale	109	126 <sup>x</sup>	199	138	387	1.258 <sup>x</sup>
URSS	..	..	964	1.297	..	217 <sup>x</sup>
Allemagne orientale	-	157 <sup>x</sup>	950	966	..	..
Tchécoslovaquie	..	..	604	564	1	339 <sup>x</sup>
Chine (continentale)	..	..	0	515	..	1.294
Pologne	37	..	592	449	..	864
Suisse	3	..	469	702	2	2.124
Italie	28	..	3	313	29	139
					613	1.146
					89	653
					156	503
						504

<sup>a/</sup> Ne couvre que les 9 premiers mois de l'année.

<sup>b/</sup> Val au moins de 500.000 francs guinéens.

<sup>c/</sup> Chiffre non disponible.

Sources : <sup>a/</sup> République de Guinée - Bulletin statistique mensuel, série 1959, Pt. 10 et 11.

<sup>b/</sup> Economist Intelligence Unit Ltd., Three Monthly Economic Review, "Former French Tropical Africa and Liberia", Pt. 7, (Londres), octobre 1961.

<sup>c/</sup> Voir <sup>a/</sup> ci-dessous, (les chiffres ne couvrent que les 9 premiers mois de l'année).

<sup>d/</sup> USA Department of Commerce - World Trade Information Service, Economic Report, No. 62-62, "Economic Development in the Republic of Guinea in 1961" (Washington, DC).

TABIEAU 5

Echanges de la Guinée avec les pays africains au titre d'accords bilatéraux  
(En millions de francs guinéens)

Pays	<u>Exportations</u>					<u>Importations</u>					<u>Autorisations accordées en 1962</u>	
	1957	1958	1959	1960	1961	1958	1959	1960	1961	à l'exportation	à l'importation	
Libéria	3	4	15	7	-	8	4	3	-	48	66	
Sierra Leone	80	61	5	2	-	69	11	-	06	36	66	
Gambie	-	-	-	-	4	-	-	-	10	43	83	
Sénégal	-	-	-	-	84	-	-	226	228	72	337	
Ghana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	
Maroc	30	24	44	37	105	299	215	343	717	235	645	
RAU	-	-	-	-	35	-	-	-	122	74	396	
TOTAL	113	89	64	46	220	376	230	572	1.085	509	1.593	

Nul ou moins de 500,000 francs guinéens.

Source : République de Guinée, Ministère du commerce. Chiffres fournis au secrétariat.

60. On peut déjà observer une certaine diversification des importations, due manifestement à des achats de biens d'équipement que la Guinée a pu faire grâce aux crédits à long terme qu'elle a obtenus; on peut citer par exemple la forte augmentation, enregistrée en 1961, des importations de camions, automobiles, machines, combustibles solides et produits pharmaceutiques.

Mali<sup>1/</sup>

61. La planification intégrale a beaucoup encouragé le Mali à conclure des accords bilatéraux; par ailleurs, la création d'un organisme d'Etat (SOMIEX)<sup>2/</sup>, auquel est réservé le monopole du commerce extérieur a encore précipité le mouvement.

62. Une des principales fonctions de la SOMIEX est de collaborer à la préparation des accords commerciaux. Presque tous les contractants du Mali sont soit des pays d'économie planifiée, soit des pays africains dont les échanges sont ordinairement soumis à de strictes restrictions quantitatives.

63. Il semble qu'avec la conclusion de ses accords bilatéraux, le Mali ait eu jusqu'à présent pour premier objectif d'établir de nouvelles relations commerciales plus encore que de diversifier la structure de ses exportations. Tous les accords signés par le Mali ont pour trait commun de contenir une liste de produits dans laquelle figurent les produits d'exportation traditionnels.

64. La diversification de la constance du commerce extérieur est cependant un objectif à long terme auquel le Gouvernement accorde toute son attention. Cet objectif ne sera naturellement atteint que lorsque la structure de la production nationale aura subi les changements qui doivent résulter du Plan de développement de cinq ans, en cours depuis 1961.

---

1/ Une des principales difficultés de l'étude des échanges commerciaux du Mali provient de l'absence de statistiques commerciales détaillées pour les années antérieures à 1961.

2/ Société malienne d'importation et d'exportation.



65. D'après les évaluations de la Chambre de commerce de Bamako, les importations du Mali ont augmenté de 2,8 pour 100 entre 1961 et 1962. La part de l'Union soviétique, de la Tchécoslovaquie et de la Chine continentale dans les importations maliennes est passée de 2 pour 100 en 1961 à plus de 25 pour 100 en 1962. Durant cette même période, la part de la Zone franc est tombée de 83 à 49 pour 100, celle de la France revenant de 68 à 37 pour 100.

66. Dès 1961, le Mali commençait à ne plus tant compter sur la France pour ses exportations; 23 pour 100 seulement du total des exportations enregistrées sont allées à la France, alors que les achats de la Tchécoslovaquie et de l'URSS représentaient environ 13 et 10 pour 100 respectivement.

67. Les exportations vers les pays africains se sont élevées en 1961, à plus de 46 pour 100 du total. La Côte-d'Ivoire à elle seule a absorbé environ 25 pour 100 du total des exportations maliennes, et un accord commercial de 1963 entre le Mali et la Côte-d'Ivoire a eu pour objet de maintenir les échanges entre les deux pays au moins au niveau de 1961<sup>1/</sup>.

68. Quant à l'assistance financière et technique, le Mali a pu s'assurer des concours considérables par voie d'accords bilatéraux. Le plus important est le prêt de 40 millions de roubles consenti par l'Union soviétique, dont une partie devait être consacrée à l'achat d'aéronefs et d'équipement et qui est remboursable en exportations de produits primaires. L'Allemagne occidentale a alloué un crédit de 4 millions de DM remboursable en 10 ans et destiné à financer l'achat de camions et matériels de construction et l'exécution de projets. Un prêt de 10 millions de dollars des Etats-Unis, consenti par la Tchécoslovaquie, doit couvrir le financement de divers projets industriels.

69. Les Etats-Unis d'Amérique ont fourni une assistance technique et économique importante par voie d'accords sur les excédents de produits alimentaires. Le Mali a pu obtenir également une assistance financière et technique

---

<sup>1/</sup> La Côte-d'Ivoire a conclu deux autres accords bilatéraux, l'un avec Israël, l'autre avec la Suisse. (Voir Annexe I).

de la RAU et du Ghana, lesquels ont consenti des prêts et une assistance évalués respectivement à 6 millions de livres égyptiennes et à 4,5 millions de livres ghanéennes.

70. Les investissements financés par ces divers prêts devraient permettre la production d'une gamme étendue de produits, la tendance étant à l'établissement d'industries de transformation.

#### Maroc

71. Depuis 1956, le Maroc a conclu des accords bilatéraux de commerce et de paiements avec la plupart de ses principaux clients et fournisseurs, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique. En outre, une part importante des échanges du Maroc avec la France est couverte par des accords bilatéraux préférentiels qui comprennent des marchés intéressant certains produits d'exportation marocain. En 1961, les échanges au titre des accords bilatéraux (non compris la France et les Etats-Unis d'Amérique) représentaient 40 pour 100 des importations et 60 pour 100 des exportations. Les exportations vers la France représentaient environ 37 pour 100 du total, les importations en sens inverse environ 50 pour 100.

72. La conclusion de nombreux accords commerciaux bilatéraux a des causes variées; elle a été motivée par des considérations de doctrine. L'établissement d'un contrôle des changes a créé des courants de commerce compensés en même temps, le souci d'équilibrer les échanges avec chaque partenaire, en particulier avec les pays de l'Europe occidentale manifesté par l'introduction d'un régime de contingentements, a tendu vers le même résultat. Le Maroc a également cherché par ses accords à réduire sa dépendance commerciale vis-à-vis de la France, en particulier, et de la Zone franc en général, en explorant de nouveaux marchés.

73. Le franc marocain devint relativement surévalué à la fin 1958, au moment de la dévaluation du franc français. Cette situation incita le Maroc à relever les droits d'entrée et à accorder des allègements fiscaux qui favorisèrent une expansion temporaire des exportations. La France exerçant

sur le Maroc une pression financière dans l'intention de l'amener à rattacher à nouveau sa monnaie au franc français, et l'Espagne, concurrent direct du Maroc sur les marchés européens, ayant dévalué la peseta, le Maroc eut davantage recours aux accords bilatéraux (dont la plupart avaient déjà été conclus en 1957) et, en 1959, renouvela ses accords avec l'Allemagne occidentale, le Royaume-Uni et l'Union soviétique (il conclut également avec ce dernier pays un accord de clearing). Cependant, il dut finir par dévaluer sa monnaie de 20,44 pour 100 en octobre 1959.

74. A l'exception de l'accord conclu avec la RAU en juillet 1958, la plupart des accords intra-africains du Maroc sont assez récents (1961 et plus tard). Il serait donc prématuré d'apprécier leurs effets, mais on constate cependant une expansion du commerce marocain avec certains autres pays africains à partir de 1961. (Voir Tableau 6).

TABLERAU 6

Echanges du Maroc avec les pays africains au titre d'accords bilatéraux  
(en milliers de dirhams)

Pays	Exportations					Importations				
	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
					Janvier- novembre					Janvier- novembre
RAU	700	2.019	3.935	151	3.930	1.172	1.243	1.525	8.731	4.576
Mali	-	-	19.510	1.353	1.600	-	-	914	44	22
Guinée	-	-	7.179	12.354	5.491	-	-	373	979	3.881
Sénégal	-	-	-	16.626	13.476	-	-	-	564	293
Total	700	2.019	30.624	30.484	24.497	1.172	1.243	2.812	10.318	8.763

- Val ou inférieur à 500 dirhams.

Source : Renseignements fournis par le Gouvernement marocain.

75. Tous les accords conclus par le Maroc contiennent une clause de renouvellement par tacite reconduction. En outre, presque tous prévoient des échanges de produits suivant des contingents d'objectifs spécifiés soit en quantité, soit en valeur. Ces contingents sont suffisamment larges pour permettre des augmentations imprévues et éviter ainsi aux gouvernements intéressés de devoir modifier les accords en cours; en général 50 ou 60 pour 100 seulement des contingents fixés ont été atteints.

76. Les efforts du Maroc en vue de réduire sa dépendance commerciale vis-à-vis de la France et d'élargir ses marchés extérieurs ont été assez récompensés. La part de la France dans les exportations marocaines est revenue de 53 pour 100 en 1956 à 37 pour 100 en 1961. Ce sont surtout la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne, qui ont été les destinataires de la part des exportations qui allaient autrefois, vers le marché français. La part respective de ces pays, dans les exportations totales du Maroc, est passée de 8 pour 100, 5 pour 100 et moins de 2 pour 100 en 1955 à 12, 7 et 5 pour 100, respectivement, en 1962. Les exportations vers les pays d'économie planifiée, autre groupe avec lequel le Maroc a conclu des accords bilatéraux, ont également augmenté, passant de 3 pour 100 en 1955 à 5 pour 100 en 1961.

77. Quant aux importations, elles n'ont pratiquement pas bougé, la France en fournissant environ la moitié tout au long de la période de 1955 à 1961. Les parts des pays parties aux accords bilatéraux n'ont pas beaucoup varié, ou même ont diminué, à part quelques exceptions. C'est ainsi que les importations en provenance de l'Espagne de 1955 à 1961, ont augmenté de 250 pour 100 (après avoir quadruplé en 1960).

78. Les efforts du Maroc en vue d'équilibrer ses échanges dans le cadre de ses accords bilatéraux n'ont que partiellement réussi. On notait toujours en 1961 un important déficit pour les échanges en général, attribuable, comme les années précédentes, au déficit de la balance commerciale avec la France et avec les Etats-Unis d'Amérique. Dans l'ensemble, les échanges totaux au titre des accords bilatéraux ont maintenu plus ou moins leur équilibre au cours des quelques dernières années.

79. Quelques-uns des problèmes que posent les échanges avec les pays d'Asie se reflètent particulièrement bien dans les accords du Maroc avec le Japon. (Des accords bilatéraux ont également été passés avec l'Inde et le Pakistan).

80. L'obstacle principal rencontré dans les longues négociations entre les deux pays a été le désaccord sur la part à accorder aux textiles japonais dans les importations globales du Maroc. Le Maroc a fini par obtenir une réduction des exigences jamaïques pour, protéger son industrie textile naissante. Des pays africains s'attachent de plus en plus à développer leur industrie légère et comme la plupart des exportations de produits manufacturés de l'Asie sont précisément aussi des produits de l'industrie légère, cette situation peut continuer à engendrer des problèmes importants. Une autre difficulté à laquelle les deux pays se sont heurtés au cours des négociations avait trait à l'assouplissement des restrictions à l'importation dans les deux pays<sup>1/</sup>.

81. On ne note pas encore de diversification importante dans la structure des échanges marocains à la suite de la mise en vigueur des accords bilatéraux. Cependant, il se pourrait bien que cette diversification se produise après l'exécution du plan quinquennal actuellement en cours. Les accords commerciaux bilatéraux pourraient être appelés à remplir un rôle important dans la planification de la consistance et de l'orientation du commerce extérieur.

Fédération de Rhodésie et du Nyassaland<sup>2/</sup>

82. L'accord de 1951 avec le Japon mis à part, tous les accords commerciaux conclus par la Fédération intéressent soit les relations commerciales au sein du Commonwealth britannique, soit les relations avec d'autres pays africains; dans le cas des Protectorats du Haut Commissariat, les accords portent sur les deux groupes de relations commerciales en même temps.

<sup>1/</sup> Les divers problèmes des échanges entre les deux continents font l'objet du document E/CN.14/STC/23.

<sup>2/</sup> Ce chapitre repose principalement sur les renseignements et évaluations fournis au secrétariat par le Gouvernement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland.

83. L'accord de 1955 avec l'Afrique du Sud a pris fin avec le retrait de ce pays du Commonwealth mais le nouvel accord de cinq ans conclu en juillet 1960 est calqué sur l'ancien. En ce qui concerne les produits industriels, il stipule que les produits de la République bénéficient du tarif réduit généralement applicable dans la Fédération aux produits des pays indépendants du Commonwealth. Les produits de la Fédération, bénéficient, dans la République, du régime de la Nation la plus favorisée sauf dans quelques cas exceptionnels<sup>1/</sup>. Selon une déclaration gouvernementale, les termes du nouvel accord constitueront un incitant puissant au développement des industries locales travaillant pour le marché intérieur de la Fédération qui sont en concurrence avec les industries plus développées de l'Afrique du Sud<sup>2/</sup>.

84. Les produits agricoles mis à part, l'importation d'aucun produit des deux pays ne peut être réglementée, même pour des raisons de balance des paiements, ni par la République ni par la Fédération. Quant aux produits agricoles, l'accord autorise l'application d'une réglementation à titre de réciprocité et prévoit l'entrée en franchise de contingents déterminés. La clause la plus significative à cet égard est le contingent annuel de 2 millions de livres poids de feuilles de tabac traité du type Virginia, autorisé à passer en franchise de la Fédération dans la République.

85. En vertu de l'accord douanier de juin 1956 entre la Fédération et les trois Protectorats du Haut Commissariat, (durée indéterminée), les échanges entre le Bassoutoland et le Swaziland d'une part et la Fédération d'autre part, bénéficient des mêmes avantages que les échanges entre la Fédération et la République Sud-Africaine. En ce qui concerne le Betchouanaland, l'accord a pour objet de créer, entre la Fédération et ce Protectorat, une zone

<sup>1/</sup> Ces exceptions qui comprennent notamment les chaussures, les articles d'habillement et articles textiles, les appareils de radio, téléviseurs, appareils d'enregistrement du son et les cigarettes, bénéficient de droits spéciaux voire même nuls, d'après le tarif douanier actuel de la République.

<sup>2/</sup> Federation of Rhodesia and Nyasaland, Economic Report, 1961, p. 44.

de libre échange, dont une des fonctions principales doit être de régir et de régulariser l'important commerce de transit qui se fait entre les deux territoires.

86. Les accords avec le Canada (février 1958) et l'Australie (juillet 1955) sont du type qui est courant entre membres du Commonwealth, à quelques petites réserves près. L'application par le Canada des droits préférentiels britanniques aux marchandises de la Fédération devint contractuelle, de simplement coutumière qu'elle était. Dans l'accord avec l'Australie, une concession a été faite à la Fédération en ce qui concerne le tabac, admis en Australie à un taux inférieur de 9 pence par livre poids au taux du tarif préférentiel britannique. Les deux accords ont été conclus pour une durée indéterminée.

87. L'accord de 1959 a principalement pour objet d'animer les échanges intra-régionaux. Les dispositions de cet accord sont applicables aux échanges dans les deux sens tant avec le Portugal qu'avec ses provinces d'outre-mer. La Fédération et le Mozambique s'accordent mutuellement l'entrée en franchise des "produits du sol" mais en les soumettant à un régime de contingentement. Ces dispositions seront également applicables à l'Angola lorsque ses échanges avec la Fédération deviendront suffisants pour justifier cette mesure.

TABLÉAU 7

Echanges de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland au titre d'accords bilatéraux  
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Exportations					Importations				
	1958	1959	1960	1961	1962 <sup>a/</sup>	1958	1959	1960	1961	1962 <sup>a/</sup>
Australie	8,0	8,8	8,1	5,8	2,8	7,7	7,7	8,4	9,5	7,7
Betchouanaland	1,0	1,4	1,9	1,4	2,5	1,4	0,8	0,1	0,7	1,2
Canada	0,8	0,4	0,7	0,7	2,4	6,1	4,2	6,3	5,6	5,2
Japon	0,8	14,2	17,8	18,1	17,1	2,5	3,3	5,5	6,8	7,0
Mozambique	1,6	1,2	1,6	1,9	2,5	6,2	3,6	4,8	4,9	4,5
Portugal	0,3	0,5	0,5	1,1	1,1	0,5	0,3	0,5	0,7	0,5
Afrique du Sud	31,4	33,3	38,8	35,3	33,2	139,8	144,6	146,2	135,4	110,8
Total pour les 7 pays	43,9	59,8	69,4	64,3	61,6	164,2	164,5	171,8	163,6	136,9
Total mondial	380,0	523,0	560,3	560,6	587,0	487,0	474,0	439,1	434,0	451,0

Source : Federation of Rhodesia and Nyasaland, Economic Report, (Salisbury) 1962; United Nations, Yearbook of International Trade Statistics, 1961; CEA, Statistiques du commerce extérieur, Série A - No. 3, Mars 1963; FMI, International Financial Statistics, 1962.

<sup>a/</sup> Onze premiers mois de l'année.

88. L'accord commercial avec le Japon, négocié en avril 1961 pour une durée indéterminée, avait été précédé d'un accord d'un an conclu en février 1960. Aux termes du nouvel accord, les contingents et autres mesures administratives d'application doivent être revus chaque année. Il est précisé que le régime de la nation la plus favorisée doit être l'objectif ultime de chaque partie, mais n'est pas réalisable dans l'immédiat. Des facilités (régime de contingentement ou de licences générales automatiques) doivent être accordées à l'importation de certains produits qui, pour la Fédération, sont surtout des produits minéraux, mais comprennent également le tabac non traité.



Soudan

89. La surproduction du coton longues fibres au Soudan donna lieu, pendant la campagne de vente 1956/57, à une offre fortement excédentaire, et il devint difficile pour ce pays de vendre sa production totale à ses clients traditionnels de l'Europe occidentale. A défaut d'autre solution, le Soudan conclut cinq accords bilatéraux de paiement dont quatre<sup>1/</sup> avec des pays d'économie planifiée et un avec la Yougoslavie.

90. Si les exportations vers ces cinq pays se développèrent d'une manière satisfaisante, les importations en sens inverse ne suivirent pas. De février 1955 à août 1956 ces exportations se chiffrèrent à 2,8 millions de livres soudanaises mais les importations à 1,6 millions de livres seulement. Le commerce se ralentit lorsque la limite des découverts accordés en vertu de ces accords et s'élevant au total à 1,4 millions de livres eut été atteinte et le Soudan se trouva en possession de soldes créditeurs inconvertibles d'un montant de 1,2 million de livres. A la fin de 1957, par suite de la mévente du coton et de l'assouplissement des restrictions d'importation, la balance nette fut considérablement réduite mais resta toujours positive. On essaya en 1957 d'améliorer le fonctionnement des accords en modifiant les limites des ouvertures de crédit. Le réajustement ramena la limite pour la Tchécoslovaquie (dont la situation commerciale était favorable) de 500.000 à 200.000 livres soudanaises et l'élargit pour la Hongrie (débiteur net) de 300.000 à 500.000 livres soudanaises.

91. En 1958, les échanges s'accrurent fortement dans l'ensemble, mais le coton ne compta que pour 36 pour 100 dans les exportations totales du Soudan à destination des cinq pays. Tout en achetant certains produits soudanais autres que le coton (notamment des arachides), quelques-uns des co-contractants affectèrent une partie de leur découvert à des fins extra-commerciales, telles que le financement de missions diplomatiques. Les accords furent donc considérés comme infructueux, pour la raison surtout

---

<sup>1/</sup> Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie et Pologne.

qu'ils ne réussirent ni à développer les exportations de coton ni à stimuler suffisamment les importations en provenance des pays partenaires<sup>1/</sup>, c'est pourquoi, vers le milieu de 1959, des accords de troc furent conclus avec les mêmes co-contractants (moins l'Allemagne orientale) et avec la Bulgarie et la Roumanie. En vertu de ces accords, le Soudan accepta d'acheter pour le compte du Gouvernement ou de délivrer des licences à des importateurs privés à concurrence de 3,8 millions de livres soudanaises de marchandises. Le produit de ces ventes fut porté au crédit de comptes de troc spéciaux n'autorisant aucun découvert et ne put être utilisé que pour le financement d'achats de coton soudanais<sup>2/</sup>.

92. Bien que ces accords de troc aient donné d'assez bons résultats après 1959, quelques-uns furent liquidés et, somme toute, les échanges couverts par ces accords furent en sensible diminution sur ceux couverts par les accords de paiements, et le coton continua à représenter une proportion plus élevée des exportations totales qu'avant la négociation des accords de troc.

93. Les exportations de coton du Soudan à destination des pays de l'Europe orientale, y compris l'URSS, se sont traitées à des prix plus élevés que celles à destination de tous les marchés traditionnels, à l'exception de l'Inde. Les principaux articles importés au Soudan en provenance de ces pays ont été les textiles, le sucre, les machines et les véhicules. La valeur des importations tomba après 1959, ce qui fut imputé principalement à l'assouplissement général des restrictions d'importation qui influèrent défavorablement sur la capacité de ces pays de concurrencer des fournisseurs mieux établis. Il convient de noter cependant que le Soudan a été en mesure de se procurer dans ces pays quelques-uns de ses produits importés, tels que le sucre et le ciment, à un prix inférieur à celui des produits comparables d'autre provenance.

---

<sup>1/</sup> A l'exception des facilités de crédit plutôt excessives accordées par le Soudan en vertu des accords, le facteur principal qui explique le retard des importations en provenance de ces pays fut leur incapacité d'établir un marché stable au Soudan, problème qui a été aggravé par les sévères restrictions d'importation de 1958.

<sup>2/</sup> The Republic of Sudan, Economic Survey, 1959, p. 18.

94. En vertu d'un accord commercial de 1959 avec l'URSS, l'objectif annuel de 2,5 millions de livres fut réalisé à moitié et les ventes de coton prédominèrent dans les exportations du Soudan. L'accord fut renouvelé pour une période plus longue (de novembre 1961 à décembre 1964), dans l'intention de doubler les échanges totaux, c'est-à-dire de les porter à 5 millions de livres dans chaque sens. En 1961, la valeur des exportations soudanaises à destination de l'URSS se chiffrait par 3,4 millions de livres soudanaises et celle des importations par 3 millions de livres. Notons un autre élément important, lié à cet accord commercial à long terme, le crédit à long terme de 8 millions de livres soudanaises à 2,5 pour 100 ouvert par l'URSS que le Soudan s'engageait à rembourser en 12 ans. La construction de deux silos à grains, de quatre usines de conserves de fruits et de centres de recherche et de formation agricole financés par ces crédits est déjà en cours.

95. En 1958, un accord de troc fut négocié et conclu avec la Chine (continentale) pour une valeur fixée à un million de livres soudanaises pour cette année-là. A la fin de 1958, l'accord était exécuté, le Soudan avait importé des textiles, du sucre, du fer et de l'acier et exporté du coton en échange.

96. Pour encourager la vente d'autres grands produits d'exportation, deux autres importants accords bilatéraux de paiements furent conclus en 1957, l'un avec la RAU et l'autre avec l'Arabie Saoudite<sup>1/</sup>. Les principaux produits d'exportation à destination de la RAU ont été les chameaux et les bovins, et ceux à destination de l'Arabie Saoudite, surtout les ovins. Les exportations soudanaises à destination de l'Arabie Saoudite sont allées croissant, bien qu'à un rythme faible, jusqu'en 1958 époque où l'accord fut dénoncé, par suite notamment de difficultés persistantes dans la mise en application des mesures de stabilisation des changes.

---

<sup>1/</sup> Le but direct de l'accord avec l'Arabie Saoudite était de stabiliser le taux de change de la livre égyptienne (plus tard livre soudanaise) contre le rial saoudite pour protéger contre les fluctuations de cours les pèlerins soudanais et les négociants des deux pays.

97. Les arrangements bilatéraux entre le Soudan et la RAU subirent plusieurs évolutions. L'accord de paiements initial était conclu dans le dessein de faciliter les échanges entre les deux pays et d'établir un mécanisme pour le règlement des paiements. Un compte de clearing en livres égyptiennes fut établi avec une clause prévoyant que les soldes débiteurs dépassant 0,5 million de livres seraient réglés annuellement, en une monnaie convertible acceptable par le créancier.

98. Pendant la première année le Soudan accumula un solde de plus de 3,3 millions de livres mais, l'année suivante, il y eut une réduction sensible des échanges entre les deux pays. Cette réduction était due surtout aux restrictions sur les licences d'importation qui étaient appliquées pour la première fois aux importations de la RAU, bien que les prix élevés des importations ainsi touchées (principalement les textiles et les chaussures), en eussent fait, en dépit de l'exemption des droits de douane, des produits plutôt non concurrentiels. La forte réduction des exportations du Soudan fut imputable à de mauvaises récoltes et aux restrictions d'importation appliquées par la RAU. C'est ainsi que le solde créditeur du Soudan fut réduit à 0,8 million de livres. Dans ces conditions, on s'attacha plus à stimuler les échanges en général qu'à agir sur les soldes et de nouvelles négociations aboutirent à deux accords de troc qui stipulèrent la délivrance de licences d'importation en faveur de produits spécifiés sous deux comptes, à concurrence d'une valeur totale de un million de livres et de 250 mille livres respectivement et le règlement en monnaies tierces. Cependant, l'accord de paiements de 1957 s'appliquait en même temps que les accords de troc et était principalement utilisé pour le règlement des transactions invisibles, dont les postes principaux étaient les frais des services d'instruction et d'irrigation égyptiens et de la mission diplomatique égyptienne au Soudan.

99. Vers la fin de 1959, l'accord de paiements et l'accord de troc furent remaniés une nouvelle fois en un accord combiné de commerce et de paiements, fixant un objectif annuel de 5 millions de livres dans chaque sens.

TABIEAU 8

Echanges du Soudan au titre d'accords bilatéraux  
(en milliers de dollars EU)

Pays	<u>Exportations</u>			<u>Importations</u>		
	1955	1960	1961	1955	1960	1961
Bulgarie	-	25	258	-	267	1.104
Allemagne orientale	121	214	534	-	187	1.488
Tchécoslovaquie	1.888	4.709	2.439	1.818	3.119	3.621
Pologne	444	834	2.001	1.406	1.011	2.586
URSS	-	5.758	9.808	155	6.568	8.854
Chine (continentale)	813	9.404	3.989	70	2.218	4.683
Yougoslavie	52	1.500	68	123	621	567
Hongrie	898	1.849	428	567	1.836	519
Roumanie	-	756	1.421	173	1.695	1.625
RAU	13.799	11.343	10.772	15.879	15.325	21.893
Ethiopie	1.042	825	1.732	1.755	533	1.574
Liban	517	522	1.203	133	524	551
Arabie Saoudite	812	4.091	5.044	1.459	815	318
Total, 13 pays	20.386	41.870	39.747	23.538	34.720	49.383
Total, monde	145.042	181.978	169.777	140.143	180.900	234.145

- Nul ou moins de 500 dollars EU.

Sources : Yearbook of International Trade Statistics, Nations Unies,  
Statistiques africaines du commerce extérieur, CEA.  
Publications nationales.

Conformément à cet accord, qui est encore en vigueur, le Soudan tient deux comptes, l'un pour les échanges de produits, l'autre pour les transactions invisibles et la RAU tient un compte général. Tous les soldes créditeurs du Soudan sont à régler sur une base annuelle en monnaies tierces. Les soldes de la RAU sont portés au débit du Soudan sur le compte spécial ouvert à la suite de l'accord financier d'avril 1957 relatif au rapatriement des devises égyptiennes en circulation avant l'introduction de la nouvelle monnaie soudanaise. L'accord financier contient une clause intéressante aux termes de laquelle une certaine partie du montant dû au Soudan du fait de ce rapatriement est à utiliser en paiement de marchandises et de services égyptiens, y compris 40.000 tonnes de sucre. Un nouvel accord d'achat de sucre fut passé en 1959, qui précisait plus exactement les quantités, la valeur et les prix du sucre à livrer. Les importations de sucre en provenance de la RAU représentaient 44 pour 100 du volume total des importations soudanaises de sucre en 1962. Le prix unitaire était cependant plus élevé que celui du sucre importé d'autres sources.

100. Ses divers accords ont aidé quelque peu le Soudan à élargir ses débouchés et à diversifier ses sources d'importation (voir Tableau 7). Cependant la proportion des échanges couverte par les accords bilatéraux n'est pas encore très élevée, bien qu'elle aille croissant. Les ventes du Soudan au titre d'accords bilatéraux représentaient, en 1961, 23 pour 100 de ses exportations totales et ses achats environ 21 pour 100 de ses importations totales.

#### Tunisie

101. Depuis 1956, la Tunisie a conclu des accords de commerce et de paiements avec une trentaine de pays, la France et les Etats-Unis étant, comme dans le cas du Maroc, les exceptions les plus importantes. Cependant, étant donné la place importante de ces deux pays dans les échanges de la Tunisie, spécialement du côté des importations, la proportion des échanges de la Tunisie au titre d'accords bilatéraux a été moindre. Les importations en provenance de l'ensemble des pays co-contractants représentèrent en moyenne

25 à 30 pour 100 du total durant la période 1959/61, et les exportations 40 pour 100 environ. Comme pour le Maroc, une part importante des échanges de la Tunisie avec la France est couverte par des accords bilatéraux préférentiels.

102. Vu le déficit commercial continu de la dernière décennie et le déséquilibre persistant de la balance des paiements, il fallut introduire le contrôle des changes et des restrictions quantitatives. Le dinar tunisien se trouva relativement surévalué, du moins dans la Zone franc à la suite du refus de l'aligner sur le franc français lorsque ce dernier fut dévalué en décembre 1958. Comme pour le franc marocain, le dinar n'a pas été dévalué par la suite et sa surévaluation relative a perpétué la dépendance de la Tunisie vis-à-vis de la France et forcé à maintenir les arrangements préférentiels de la Zone franc. Cette situation a tendu à limiter l'expansion dans d'autres directions et a restreint, peut-être jusqu'à l'établissement du plan triennal de 1962, les occasions de diversifier les échanges de produits. De 1957 à 1961, les douze produits d'exportation venant en tête de liste représentaient plus des trois quarts des exportations totales.

103. La plupart des accords actuellement en vigueur, passés initialement entre 1957 et 1958, ont été renouvelés régulièrement depuis. La contribution la plus importante des accords bilatéraux a été l'expansion des échanges avec les économies planifiées et la Yougoslavie et, dans une moindre mesure, avec des partenaires d'Asie tels que le Japon et l'Inde. Les pays de l'Europe occidentale, avec lesquels les échanges étaient importants antérieurement furent les partenaires de la moitié des accords bilatéraux. Les accords de commerce avec les économies planifiées ont été généralement accompagnés d'accords de clearing bilatéraux directs. Des accords de clearing ont également été passés avec la Yougoslavie, la RAU et l'Irak.

104. L'assistance financière et technique des pays d'économie planifiée, notamment l'URSS et la Tchécoslovaquie, et de la Yougoslavie ont fortement contribué à renforcer les échanges commerciaux avec ces pays. Bien que ces

trois pays n'occupent pas une place importante dans les échanges tunisiens, ils assurent des débouchés croissants à la Tunisie et sont pour elle une source d'importations non négligeable. La Pologne également joue un rôle intéressant à cet égard (voir Tableau 9).

TABLÉAU 9

Echanges de la Tunisie au titre d'accords bilatéraux avec  
les économies planifiées et Yougoslavie  
(milliers de dollars des Etats-Unis)

Pays	Exportations			Importations		
	1955	1960	1961	1955	1960	1961
Allemagne orientale	-	-	278	-	19	200
Bulgarie	185	-	-	15	-	-
Chine	-	-	460	79	879	1.297
Hongrie	86	-	-	263	-	-
Pologne	503	1.129	1.302	134	859	2.039
Tchécoslovaquie	467	1.060	2.275	256	1.532	2.202
URSS	-	1.605	2.538	117	2.879	2.668
Yougoslavie	673	2.189	3.045	290	2.591	2.240
TOTAL	1.915	6.133	10.739	1.160	9.303	12.298
MONDE	106.592	119.685	110.373	180.780	190.698	210.592

- Nul ou moins que la moitié de l'unité employée.

Sources : Yearbook of International Trade Statistics, Nations Unies;  
Direction du commerce international, Nations Unies;  
Statistiques africaines du commerce extérieur, CEA.



105. En ce qui concerne les partenaires de la Tunisie en Europe occidentale, l'objectif principal de la Tunisie a été de conserver les relations commerciales existantes. Les accords spécifient les types de marchandises et les contingents admis à l'entrée en Tunisie. Les produits d'exportation sont aussi déterminés et les listes contiennent généralement des produits traditionnels. Mais, étant donné les fluctuations annuelles des récoltes et de la production minière, les quantités ou les valeurs des produits exportés sont souvent fixées à un niveau minimum, et de nombreuses positions des listes d'exportations contiennent l'expression "selon les besoins". Parfois le volume des exportations prévues n'est indiqué que pour un nombre limité d'articles.

106. Aux termes de l'accord conclu pour trois ans avec la Suisse (janvier 1962) la Tunisie accorde des contingents d'importation pour un certain nombre de produits suisses, notamment des produits chimiques et pharmaceutiques, l'équipement électrique et mécanique, les montres et pièces détachées de montres, les photographes, les électrophones et leurs pièces détachées, les appareils de la pharmacie. La Suisse accorde des contingents d'importation pour divers produits tunisiens tels que légumes secs et vin rouge (pour mémoire). En plus, l'accord stipule que la Suisse appliquera aussi le régime de libération aux produits d'origine tunisienne.

107. Tous les accords de paiements avec les pays de l'Europe occidentale prévoient un règlement des comptes par l'intermédiaire des services de change de Paris<sup>2/</sup>.

1/ Board of Trade (Londres, 16 mars 1962).

2/ L'accord franco-tunisien de septembre 1959 a établi les nouvelles bases des relations commerciales entre les deux pays. Auparavant ces relations s'effectuaient dans le cadre de l'Union douanière dont la Tunisie s'était retirée trois ans plus tôt - ce à quoi on s'attendait depuis qu'elle avait décidé de ne pas suivre la dévaluation française. Le nouvel accord stipule entre autres choses, que la Tunisie restera dans la Zone franc et que toutes les opérations financières tunisiennes se feront par l'intermédiaire du marché des changes de Paris. Le crédit de 15 millions de dollars accordé par la Banque de France à la Banque Centrale de Tunisie en complément de cette dernière clause vise principalement à permettre à la Tunisie de commercer avec la Zone dollar tout en restant dans la Zone franc.

TABLEAU 10

Echanges de la Tunisie au titre d'accords bilatéraux  
avec ses principaux partenaires de l'Europe occidentale

(en millions de dinars)

Pays	Exportations				Importations			
	1958	1959	1960	1961	1958	1959	1960	1961
Royaume-Uni	3,7	3,4	3,7	2,9	1,9	3,2	3,0	2,4
Allemagne occidentale	1,0	1,2	1,2	1,7	1,3	1,8	3,2	4,1
Italie	4,8	11,2	5,2	4,2	2,4	2,9	4,9	4,5
MONDE	64,4	59,6	50,3	46,3	64,9	64,2	80,1	88,4

Source : Bulletin comparatif trimestriel du mouvement commercial de la Tunisie.  
 Secrétariat d'Etat au plan et aux finances (1958-1961).

108. Le plus souvent ces accords prévoient une augmentation de l'ensemble des échanges à chaque renouvellement, mais ces prévisions ne se sont pas toujours réalisées (voir Tableau 10). C'est ainsi que les accords bilatéraux n'ont pas réussi à améliorer la demande de minerai de fer tunisien au Royaume-Uni, ce qui a causé un ralentissement de l'exportation minière à partir de 1960. Mais ils ont contribué à élargir les débouchés pour d'autres produits, notamment l'alfa, dont la Tunisie est devenue le principal fournisseur pour le Royaume-Uni, à la place de l'Algérie. De plus, les accords de la Tunisie avec l'Allemagne occidentale et l'Italie sont parmi les plus importants qu'elle ait conclus avec des pays de l'Europe occidentale.

109. La Tunisie a maintenu un assez gros volume d'échanges avec les trois pays précités; en général ses exportations dépassent ses importations dans les échanges avec le Royaume-Uni et l'Italie. Dans les cinq dernières années ses importations en provenance de l'Allemagne occidentale ont largement dépassé ses exportations en sens inverse; cette situation est due en partie à un accroissement des importations de biens d'équipement financées par des prêts accordés à la Tunisie aux termes d'accords de coopération économique et technique entre les deux pays. Le commerce avec l'Italie a été supérieur en volume et mieux équilibré que les échanges avec les deux autres pays et, en 1958, le marché italien était le deuxième client de la Tunisie.

110. Aux termes de l'accord avec l'Inde (conclu en octobre 1960 et renouvelé deux fois) les paiements doivent s'effectuer en sterling convertibles. A part cet élément, l'accord avec l'Inde et les accords avec d'autres pays d'Asie ressemblent beaucoup à ceux qui ont été passés avec des pays de l'Europe occidentale, mais évidemment, la consistance des produits importés diffère.

111. Les accords intra-africains n'ont pas encore réussi à développer le commerce tunisien. L'accord avec la Libye (juin 1961) n'a ni entraîné un accroissement des importations ni pu maintenir les exportations à leur niveau antérieur. Deux autres traités, avec le Niger et avec le Sénégal, sont fondés sur des arrangements commerciaux propres à la Zone franc. Tous les autres accords intra-africains de la Tunisie sont établis sur le même

modèle que ses autres accords. Ainsi les importations de tous les co-contratants bénéficient du régime douanier minimum dans les limites du contingent global de la Tunisie, et les produits qui jouissent d'un traitement de faveur sont spécifiés. Des contingents bilatéraux fixés en quantité ou en valeur sont prévus, sauf dans le cas des accords au sein de la Zone franc qui ne prévoient pas de restrictions quantitatives.

#### La République Arabe Unie

112. La République Arabe Unie est l'un des pays d'Afrique qui a la plus grande et aussi la plus ancienne expérience des accords de commerce bilatéraux. Cette expérience a porté sur tous les échanges de la RAU avec les pays d'économie planifiée et sur la plus grande partie de ses échanges avec l'Afrique, l'Asie et l'Europe occidentale. Durant les cinq dernières années son commerce par voie bilatérale a représenté environ les deux tiers de ses importations totales et les trois quarts de ses exportations totales.

113. Les problèmes commerciaux de la RAU de 1950 à 1959 ont été essentiellement les mêmes que ceux de tous les pays en voie de développement. Elle rencontrait la stabilité de la demande sur ses marchés traditionnels, la baisse des prix des produits primaires, l'exiguïté de sa capacité d'importation et des difficultés dans ses paiements extérieurs. Par le moyen d'accords bilatéraux et par d'autres mesures de politique commerciale, elle a cherché de nouveaux débouchés pour ses exportations, de meilleurs prix, des crédits ou une aide financière et technique lui permettant de supporter la hausse des prix des importations de biens d'équipement et d'atténuer ses difficultés de paiement.

114. Outre ses difficultés normales de paiement, l'Egypte s'est trouvée en face d'un problème spécial au deuxième semestre de 1956, à la suite de la nationalisation du Canal de Suez. A cause du blocus économique exercé par certains pays de l'Europe occidentale, elle n'a plus pu ni commercer avec eux, ni utiliser ses avoirs sterling bloqués par le Gouvernement britannique, ce qui l'a obligé à développer ses accords de paiements bilatéraux, notamment ses accords de compensation. On peut citer comme exemple le réajustement en juillet 1956 de son accord de commerce et de paiements de 1953 avec

l'Inde, aux termes duquel tous les paiements devaient être désormais effectués en roupies indiennes et non partiellement en livres sterling comme auparavant. Cet arrangement a été rendu possible par un crédit de 70 millions de roupies portant intérêt de 3,5 pour 100 par an, accordé à la Banque nationale d'Egypte par la State Trading Corporation of India, pour financer surtout les exportations de coton longues fibres et les importations de thé et de jute<sup>1/</sup>.

115. Les accords commerciaux de la RAU prévoient généralement le régime de la nation la plus favorisée, souvent avec certaines restrictions. Certains d'entre eux fixent la valeur totale des échanges pour chaque année. Ils contiennent en général une clause prévoyant la délivrance de licences d'importation et d'exportation conformément aux dispositions législatives et réglementaires des pays contractants. Les accords de troc et la réexportation ne sont pas autorisés sans le consentement préalable des autorités compétentes du co-contractant.

116. Certains accords contiennent des clauses détaillées sur les droits de douane, les concessions tarifaires, les opérations de transit, la navigation, la représentation consulaire, etc.; c'est le cas par exemple pour les accords de 1953 entre les pays de la Ligue Arabe sur le commerce et le paiement des transactions courantes et du trafic de transit. Ces accords prévoient aussi un traitement préférentiel pour : a) les échanges de produits agricoles et animaux et de ressources minérales (en franchise de douane); b) les échanges de produits manufacturés dans la valeur totale desquels les matières premières d'origine arabe et la main-d'oeuvre locale entrent pour moitié au moins; c) le transfert des paiements des transactions courantes, d'après les règles de contrôle des changes en vigueur dans les divers pays<sup>2/</sup>.

117. D'autres accords (la majorité de ceux passés avec les pays d'économie planifiée et l'accord avec la Yougoslavie) prévoient des ouvertures de crédit

---

1/ Economic Review, Central Bank of Egypt (Le Caire), Vol. II, No. 1, 1962.

2/ Directory of External Trade and Foreign Exchange : République Arabe Unie, Ministère de l'économie (Le Caire), juillet 1962.

à long terme pour l'achat de biens d'équipement par les partenaires. Les prêts sont souvent remboursables en marchandises et en services. Cette série d'accords s'est révélée doublement avantageuse pour la RAU. D'une part, elle a pu se procurer à des conditions relativement favorables des biens d'équipement et des matières premières pour l'industrie, ce qui lui a permis d'entreprendre la réalisation de grands travaux d'industrialisation, comme le haut barrage d'Assouan. D'autre part, la possibilité de rembourser les prêts en marchandises et en services a permis d'accélérer et de régulariser les courants d'exportation, vitaux pour le développement économique. Tels sont les motifs pour lesquels la RAU a réorienté ses échanges et commerce maintenant surtout avec les pays d'économie planifiée et la Yougoslavie.

118. D'après des sources officielles de la RAU, la valeur totale des prêts et ouvertures de crédits reçus par le Gouvernement entre 1952 et 1962 est d'environ 500 millions de livres égyptiennes (1,4 milliard de dollars des Etats-Unis environ), dont 230 millions environ étaient utilisés à la fin de 1961. Malheureusement, aucune évaluation de la proportion qui revient aux accords de paiements bilatéraux n'est disponible.

119. Les accords de paiement bilatéraux conclus avec plus de quarante pays, comprennent des arrangements multiples qui couvrent pratiquement toutes les modalités de paiement possibles. On peut schématiquement classer ces accords de la façon suivante :

1. Paiement en monnaie inconvertible :

- a) En livres égyptiennes : avec l'URSS, l'Allemagne orientale, la Roumanie, le Soudan, la Guinée, la République démocratique du Viet-Nam, la République populaire de Corée, le Liban et la Mongolie.
- b) Monnaie du partenaire : avec l'Irak.
- c) Monnaie de compte : (règlement des soldes en marchandises) avec la Pologne, la Chine continentale, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Tunisie, Chypre, l'Albanie, la Yougoslavie et la Grèce;

2. Liberté du de la monnaie de paiement

- a) Sans facilités de crédit (découvert) : avec la République fédérale d'Allemagne, l'Afghanistan, l'Indonésie, l'Italie, le Pakistan, le Cambodge, le Japon.
- b) Avec facilités de crédit mutuelles : avec l'Ethiopie, l'Espagne, le Portugal, la Turquie, Ceylan, la Somalie, le Ghana, le Liban, la Libye, le Mali, le Maroc, le Cameroun, le Dahomey.
- c) Accords à comptes multiples : avec les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Suisse et l'Arabie Saoudite.
- d) Autres accords prévoyant des procédures spéciales : avec l'Inde et la Syrie.

120. L'utilisation d'accords bilatéraux de commerce et de paiements a probablement contribué, en partie tout au moins, à l'évolution du commerce extérieur de l'Egypte. De 1952 à 1961, l'orientation et la consistance des échanges de la RAU se sont diversifiées. Les exportations vers les pays de la Ligue Arabe (tous partenaires bilatéraux) et vers les pays d'économie planifiée ont presque triplé. En 1959, les pays d'économie planifiée sont devenus le principal client de la RAU, absorbant près de la moitié de ses exportations totales, contre un sixième seulement en 1952. Au contraire, les exportations vers l'Europe occidentale et les Etats-Unis n'ont guère dépassé la moitié de leur niveau de 1952.

121. En ce qui concerne les importations, la diversification géographique s'est faite dans le même sens mais elle a été moins intense. L'Europe occidentale et les Etats-Unis, qui ont perdu un dixième du marché de la RAU, restent néanmoins les principaux fournisseurs avec plus de la moitié des importations. Les pays d'économie planifiée fournissent maintenant à la RAU un quart environ de ses importations, contre un dixième en 1952 (voir Tableau 11). Mais sous la rubrique "Europe occidentale et Etats-Unis" figurent aussi, outre le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France, la Suède et la Norvège, quelques partenaires bilatéraux. Les échanges avec les "autres pays" se font pratiquement tous dans le cadre d'accords bilatéraux, la Yougoslavie et l'Inde intervenant, ensemble, pour plus de 60 pour 100 dans le commerce total avec ce groupe.

TABLEAU 11

Répartition géographique des échanges de la RAU

Année	Valeur totale en millions de livres égyptiennes	Pourcentage de la valeur totale			
		Pays de la Ligue Arabe	Etats-Unis et principaux pays de l'Europe occid.	Europe orient. et Chine	Autres pays
<u>Exportations</u>					
1952	150,2	5,7	58,1	16,9	19,3
1959	160,5	12,4	25,1	49,4	13,1
1960	197,8	9,9	25,4	43,0	21,7
1961	168,9	13,8	27,8	43,0	15,4
<u>Importations</u>					
1952	226,9	5,8	62,7	9,9	21,6
1959	222,2	8,3	53,2	28,7	9,8
1960	232,5	8,2	55,2	24,1	12,5
1961	243,8	7,0	51,9	23,8	17,3

Source : Directory of External Trade and Foreign Exchange, République Arabe Unie, 1962 (Traduction de l'arabe).



122. La quasi-totalité des échanges avec l'Afrique (environ 85 pour 100 des exportations totales et 78 pour 100 des importations en 1961) se sont effectués aux termes d'accords bilatéraux. Mais à concurrence de 90 pour 100, les partenaires africains sont les membres de la Ligue arabe (Soudan, Maroc, Tunisie, et Libye). Le Soudan a reçu à lui seul plus des deux tiers des exportations et fourni 80 pour 100 des importations en 1961. (L'accord avec le Soudan est commenté dans la rubrique consacrée à ce pays). Les échanges au titre de l'accord avec la Somalie se sont accrus, surtout du côté des exportations. Les efforts de la République Arabe Unie pour trouver en Afrique des débouchés à ses exportations non traditionnelles (produits manufacturés et produits agricoles autres que le coton) sont la principale raison d'être des nombreux accords intra-régionaux conclus par ce pays. Cependant, malgré certains progrès importants tels que l'accroissement notable des exportations à destination de la Guinée en 1961 et l'augmentation équilibrée des échanges avec le Ghana, les résultats escomptés n'ont pas encore été obtenus. Par exemple, le commerce avec l'Ethiopie et avec le Cameroun ne s'est pas maintenu au niveau qu'il atteignait avant la conclusion des accords et il a même eu tendance à diminuer. A vrai dire, les échanges avec l'Afrique n'ont pas encore rattrapé, dans l'ensemble, le niveau de 1955, malgré la nette amélioration constatée en 1961 par rapport à l'année précédente. (Voir Tableau 12).

123. Au cours de la période 1952-1961, la République Arabe Unie a réussi à diversifier largement ses exportations et ses importations (Voir Tableaux 13 et 14). Cela s'est traduit par une régression assez sensible des ventes de coton, qui occupaient une place importante, et une augmentation appréciable des exportations de produits manufacturés, de produits pétroliers et miniers et de produits agricoles autres que le coton. Cette évolution est allée de pair avec l'accroissement rapide des importations de biens d'équipement et avec une diminution importante des importations de produits alimentaires et de biens de consommation indispensables, en partie remplacés par la production locale.

124. En 1961, 52 pour 100 des quantités totales de coton exportées par la République Arabe Unie sont allés à quatre pays d'économie planifiée (URSS, Allemagne orientale, Tchécoslovaquie et Chine continentale), alors que cette part n'était que de 16 pour 100 en 1952. La valeur unitaire du coton exporté vers chacun de ces clients a, pendant toute la période 1955-1961, été supérieure à la valeur unitaire moyenne des exportations totales de coton.

TABLEAU 12

Echanges de la RAU au titre d'accords bilatéraux  
avec ses partenaires africains

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Pays	Exportations				Importations			
	1952	1955	1960	1961	1952	1955	1960	1961
Soudan	14.154	21.900	13.798	14.366	9.666	12.400	7.166	9.625
Maroc	158	95	359	1.921	685	602	837	9
Tunisie	76	222	57	119	199	243	1	1
Libye	1.235	2.429	1.735	1.906	1.277	1.318	1.064	189
Ethiopie	286	161	37	99	2.899	2.355	1.732	493
Cameroon	456	-	708	470	3.802	-	1.548	759
Chana	..	-	61	251	..	-	11	266
Guinée	..	-	1	967	..	-	-	-
Mal	..	-	-	3	..	-	-	-
Somalie	32	21	154	1.565	0,5	300	115	612
Libéria	-	-	-	152	-	-	-	-
Total pour les onze pays	16.397	24.828	16.910	21.813	18.529	17.218	12.474	11.954
Total pour l'Afrique	17.071	30.127	17.508	23.029	23.143	23.154	14.391	15.253

Chiffre non disponible.

- Pul en moins de 500 dollars EU.

Source : RAU, Monthly Summary and Annual Issue of Foreign Trade.

TABLEAU 13

Ventilation par produits des échanges de la RAU  
Exportations

Année	Valeur totale (en millions de livres égyptiennes)	Pourcentage de la valeur totale				
		Coton	Autres produits agricoles	Produits manufacturés	Pétrole et autres produits minéraux	Divers
1952	147,9	85,2	2,4	7,2	2,5	2,4
1959	159,1	69,2	6,5	14,7	6,8	2,8
1960	196,5	68,5	9,8	15,4	4,6	1,7
1961	167,4	62,5	8,8	18,3	8,0	2,4

Source : Directory of External Trade and Foreign Exchange, RAU, 1962.

TABLEAU 14

Ventilation par produits des échanges de la RAU  
Importations

Année	Valeur totale (en millions de livres égyptiennes)	Pourcentage de la valeur totale		
		Produits alimentaires et biens de consommation indispensables	Biens d'équipement	Divers
1952	226,9	32,4	46,3	21,3
1959	222,2	25,2	61,4	13,4
1960	232,5	22,2	65,2	12,6
1961	243,8	22,5	66,9	10,6

Source : Directory of External Trade and Foreign Exchange, RAU, 1962.

125. D'une manière générale, les accords commerciaux bilatéraux sont maintenant devenus la méthode qu'emploie la République Arabe Unie pour organiser son commerce extérieur, en partant d'une planification intégrale qui couvre tous les secteurs de l'économie.

126. La majeure partie des échanges de la RAU se font par l'intermédiaire de quinze sociétés de commerce extérieur (fondées en 1961), qui sont en totalité ou en partie étatisées. En outre, une Organisation générale du commerce extérieur et une Organisation spécialisée du coton (toutes deux créées en 1962) sont spécialement chargées de coordonner les activités de ces sociétés. Ces deux organismes doivent également faciliter l'établissement du budget-devises (mis sur pied en 1957), dont l'un des objectifs essentiels est de répartir les devises disponibles entre les différents projets, conformément à un ordre de priorité<sup>1/</sup>.

#### Rôle des accords intra-régionaux

127. Pour ce qui est des échanges, les accords en vigueur les plus importants couvrent des axes sur lesquels il existait auparavant des relations commerciales assez actives; c'est le cas, par exemple, pour les accords entre le Soudan et la RAU, la Haute-Volta et le Ghana, le Maroc et le Sénégal. Bien qu'à ce jour certains accords comme les accords entre l'Ethiopie d'une part, la République Arabe Unie et le Soudan d'autre part, ou entre la Tunisie et la Libye n'aient pas réussi à maintenir les échanges au niveau antérieur généralement, l'entrée en vigueur des accords intra-régionaux a été suivie d'une expansion commerciale. Cela s'est produit soit lorsque les échanges commerciaux étaient déjà relativement importants, soit lorsqu'ils étaient au contraire inexistantes ou négligeables, comme c'était le cas entre la RAU et le Ghana, la RAU et la Somalie, le Ghana et la Guinée, le Mali et le Ghana. Néanmoins, l'augmentation des échanges intra-régionaux s'est révélée assez faible en valeur absolue, le volume total du commerce intra-africain restant ainsi pratiquement inchangé.

---

<sup>1/</sup> Voir GATT, L/1861 : Accession de la République Arabe Unie, 31 juillet 1962, qui donne un bref aperçu de la politique commerciale de la RAU.

128. Le développement du commerce intra-régional ne semble pas essentiellement dépendre de l'application de telle politique commerciale plutôt que telle autre. En réalité, les échanges ne pourront s'accroître de manière significative que lorsque la structure de la production des différents pays africains aura subi une transformation radicale, afin de dégager pour l'exportation une gamme de produits plus étendue. Au stade actuel, la diversification de la production dépend davantage de la politique économique générale que de la politique commerciale, bien que l'une puisse limiter considérablement la liberté d'action de l'autre.

129. L'un des graves problèmes qui entrave le développement des exportations intra-régionales de produits manufacturés est le niveau relativement élevé des prix : ces produits se trouvent ainsi mal placés pour concurrencer les importations provenant des pays extra-africains. Les accords permettent d'atténuer cette difficulté en accordant l'entrée en franchise ou d'autres formes de préférence douanière aux produits manufacturés africains. Cependant, même lorsqu'il en est ainsi (par exemple, concessions du Soudan à la RAU), les marchandises en question ne sont pas vraiment compétitives. Si les prix restent élevés, c'est avant tout que les coûts de production sont eux-mêmes lourds; il y a là un problème dont la solution dépend de l'adoption de techniques permettant de réaliser des économies : élargissement des débouchés et industrialisation suffisante pour autoriser l'utilisation de méthodes de production à grande échelle.

130. A l'heure actuelle, le bas niveau des échanges intra-africains s'explique essentiellement par le peu de possibilités que présente un commerce qui consisterait en produits d'exportation traditionnels. Pour le moment, les accords bilatéraux ne peuvent pas grand-chose pour faire entrer dans les circuits commerciaux davantage de coton, de café, de cacao, de cuivre, de phosphates, etc. On devrait pourtant arriver à satisfaire les besoins d'importation d'un plus grand nombre de pays en blé, huile d'arachide, vin et bananes, produits qui sont encore exportés principalement en dehors de la région et dans bien des cas, réexportés par la suite vers certains pays africains. Les accords commerciaux bilatéraux peuvent contribuer à éviter

ce détournement de trafic. Le problème de l'écoulement de ces produits se ramène lui aussi, pour une large part, à celui des prix. Souvent, il s'agit de produits originaires de pays qui, couramment, en raison d'accords tels que les marchés préférentiels de la Zone franc, perçoivent des prix qui dépassent le cours mondial.

131. Les obstacles précités non seulement ont eu une influence déprimante sur les échanges mais ont aussi contribué à déséquilibrer les balances commerciales. Les déséquilibres, quand ils persistent, ne favorisent pas l'augmentation des échanges, en particulier si la totalité du déficit doit être réglé rapidement en monnaie convertible. Les accords bilatéraux de paiements se sont donc révélés utiles pour faciliter les échanges commerciaux intra-régionaux et, quand les règlements étaient prévus en monnaie locale ou en une monnaie de compte, ils ont permis d'utiliser plus complètement les contingents que dans le cas où les paiements étaient exigibles en monnaie convertible<sup>1/</sup>.

132. Les accords de paiements qui autorisent la formation d'un découvert (swing credit) permettent de ne pas interrompre le courant des échanges en supprimant la période d'attente (cas de l'exportateur qui n'est pas payé dans sa monnaie nationale tant que les importateurs de son pays n'ont pas versé un montant suffisant de cette monnaie au compte de compensation). La formule du crédit de découvert a permis (à concurrence de ce crédit) de maintenir le courant des échanges intra-africains même en cas de déséquilibre.

133. Cependant les relations commerciales intra-régionales présentent un déséquilibre entre importations et exportations sur presque tous les axes et même quand existent des accords bilatéraux. A quelques très rares exceptions près<sup>2/</sup>, les écarts ont largement dépassé les limites normales des découverts autorisés. Le problème essentiel est donc celui du décalage entre

---

<sup>1/</sup> Par exemple, l'expérience de la Guinée en matière d'accords bilatéraux.

<sup>2/</sup> Par exemple la position du Ghana dans ses accords bilatéraux avec la Guinée, le Mali et, dans une certaine mesure, la RAU.

l'offre et la demande que l'application des accords bilatéraux de commerce ou de paiements ne peuvent suffire à corriger entièrement. De fait, un déséquilibre commercial persistant, même dans le cadre d'accords bilatéraux de compensation, peut amener les échanges au point mort à partir du moment où il se révèle incorrigible.

134. C'est pourquoi, si les accords de paiement peuvent faciliter le règlement des échanges intra-africains, comme ils l'ont fait d'ailleurs dans une large mesure, ils peuvent aussi ralentir ces échanges quand des créances exorbitantes en devises inconvertibles s'accumulent sur certains comptes bilatéraux.

135. Il est évident que pour résoudre ce problème il faut instituer un système de compensation multilatérale, d'autant plus que plusieurs pays sont à la fois créanciers sur certains comptes et débiteurs sur d'autres. Si tous les pays africains faisaient partie d'un système de compensation multilatéral on pourrait compenser les créances sur un compte par le déficit courant sur un autre. Les échanges intra-africains ne peuvent que tirer profit d'un tel système.



### CHAPITRE III

#### PROBLEMES DE FONCTIONNEMENT

136. Equilibrage des échanges et des paiements. La principale difficulté est celle de la mise en équilibre des échanges et des paiements bilatéraux. On peut ne pas atteindre les objectifs dans un sens ou dans les deux sens et cela souvent à cause de l'insuffisance de l'offre et de la demande. Les co-contractants, en particulier en Afrique, ont tendance à inclure dans leurs listes d'exportation (contingents d'objectif) tous leurs grands produits d'exportation; or pour certains d'entre eux la demande peut être faible par rapport aux contingents établis et pour d'autres la demande peut être suffisante mais l'offre rester en deçà des contingents.

137. Pour un produit donné, la demande peut être faible si ce produit ne correspond pas aux goûts ou aux préférences du pays partenaire. Le problème des préférences revêt, habituellement, plus d'importance pour les biens de consommation, en particulier quand il s'agit de marques ou qualités peu connues dans le pays; les biens d'investissement, quelque soit leur qualité ou leur prix, peuvent aussi provoquer la même réaction soit parce qu'ils ne sont pas bien connus soit parce que les pièces de rechange ne sont pas disponibles. Il arrive aussi que les importateurs se trouvent liés aux fournisseurs de certains types de produits par des arrangements spéciaux ou pour des raisons financières. La structure actuelle des agences d'importation en Afrique est fortement influencée par des firmes expatriées dont certaines sont les filiales de maisons d'exportation ayant leur siège dans les centres commerciaux de l'Europe occidentale. En revanche, des organisations commerciales étatisées peuvent agir de manière à réduire la répugnance des importateurs à l'égard de certains produits.

138. Il faut aussi tenir compte d'autres facteurs pouvant affaiblir la demande effective - prix relativement élevés, conditions plus favorables dans d'autres accords. Malgré une forte demande la RAU n'a pas totalement écoulé les contingents d'exportation de textiles et de chaussures établis dans l'accord avec le Soudan (1959), en grande partie parce que ses prix n'étaient pas assez compétitifs. Le Maroc et la Tunisie connaissent le

même problème pour leurs vins, en particulier sur les marchés où les vins espagnols ou portugais ont accès aussi. Il semble vraisemblable, également, que les difficultés rencontrées par le Soudan dans la vente du coton longues fibres sur les marchés de l'Europe orientale pendant les premières années d'application des accords de paiements, aient été dues à l'existence d'accords entre ces pays et la RAU.

139. D'autre part, les produits de la liste peuvent ne pas être disponibles si la production n'est pas suffisante - cas de mauvaise récolte par exemple - ou si d'autres débouchés plus profitables se présentent. Dans ce dernier cas, le pays exportateur vendra à des prix plus élevés ou contre paiement en monnaie plus forte. On peut concevoir même qu'un pays, surtout si sa balance des paiements est défavorable, accepte de baisser ses prix de vente si le manque à gagner est compensé par l'avantage d'un paiement en monnaie convertible. Une balance des paiements défavorable peut aussi empêcher un pays d'atteindre les contingents d'exportation, s'il doit réduire les importations (payables en monnaie convertible) qu'il destine à la réexportation vers ses co-contractants. La situation du Ghana vis-à-vis de ses co-contractants dont les devises sont inconvertibles s'explique en partie par ce phénomène mais si le Ghana n'a pas réalisé ses contingents d'exportation c'est aussi parce qu'il n'a pas eu assez de produits à exporter directement<sup>1/</sup>.

140. Etant donné la situation actuelle en Afrique, les créances vis-à-vis des co-contractants dont les monnaies sont inconvertibles sont en difficulté; tant que le règlement des excédents n'est pas effectué en devises convertibles, les soldes sont immobilisés et le pays voit diminuer ses facultés théoriques d'importation<sup>2/</sup>. Le problème peut aussi prendre plus d'ampleur quand un pays possède des créances devenues exorbitantes sur la plupart de ses partenaires à des accords bilatéraux (de commerce ou de paiements). Si la créancier a en même temps un déficit (commercial ou

---

<sup>1/</sup> Appréciations et renseignements communiqués directement au secrétariat par le Gouvernement du Ghana.

<sup>2/</sup> Le transfert de devises convertibles n'aura pas lieu tant que le déficit ne dépassera pas les limites du découvert. Par conséquent, plus le montant des crédits réciproques est élevé, plus le problème est grave.

financier) vis-à-vis des pays à devises convertibles, il se trouvera dans une situation très difficile. La plupart des pays africains sont depuis dix ans déficitaires, parfois très lourdement, vis-à-vis des pays à devises convertibles. Pendant cette période, quelques uns de ces pays se sont trouvés à certains moments créanciers de leurs co-contractants à monnaie inconvertible, en particulier les pays à économie planifiée - par exemple le Soudan en 1961, la RAU en 1955/61, le Ghana et la Tunisie en 1962.

141. De trop fortes créances en devises inconvertibles peuvent à tel point bouleverser les comptes ouverts au titre des accords que les échanges entre les contractants tombent au point mort. Cette situation s'est produite entre le Soudan et la RAU en 1957/58 et fut largement responsable de la dégradation des échanges entre ces pays pendant le deuxième semestre de 1958.

142. Dans les accords bilatéraux entre les pays africains et les économies planifiées, l'échelonnement des commandes a parfois causé des difficultés. La nature et l'organisation de la production des économies planifiées sont telles que les commandes pour la production de biens destinés à l'exportation doivent être placées à une période donnée, généralement bien avant la mise en oeuvre des programmes de production.

143. Au fait que des pays africains sont devenus déficitaires vis-à-vis de pays industrialisés auxquels ils étaient liés par des accords bilatéraux, il y a deux raisons majeures : premièrement la dégradation des termes de l'échange et deuxièmement le désir d'accélérer le développement économique qui a entraîné une augmentation considérable des importations, surtout de biens d'équipement, dépassant largement les possibilités de paiement par le moyen des exportations. Notons cependant que les déficits ont été bien moindres envers les pays industrialisés ayant passé des accords bilatéraux que vis-à-vis des pays industrialisés auxquels les pays africains n'étaient pas liés par de tels accords.

144. Difficultés techniques et administratives. La principale difficulté dans les relations commerciales bilatérales est de loin la fixation des prix<sup>1/</sup>. Elle est particulièrement délicate pour les produits primaires car il est difficile de fixer les prix d'avance pour une longue période avec quelque chance que les deux parties à l'accord soient finalement satisfaits du résultat. On peut la tourner en établissant une série de prix contractuels sur la base de quelques moyennes observées précédemment et corrigées des changements prévisibles de l'offre et de la demande. Les ressentiments provoqués par l'écart entre les prix attendus et les prix effectivement payés peuvent troubler assez profondément les relations commerciales entre co-contractants. D'ailleurs, même quand il est possible de maintenir les prix contractuels au-dessus des cours mondiaux, l'exportateur risque de devenir tributaire d'un seul marché et d'avoir des difficultés à vendre aussi à d'autres pays qui ne lui donneraient que le prix du marché mondial.

145. La détermination de prix des biens manufacturés importés en particulier des biens d'équipement, présente aussi des difficultés considérables, surtout quand il faut différencier une gamme considérable de qualités. La question se complique encore si le personnel technique connaît mal la majorité des produits importés dans le cadre d'accords bilatéraux. Ce problème de personnel peut se faire sentir aussi bien sur le plan administratif que sur le plan technique. De nombreux accords récents prévoient la création d'une commission mixte de représentants des deux contractants, chargée de veiller à l'application des accords. Dans maints pays africains, les difficultés mentionnées ci-dessus constituent un obstacle sérieux à la mise en oeuvre efficace des accords bilatéraux.

---

<sup>1/</sup> Parmi les autres difficultés techniques citons la détermination de taux de change appropriés, surtout dans les pays appliquant des taux multiples, (et la détermination de l'écart entre le cours à l'achat et le cours à la vente, surtout quand les changes sont fluctuants), l'ajustement nécessaire en cas de dévaluation et les problèmes que pose l'influence des soldes sur les disponibilités monétaires des co-contractants.

111

112  
 113  
 114  
 115  
 116  
 117  
 118  
 119  
 120  
 121  
 122  
 123  
 124  
 125  
 126  
 127  
 128  
 129  
 130  
 131  
 132  
 133  
 134  
 135  
 136  
 137  
 138  
 139  
 140  
 141  
 142  
 143  
 144  
 145  
 146  
 147  
 148  
 149  
 150  
 151  
 152  
 153  
 154  
 155  
 156  
 157  
 158  
 159  
 160  
 161  
 162  
 163  
 164  
 165  
 166  
 167  
 168  
 169  
 170  
 171  
 172  
 173  
 174  
 175  
 176  
 177  
 178  
 179  
 180  
 181  
 182  
 183  
 184  
 185  
 186  
 187  
 188  
 189  
 190  
 191  
 192  
 193  
 194  
 195  
 196  
 197  
 198  
 199  
 200  
 201  
 202  
 203  
 204  
 205  
 206  
 207  
 208  
 209  
 210  
 211  
 212  
 213  
 214  
 215  
 216  
 217  
 218  
 219  
 220  
 221  
 222  
 223  
 224  
 225  
 226  
 227  
 228  
 229  
 230  
 231  
 232  
 233  
 234  
 235  
 236  
 237  
 238  
 239  
 240  
 241  
 242  
 243  
 244  
 245  
 246  
 247  
 248  
 249  
 250  
 251  
 252  
 253  
 254  
 255  
 256  
 257  
 258  
 259  
 260  
 261  
 262  
 263  
 264  
 265  
 266  
 267  
 268  
 269  
 270  
 271  
 272  
 273  
 274  
 275  
 276  
 277  
 278  
 279  
 280  
 281  
 282  
 283  
 284  
 285  
 286  
 287  
 288  
 289  
 290  
 291  
 292  
 293  
 294  
 295  
 296  
 297  
 298  
 299  
 300  
 301  
 302  
 303  
 304  
 305  
 306  
 307  
 308  
 309  
 310  
 311  
 312  
 313  
 314  
 315  
 316  
 317  
 318  
 319  
 320  
 321  
 322  
 323  
 324  
 325  
 326  
 327  
 328  
 329  
 330  
 331  
 332  
 333  
 334  
 335  
 336  
 337  
 338  
 339  
 340  
 341  
 342  
 343  
 344  
 345  
 346  
 347  
 348  
 349  
 350  
 351  
 352  
 353  
 354  
 355  
 356  
 357  
 358  
 359  
 360  
 361  
 362  
 363  
 364  
 365  
 366  
 367  
 368  
 369  
 370  
 371  
 372  
 373  
 374  
 375  
 376  
 377  
 378  
 379  
 380  
 381  
 382  
 383  
 384  
 385  
 386  
 387  
 388  
 389  
 390  
 391  
 392  
 393  
 394  
 395  
 396  
 397  
 398  
 399  
 400  
 401  
 402  
 403  
 404  
 405  
 406  
 407  
 408  
 409  
 410  
 411  
 412  
 413  
 414  
 415  
 416  
 417  
 418  
 419  
 420  
 421  
 422  
 423  
 424  
 425  
 426  
 427  
 428  
 429  
 430  
 431  
 432  
 433  
 434  
 435  
 436  
 437  
 438  
 439  
 440  
 441  
 442  
 443  
 444  
 445  
 446  
 447  
 448  
 449  
 450  
 451  
 452  
 453  
 454  
 455  
 456  
 457  
 458  
 459  
 460  
 461  
 462  
 463  
 464  
 465  
 466  
 467  
 468  
 469  
 470  
 471  
 472  
 473  
 474  
 475  
 476  
 477  
 478  
 479  
 480  
 481  
 482  
 483  
 484  
 485  
 486  
 487  
 488  
 489  
 490  
 491  
 492  
 493  
 494  
 495  
 496  
 497  
 498  
 499  
 500  
 501  
 502  
 503  
 504  
 505  
 506  
 507  
 508  
 509  
 510  
 511  
 512  
 513  
 514  
 515  
 516  
 517  
 518  
 519  
 520  
 521  
 522  
 523  
 524  
 525  
 526  
 527  
 528  
 529  
 530  
 531  
 532  
 533  
 534  
 535  
 536  
 537  
 538  
 539  
 540  
 541  
 542  
 543  
 544  
 545  
 546  
 547  
 548  
 549  
 550  
 551  
 552  
 553  
 554  
 555  
 556  
 557  
 558  
 559  
 560  
 561  
 562  
 563  
 564  
 565  
 566  
 567  
 568  
 569  
 570  
 571  
 572  
 573  
 574  
 575  
 576  
 577  
 578  
 579  
 580  
 581  
 582  
 583  
 584  
 585  
 586  
 587  
 588  
 589  
 590  
 591  
 592  
 593  
 594  
 595  
 596  
 597  
 598  
 599  
 600  
 601  
 602  
 603  
 604  
 605  
 606  
 607  
 608  
 609  
 610  
 611  
 612  
 613  
 614  
 615  
 616  
 617  
 618  
 619  
 620  
 621  
 622  
 623  
 624  
 625  
 626  
 627  
 628  
 629  
 630  
 631  
 632  
 633  
 634  
 635  
 636  
 637  
 638  
 639  
 640  
 641  
 642  
 643  
 644  
 645  
 646  
 647  
 648  
 649  
 650  
 651  
 652  
 653  
 654  
 655  
 656  
 657  
 658  
 659  
 660  
 661  
 662  
 663  
 664  
 665  
 666  
 667  
 668  
 669  
 670  
 671  
 672  
 673  
 674  
 675  
 676  
 677  
 678  
 679  
 680  
 681  
 682  
 683  
 684  
 685  
 686  
 687  
 688  
 689  
 690  
 691  
 692  
 693  
 694  
 695  
 696  
 697  
 698  
 699  
 700  
 701  
 702  
 703  
 704  
 705  
 706  
 707  
 708  
 709  
 710  
 711  
 712  
 713  
 714  
 715  
 716  
 717  
 718  
 719  
 720  
 721  
 722  
 723  
 724  
 725  
 726  
 727  
 728  
 729  
 730  
 731  
 732  
 733  
 734  
 735  
 736  
 737  
 738  
 739  
 740  
 741  
 742  
 743  
 744  
 745  
 746  
 747  
 748  
 749  
 750  
 751  
 752  
 753  
 754  
 755  
 756  
 757  
 758  
 759  
 760  
 761  
 762  
 763  
 764  
 765  
 766  
 767  
 768  
 769  
 770  
 771  
 772  
 773  
 774  
 775  
 776  
 777  
 778  
 779  
 780  
 781  
 782  
 783  
 784  
 785  
 786  
 787  
 788  
 789  
 790  
 791  
 792  
 793  
 794  
 795  
 796  
 797  
 798  
 799  
 800  
 801  
 802  
 803  
 804  
 805  
 806  
 807  
 808  
 809  
 810  
 811  
 812  
 813  
 814  
 815  
 816  
 817  
 818  
 819  
 820  
 821  
 822  
 823  
 824  
 825  
 826  
 827  
 828  
 829  
 830  
 831  
 832  
 833  
 834  
 835  
 836  
 837  
 838  
 839  
 840  
 841  
 842  
 843  
 844  
 845  
 846  
 847  
 848  
 849  
 850  
 851  
 852  
 853  
 854  
 855  
 856  
 857  
 858  
 859  
 860  
 861  
 862  
 863  
 864  
 865  
 866  
 867  
 868  
 869  
 870  
 871  
 872  
 873  
 874  
 875  
 876  
 877  
 878  
 879  
 880  
 881  
 882  
 883  
 884  
 885  
 886  
 887  
 888  
 889  
 890  
 891  
 892  
 893  
 894  
 895  
 896  
 897  
 898  
 899  
 900  
 901  
 902  
 903  
 904  
 905  
 906  
 907  
 908  
 909  
 910  
 911  
 912  
 913  
 914  
 915  
 916  
 917  
 918  
 919  
 920  
 921  
 922  
 923  
 924  
 925  
 926  
 927  
 928  
 929  
 930  
 931  
 932  
 933  
 934  
 935  
 936  
 937  
 938  
 939  
 940  
 941  
 942  
 943  
 944  
 945  
 946  
 947  
 948  
 949  
 950  
 951  
 952  
 953  
 954  
 955  
 956  
 957  
 958  
 959  
 960  
 961  
 962  
 963  
 964  
 965  
 966  
 967  
 968  
 969  
 970  
 971  
 972  
 973  
 974  
 975  
 976  
 977  
 978  
 979  
 980  
 981  
 982  
 983  
 984  
 985  
 986  
 987  
 988  
 989  
 990  
 991  
 992  
 993  
 994  
 995  
 996  
 997  
 998  
 999  
 1000

les pays africains mais ils ont conclu avec plusieurs de ces pays des accords de produits en excédent. A l'exception de la RAU, de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et, dans une moindre mesure, du Maroc et de la Tunisie, les pays africains n'ont pas encore conclu d'accords importants avec les pays d'Asie. Bien que les échanges intra-régionaux dépendent surtout de la rapidité et de l'intensité de l'industrialisation, les accords bilatéraux de commerce et de paiements ont néanmoins déjà contribué à accroître ces échanges. On a constaté aussi que les accords bilatéraux sont très utiles pour maintenir les courants d'échanges intra-africains existants. Toutefois, il semble nécessaire dans ce cas de reconsidérer les politiques de prix pour certains produits africains, en particulier les produits finis, et d'asseoir davantage les accords sur une coopération économique de base afin de faciliter le développement des industries à l'échelon sous-régional.

149. Les accords bilatéraux ne peuvent pas amener une diversification de la consistance des exportations mais ils peuvent faciliter la commercialisation des nouveaux produits qui apparaissent sur le marché à la suite d'une diversification de la production, ce fut le cas en RAU. La diversification elle-même, continue de dépendre du degré de développement économique, et surtout de l'industrialisation.

150. Les renseignements disponibles sur les prix d'exportation dans le cadre des accords ne sont pas complets. Toutefois, les statistiques des recettes d'exportation semblent prouver qu'un certain nombre de pays africains ont pu percevoir pour leurs exportations traditionnelles des prix plus élevés sur les marchés de leurs co-contractants que sur leurs marchés traditionnels. Ils ont pu également acheter certains produits d'importation à des prix plus bas. De plus, nous devons signaler que même si les parties à un accord bilatéral ne payent les produits africains qu'aux prix mondiaux en vigueur ils apportent une garantie contre une aggravation de la dégradation des termes de l'échange quand les exportations vers les co-contractants s'additionnent aux exportations vers d'autres marchés. En effet, si les pays africains cessaient d'exporter vers leurs co-contractants pour offrir leurs produits à d'autres pays, les prix moyens des exportations africaines tendraient à descendre en-dessous des cours mondiaux en vigueur.

151. Les crédits à long terme et l'aide financière et technique qui ont été offerts aux pays africains par leurs co-contractants (surtout les pays d'économie planifiée) pour faciliter l'application de ces accords, ont été pour les gouvernements africains un incitant important.

TABLE DES MATIERES

<u>Pays</u>	<u>Page</u>
Côte d'Ivoire	1
Dahomey	2
Ethiopie	3
Fédération de Rhodésie et du Nyassaland	4
Gabon	5
Ghana	6
Guinée	11
Haute-Volta	12
Libéria	13
Libye	14
Mali	15
Mauritanie	17
Maroc	18
Niger	22
Nigeria	24
République arabe unie	25
Ruanda	41
Sénégal	42
Sierra-Leone	45
Soudan	46
Togo	50
Tunisie	51



1962

Annexe

1962

Les tableaux ci-après ont été établis sur la base de renseignements, notamment de textes officiels d'exportation, communiqués au Secrétariat par des pays africains en réponse à un questionnaire relatif aux accords bilatéraux de commerce et de paiements. Les tableaux concernant les accords de la République arabe unie proviennent de la publication intitulée Annuaire du commerce extérieur et du change (Le Caire, juillet 1962), qui a été communiquée par la République arabe unie en réponse au questionnaire précité.

Le fait que certains noms géographiques figurent dans les relevés n'implique pas que l'Organisation des Nations Unies prenne ces indications à son compte ou leur accorde sa caution.

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Israël	Commercial	8/61	Un an Possibilité de prorogation	Israël : Matériel électrique, matériel de construction, matériel d'irrigation et matériel agricole, produits chimiques et pharmaceutiques, automobiles et matériel de transport, autres produits. Côte-d'Ivoire : Bois, diamants, cacao et café.	Il s'agit d'un accord de contingentement en valeur.  Paiements effectués en devises convertibles.
Suisse	Commercial	26/6/62	Un an Renouvelable par voie d'accord.	Suisse : Produits laitiers, cotonnades, machines et matériel électrique, machines à coudre, machines à écrire, appareils et accessoires photographiques, montres, autres produits. Côte-d'Ivoire : Café, bois tropicaux, diamants bruts et autres produits.	Accord de contingentement.  Paiements effectués selon les modalités des règlements qui régissent les paiements entre la Suisse et la zone franc.
Mali	Commercial	30/8/62 Ratifié 1/63		Mali : Bovins, poisson séché et fumé, riz. Côte-d'Ivoire : Produits et denrées agricoles, poisson, café, tabac, allumettes, bois, articles en plastiques, etc.	Les échanges sont spécifiés en valeur ou en quantité.

DAHOMY

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie	Commercial	Prenant effet à partir de la date de conclusion	Un an. Renouvelable d'année en année. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	<p>CLAUDE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE. Réexportations et accords de troc, uniquement sur autorisation. Encouragements au commerce de transit.</p> <p><u>Bulgarie</u> : Machines, moteurs diesel, matériel électrique, ciment, produits chimiques, produits pharmaceutiques, sucre et confiserie, conserves, etc.</p> <p><u>Dahomey</u> : Arachides, huile de palme, copra, coton, bananes, ananas, manioc et tapioca, etc.</p>	Palements effectués en devises convertibles.
Tchécoslovaquie	Commercial	24/4/63	Un an. Renouvelable d'année en année. Dénonciation sous préavis de 3 mois avant expiration de l'accord.	<p>CLAUDE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE. Encouragements au commerce de transit.</p> <p><u>Tchécoslovaquie</u> : Machines, moteurs diesel et autres moteurs, matériel électrique, pompes à eau, véhicules à moteur et cycles à moteur, machines agricoles, installations sanitaires, etc.</p> <p><u>Dahomey</u> : Huile de palme, copra, arachides, coton, tabac, fruits, café, noix de coco, etc.</p>	Palements effectués en devises convertibles. Création d'une commission mixte. Mission.
Hongrie	Commercial  Palements	13/2/62  "	Un an. Renouvelable d'année en année. Dénonciation sous préavis de 3 mois avant expiration.  "	<p>CLAUDE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE.</p> <p><u>Hongrie</u> : Conserves de viande, sucre, tissus de coton et de rayonne, produits chimiques, allumettes, machines, bicyclettes, cycles à moteur, etc.</p> <p><u>Dahomey</u> : café, copra, arachides, huile de palme, etc.</p>	<p>Etablissement d'une Commission mixte. Palements effectués en dollars de compte. Marge de crédit de 100.000 dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler en marchandises dans un délai de 6 mois, selon des modalités à déterminer par voie d'accord. Les paiements peuvent aussi se faire en monnaies convertibles.</p>
Japon	Commercial	24/8/62 Prenant effet 15 jours plus tard.	Un an. Renouvelable d'année en année. Dénonciation sous préavis de 3 mois avant expiration.	<p>CLAUDE DE LA NATION LA PLUS FAVORISEE. Principe de non-discrimination.</p> <p><u>Japon</u> : Machines, produits chimiques, cotonnades, fibres synthétiques, matériel agricole, etc.</p> <p><u>Dahomey</u> : Huile de palme, noix de palme, arachides, copra, coton, etc.</p>	Palements effectués en devises convertibles.
Yougoslavie	Commercial	24/8/63 Prenant effet 15 jours après échange des instruments de ratification.	Un an. Renouvelable d'année en année. Dénonciation sous préavis de 6 mois.	<p><u>Yougoslavie</u> : Machines, matériel de construction, matériel d'irrigation, appareils électriques, papier, moteurs diesel, produits chimiques, etc.</p> <p><u>Dahomey</u> : Café, arachides, grains de coton, bois, huile de palme, fruits, coton, copra, etc.</p>	<p>Palements effectués en devises convertibles. Création d'une commission mixte. L'accord prévoit également une coopération économique entre les deux pays.</p>

ETHIOPIE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Soudan	Commercial	6/1/60	Un an. Renouvellement automatique		L'accord ne prévoit pas de listes de produits. Des listes sont dressées périodiquement. Aucune disposition concernant les paiements ou les crédits.
Tunisie	Commercial	25/6/60	Un an. Renouvellement automatique.	<u>Tunisie</u> : Amandes séchées, huile d'olive, agrumes, vins et spiritueux, conserves de légumes, fruits et poissons, phosphates, ciment, aluminium, articles ménagers, verres et verrerie.  <u>Ethiopie</u> : Animaux vivants, viande congelée et conserves de viande, cuirs et peaux, sucre, café brut, tabac, bois, sacs (jute), macaroni, épices, cire d'abeille, corps gras et graisses, lentilles, graines oléagineuses, tissus de coton et couvertures.	Paiements effectués en devises convertibles.
RAU	Commercial	1/11/59	Un an. Renouvellement automatique.		L'accord ne prévoit pas de listes de produits à exporter ou à importer. Aucun tarif n'a été établi. Ouvertures de crédit jusqu'à 150 000 dollars des Etats-Unis par les parties contractantes, sans intérêt. Le solde est à régler en devises convertibles - dollars des Etats-Unis ou livres sterling.
	Paiements	"	"		

FEDERATION DE RHODESIE ET DU NIASALAND

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Australie	Commercial	7/1955	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de 6 mois.	Les produits australiens entrent en franchise, bien que certains d'entre eux soient taxés conformément aux dispositions de la colonne D du tarif. Le tabac de la Fédération entre en Australie à un taux inférieur de 9 pence par livre au taux préférentiel britannique.	
Canada	Commercial	2/1958	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	Certains articles sont admis au taux de la colonne D du tarif.	
Protectorats du Haut-Commissariat	Commercial et douanier	1/6/1956	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de 6 mois.	Accord douanier. Les échanges entre la Fédération et le Basutoland ainsi que le Swaziland seront soumis aux mêmes termes et conditions que les échanges entre la Fédération et la République sud-africaine. Avec le Betchuanaland, il existe une zone de libre échange. Le commerce en entrepôt entre la Fédération et le Betchuanaland est réglementé.	
Japon	Commercial	4/1961	Indéterminée. Revision et renouvellement annuels.	La clause de la nation la plus favorisée est l'ultime objectif que se sont fixé les deux gouvernements, mais il a été reconnu qu'il ne serait pas possible de l'appliquer à court terme. Des listes ont été dressées en ce qui concerne les produits pour lesquels seront accordées des facilités d'importation.	
Portugal	Commercial	Entré en vigueur en 1959.	-	Le tarif fédéral correspondant à la clause de la nation la plus favorisée (colonne D) s'applique aux produits du Portugal et de ses provinces d'outre-mer. Les marchandises de la Fédération bénéficient de la clause de la nation la plus favorisée (c'est-à-dire actuellement du tarif portugais) au Portugal et dans ses provinces d'outre-mer.	La Fédération et le Mozambique s'accordent réciproquement la franchise en ce qui concerne les "produits du sol". Ces dispositions seront étendues à l'Angola si les échanges apparaissent suffisamment importants pour en justifier l'application.
République sud-africaine	Commercial	1/7/60	5 ans. Renouvellement annuel.	Les produits de la République sud-africaine bénéficient du tarif de la colonne C, tandis que les produits de la Fédération, sauf exceptions, bénéficient de la clause de la nation la plus favorisée. Aucune des parties à l'accord n'est autorisée à limiter les importations, sauf en ce qui concerne certains produits agricoles figurant à l'annexe A. La République sud-africaine s'engage à recevoir de la Fédération, en franchise, une quantité de tabac de Virginie traité au four, pour une valeur de 2 millions de livres sterling.	

G A B O N

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Madagascar	Commercial	1/9/61	Un an. Renouvellement autoréactif.	<u>Madagascar</u> : Animaux sur pied, viande, légumes, riz, conserves de viande, sucre, sel, coton, sacs (jute). <u>Gabon</u> : Bois et produits du bois.	Aucune disposition concernant les paiements.

GHANA

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Albanie	Commercial	7/10/61	Cinq ans Renouvellement automatique pour une période équivalente. Dénonciation sous préavis de trois mois avant l'expiration	<u>Albanie</u> : bitume, velours, cotonnades, articles de confection, sarlines, couvertures, tapis, etc. <u>Ghana</u> : cacao, peaux, poisson, huiles, allumettes, articles en aluminium, etc.	Marge de crédit de 200.000 L.G., règlement en livres ghanéennes. Les marchandises importées ne doivent pas être réexportées.
Bulgarie	Commercial	5/10/61	Cinq ans Renouvellement automatique pour d'autres périodes de 5 ans. Préavis de dénonciation de 90 jours avant expiration		Paiements effectués en livres ghanéennes. Marge de crédit de 300.000 L.G. Excédent payable en une devise déterminée d'un commun accord. Prix à fixer conformément aux cours pratiqués sur le marché mondial.
Chine (Continendale)	Commercial	1/8/61	Cinq ans	<u>Chine</u> : machines, machines-outils, machines pour construction d'immeubles et travaux publics, etc., machines agricoles, instruments et appareils électriques, produits de métal et d'acier, matériaux de construction y compris le ciment, etc., textiles, produits alimentaires, marchandises générales, papeterie et fournitures pour l'enseignement, autres produits. <u>Ghana</u> : fèves de cacao à l'état brut, beurre de cacao et poudre de cacao, arachides, noix et huile de palme, huile de coco, copra, coton, cuirs et peaux, diamants industriels, tabac, café, sucre, céréales. Le volume annuel des exportations dans chaque sens devrait s'établir à 4.000.000 de L.G.	Règlements en L.G. Le débiteur doit régler le solde du compte dans les six mois suivant la fin de chaque année de l'accord, en marchandises ou en espèces. Les prix sont déterminés sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial. Réexportations uniquement sur autorisation.
Cuba	Commercial	Signé le 27/1/62. Pas encore en vigueur.	1 an, Renouvelable automatiquement. Dénonciation sous préavis de 90 jours avant la date d'expiration.	<u>Cuba</u> : sucre raffiné et non raffiné; tabac non manufacturé; bitume; cire d'abeille et cire de canne à sucre; disques de phonographes; textiles de coton; bonneterie; détergents. <u>Ghana</u> : fèves de cacao, cacao en poudre, bois tropicaux, diamants industriels, huile de palme.	Marge de crédit de 250.000 L.G. Règlements en L.G. Règlement de l'excédent par voie d'accord. Le pays débiteur doit rembourser en marchandises ou en monnaie convertible dans les six mois de la réception de l'avis de débit.
Tchécoslovaquie	Commercial	16/10/61	Cinq ans, Automatiquement renouvelable pour 1 année. Dénonciation sous préavis de 90 jours avant expiration.	Accroissement continuuel de l'échange des marchandises de façon à doubler en 1962 le volume des échanges entre les deux pays par rapport à 1961.	Règlements par l'intermédiaire d'un compte de compensation en L.G. Marge de crédit de 250.000 L.G., l'excédent étant à régler par voie d'accord.

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Dahomey	Commercial	20/12/61	1 an. Renouvelable automatiquement sauf dénonciation sous préavis de 3 mois.	<p><u>Dahomey</u> : céréales, millet, maïs, farine de maïs, poisson séché et fumé, crevettes fumées, bétail sur pied, viande fraîche et viande salée, volaille et oeufs, ignames, copra, noix de coco, huile de coco et huile de palme, divers parfums, savons de production locale, bière, coton et capoc.</p> <p><u>Ghana</u> : ciment, bois d'oeuvre, textiles, fibres, sucre et mélasse, fer en barres, farines, tôles pour toitures et autres matériaux de construction, allumettes, fruits, conserves, boissons alcooliques et non alcooliques, cacao et sous-produits du cacao, quincaillerie et ustensiles en fer émaillé, pommades et poudres, marchandises en nylon et en plastique, cigarettes et tabac non manufacturé, cycles, machines agricoles, véhicules à moteur.</p>	Marge de crédit de 500.000 L.G. L'excédent est à régler en marchandises ou en devises convertibles dans les six mois de la réception de l'avis de débit.
Allemagne de l'Est	Commercial	19/10/61	5 ans Automatiquement renouvelable pour une année. Dénonciation sous préavis de 3 mois avant la date d'expiration.		Marge de crédit de 500.000 L.G. Règlement en L.G. Les modalités de l'accord sur le règlement de l'excédent sont à déterminer entre les Parties.
Guinée	Commercial	6/7/61	1 an Automatiquement renouvelable, sauf dénonciation sous préavis de 3 mois, avant la fin de l'année.	<p><u>Guinée</u> : bovins, moutons et chèvres, bauxite, produits de la pêche.</p> <p><u>Ghana</u> : bois d'oeuvre, biscuits, cigarettes, allumettes, clous, tôles d'aluminium, pneumatiques, textiles.</p>	Marge de crédit de 1.000.000 de dollars des Etats-Unis, l'excédent devant être réglé en nature ou en devises convertibles dans les six mois qui suivent la réception de l'avis de débit. Tout produit local ou tout article manufacturé localement provenant de l'une ou de l'autre des Parties contractantes traversera en franchise la frontière de l'un ou l'autre Etat. Les prix sont à déterminer sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial. Tous les paiements sont effectués en livres sterling ou en toutes autres devises convertibles à convenir. Une commission sera créée pour contrôler le fonctionnement de l'accord.



GHANA (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Hongrie	Commercial	23/10/61	5 ans. Renouvelable automatiquement d'une année à l'autre sauf dénonciation sous préavis de trois mois avant la fin de la cinquième année.	<p><u>Hongrie</u> : centrales d'énergie, fabriques, matériel pour l'industrie extractive, machines agricoles, véhicules à moteur, cycles à moteur et bicyclettes, matériel de chemins de fer, matériel de télégraphie sans fil, postes de radio et de télévision, produits pharmaceutiques, chimie, huiles minérales, explosifs, matériel photographique, produits de beauté, chaussures, mobiliers, sucre, spiritueux, vins, conserves de fruits et de légumes, conserve de viande, produits de laiterie, confiserie, textiles de toutes sortes, autres produits.</p> <p><u>Ghana</u> : oranges, agrumes, fèves de cacao, noix de coco, café, copra, gomme arabique, cuirs et peaux, noix de cola, noix de palme et grains oléagineuses, ananas, caoutchouc, bois d'œuvre, tabac, minerais de fer, mangano, diamants, aluminium.</p> <p>La valeur annuelle des échanges doit passer de 1,5 million de L.G. au cours de la première année à 3 millions de L.G. au cours de la cinquième année.</p>	Les prix sont fixés sur la base des cours et des conditions de vente sur le marché mondial. Réglements par l'intermédiaire d'un compte de compensation en L.G. avec une marge de crédit de 200.000 L.G., l'excédent devant être réglé par des livraisons en nature à la convenance du créancier, dans un délai de trois mois, faute de quoi les Parties détermineront les conditions d'un règlement dans une monnaie de leur choix.
Israël	Commercial	4/7/58	4 ans. Automatiquement renouvelable d'une année en année. Dénonciation sous préavis de trois mois avant la date d'expiration.	<p><u>Israël</u> : produits alimentaires, conserves de fruits, produits laitiers et produits d'élevage de la volaille, produits chimiques et produits accessoires, cosmétiques, insecticides et fongicides, produits de beauté, produits pharmaceutiques, textiles, cuirs et objets en cuir, articles de plastique, articles en caoutchouc, papier, matériaux et matériel de construction, machines agricoles, autres machines, véhicules à moteur.</p> <p><u>Ghana</u> : fèves de cacao, bois d'œuvre.</p>	Marge de crédit de 200.000 L.G., excédent réglé en dollars des E.U. ou livres sterling ou en francs suisses au choix du débiteur. La réexportation du cacao ou du bois d'œuvre fournis par le Ghana n'est pas autoriséé, sauf sous forme de produits de consommation manufacturés. Les prix seront fixés par une commission composée de représentants des deux Parties contractantes.
Mali	Commercial	8/7/61	1 an. Renouvellement automatique d'une année sans dénonciation sous préavis de 3 mois avant la fin d'une année quelconque.	<p><u>Mali</u> : poisson, viande, riz, coton et autres produits de l'agriculture, de l'industrie ou de l'artisanat, bétail sur pied : bovins, moutons, chevaux, chèvres, porcs, etc. huiles comestibles.</p> <p><u>Ghana</u> : ciment, bois d'œuvre, textiles, farines, sucre et mélasse, barres de fer, tôles d'aluminium et autres matériaux de construction, allumettes, noix et huile de palme, conserves et boissons, alcool, spiritueux et autres boissons alcoolisées, cacao et sous-produits du cacao, caux minérales, café.</p>	Marge de crédit de 1 million de dollars des E.U. l'excédent étant à régler en nature ou en devises convertibles dans les six mois de la réception de l'avis de débit. Tous les produits locaux ou articles localement manufacturés en provenance de l'une ou l'autre des Parties contractantes doivent être acceptés en franchise à la frontière de chacun des deux Etats. Les marchandises achetées ne seront pas réexportées sans autorisation écrite. Les prix seront fixés sur la base des cours sur le marché mondial. Les paiements seront effectués en livres sterling ou en toute autre devise convertible. Une commission sera créée pour contrôler le fonctionnement de l'accord.

GHANA (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Pologne	Commercial	26/10/61	5 ans. Renouvellement automatique pour une période d'un an. Dénonciation sous délai de 90 jours avant l'expiration.	<p>Pologne : radios, télévisions et pièces de rechange, appareils et accessoires ménagers, bicyclettes, verrerie, contreplaqué et mobilier, matériel photographique, peintures et colorants, savon, produits de beauté, produits chimiques, conserves alimentaires, sucre et confiserie, boissons alcooliques, cotonnades et lainage, chaussures.</p> <p>GHANA : fèves, fèves de cacao et produits à base de cacao, noix de coco, café, copra, gomme arabique, cuirs et peaux, graines légumineuses et noix de palme, bois d'oeuvre, caoutchouc, minéral de fer, diamants, tabac, minéral de manganèse, etc.</p>	Marge de crédit de 500.000 L.G., l'excédent étant réglé par voie d'accord en L.G.
Roumanie	Commercial	30/9/61	5 ans. Automatiquement renouvelable pour 5 ans sauf dénonciation sous préavis écrit de 90 jours avant la date d'expiration.	<p>Roumanie : contrôles électriques, usines, grues, machines-outils, machines agricoles, tracteurs, véhicules à moteur, bicyclettes, moteurs électriques, stations de pompage, autres matériels pour centrales d'énergie et centrales électriques, matériel pétrolier, matériel de construction, produits pharmaceutiques, verrerie, textiles, chaussures, conserves alimentaires en boîtes, viande, boissons alcooliques, produits laitiers, etc.</p> <p>GHANA : fèves de cacao, coton, caoutchouc, cuir à l'état brut, huile de palme, diamants industriels, bois d'oeuvre.</p>	Marge de crédit de 150.000 L.G., règlement de l'excédent dans les 3 mois, sous forme de marchandises et de services à convenir. Règlement des comptes en L.G. Contrats conclus sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial.
RAU (Egypte)	Commercial	31/5/61	1 an. Prolongation automatique pour 1 an. Dénonciation sous préavis de 90 jours avant l'expiration de l'accord.	<p>RAU : coton et cotonnades, fibres, soie artificielle, laine, produits de l'agriculture, des mines et des carrières, autres produits.</p> <p>GHANA : fèves de cacao, bois d'oeuvre.</p>	Paiements en Livres sterling. Marge de crédit de 100.000 L.G. Règlement final en livres sterling ou autres devises à convenir.

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Haute-Volta	Commercial	28/6/61	1 an. Renouvellement automatique sauf dénonciation sous préavis de trois mois avant la fin de l'année.	Haute-Volta : poisson, viande, riz, coton et autres produits de l'agriculture, de l'industrie ou de l'artisanat, bétail sur pied : bovins, moutons, chevaux, chèvres, porcs, etc. huiles comestibles, Ghana : ciment, bois d'œuvre, textiles, farine, sucre et mélasse, barres de fer, tôles d'aluminium et autres matériaux de construction, aliments : fruits, noix et huile de palme, conserves, alcool, spiritueux et autres boissons alcooliques, cacao et sous-produits du cacao, caux minérales, café, savon, autres produits.	Entrée en franchise de tout produit local ou de tous articles localement manufacturés en provenance de l'une ou l'autre Parties à l'accord. Les marchandises importées ne sont pas réexportées sauf approbation écrite préalable de la Partie intéressée. Marge de crédit de 500.000 l.g. L'excédent est à régler en livres sterling ou en toute autre devise convertible approuvée par les Parties. Les contrats sont conclus sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial.
URSS	Commercial	4/11/61	5 ans. Renouvellement par tacite reconduction pendant les deux années suivantes sauf dénonciation sous préavis de six mois avant la date d'expiration.	URSS : machines et matériel, téléphones, cycles à moteur et bicyclettes, récepteurs et accessoires de radio, matériel sanitaire, huiles et produits pétroliers, ciment, papier et produits manufacturés en papier, produits chimiques et minéraux, articles en caoutchouc, vêtements, articles de bonneterie, sucre, farine de blé, poisson frais, selé et en conserves, conserves alimentaires, savon, produits pharmaceutiques, tabac, etc. Ghana : fèves de cacao, café, noix de coco, bananes, oranges, huile de palme, arachide, noix palmiste, coton, caoutchouc, bois d'œuvre, etc.	Les achats de fèves de cacao et de pois chiches par l'URSS doivent passer de 5.000 tonnes pendant la première année à 60.000 tonnes au moins vers la fin de la période de cinq ans. Marge de crédit de 4 millions de l.g. Fixation des prix d'après les cours pratiqués sur le marché mondial. Paiements effectués en l.g. par l'intermédiaire d'un compte de compensation.
Yugoslavie	Commercial	11/10/61	5 ans, renouvelables pour de nouvelles périodes de 5 ans, sauf dénonciation par écrit sous préavis de 3 mois avant l'expiration de l'accord.	Yugoslavie : vêtements et autres soieries, articles en bois, détail sur pied, viande et poisson en emballages sous vide, fruits, produits chimiques, cotonnades et lainages, articles en caoutchouc, vêtements, matériaux de construction, articles métalliques, matériel agricole, moteurs diesel et moteurs électriques, appareils électriques, installations de radio, véhicules à moteur, locomotives, wagons et matériel de chemin de fer, grues, pannes pour l'irrigation, contrôle électriques, matériel pour les industries minières, chimiques et alimentaires, matériel pour la construction, installations de téléphone, matériel, etc. Ghana : bananes, agrumes, fèves de cacao et produits à base de cacao, noix de coco, café, cognac, sucre arabique, cuirs et peaux, noix de palme, noix de palme et grumes oléagineuses, bananes, cacahouètes, bois d'œuvre, tabac, minerai de fer, minerai de manganèse, diamants. Prévisions concernant les exportations de cacao : 1961 - 8.000 tonnes, 1962 - 6.000 tonnes, 1963 - 7.000 tonnes, 1964 - 8.000 tonnes, 1965 - 9.000 tonnes, 1966 - 10.000 tonnes.	Le montant annuel des échanges doit passer de 2,5 millions de livres ghanéennes pendant la première année à 5 millions de livres ghanéennes pendant la cinquième année. Règlement par l'intermédiaire d'un compte de compensation en livres ghanéennes avec une marge de crédit de 250.000 livres ghanéennes. L'excédent est à régler selon des modalités à convenir.

G U I N E E

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Ghana	Commercial Paiements	5/7/1961 6/7/61	1 an Renouvellement automatique	Ghana : Bois, biscuits, cigarettes, tôle d'aluminium, pneumatiques, textiles. Guinée : Bovins, viande de mouton, chèvres, bauxite et produits de la pêche.	L'accord prévoit une marge de crédit qui peut atteindre un million de dollars. L'excédent sera réglé sous forme de marchandises et de services, ou en devises convertibles.
Libéria	Commercial	4/4/62	3 ans Renouvellement automatique	Libéria : Produits chimiques, produits pétroliers, peintures, vernis, minerais de fer, acier, zinc, machines électriques, mobilier, matériaux de construction, ciment, caoutchouc, savon, parfums, céréales, farine, tabac, eaux minérales, bière, etc. Guinée : Café, sésame, noix et huile de palme, arachides, jus de fruits, miel, cuirs et peaux, poivre, bananes, pamplemousses, caoutchouc, gomme, minerais de fer.	La marge de crédit peut atteindre 500.000 dollars. Paiements à effectuer en devises convertibles.
Mali	Commercial	8/2/62	1 an Renouvellement automatique	Mali : Bovins, poisson (séché et fumé), huiles d'arachides et tourteaux, savon, riz, miel, tabac, coton, laine, sisal. Guinée : Bananes, ananas, palmiste, café, caoutchouc, épices, cacao, articles en plastique, céréales, etc.	Paiements effectués en devises guinéennes et maliennes, à parité absolue. Chacune des parties contractantes ouvre un compte au nom de l'autre dans sa monnaie respective. Le crédit ouvert se monte à 250 millions de francs.
Maroc	Commercial Paiements	21/10/60 9/3/60	1 an Renouvellement par conclusion d'un autre accord	Maroc : Sucre, riz, produits alimentaires, tissus, sardines, vins, vinaigre, eaux minérales, oeufs, ciment; articles ménagers, chaussures, tomates, raisins secs, peintures et vernis, tuyaux et compresseurs, produits pharmaceutiques, papiers, cartons, etc. Guinée : Arachides décortiquées, café brut, bananes, ananas frais et en conserves, jus d'ananas, poivre, gingembre, caoutchouc naturel, cacao, graines de ricin, peaux, tabac, etc.	Des contingents sont fixés pour les produits à échanger - Les exportations guinéennes doivent atteindre un poids de 9.755 tonnes pour une valeur de 689.750.000 francs guinéens et les exportations marocaines un poids de 20.892 tonnes pour une valeur de 13.795.000 dirhams. L'accord de paiement prévoit un crédit de un million de dollars, libre d'intérêt. L'accord du 29/4/61 octroie aussi à la Guinée un crédit à long terme de 10 millions de dirhams portant intérêt à 4 %.
Sénégal	Commercial et paiements	9/6/61	1 an Renouvellement annuel	Sénégal : Huile d'arachides, sel, biscuits, confiserie, pommes de terre, allumettes, cigarettes, chaussures, textiles, ciment, sucre, farine, viande, poisson... et autres produits. Guinée : Café, bananes, jus d'ananas frais et en conserves, caoutchouc, noix de coco, piments, poivre, céréales, cuirs et peaux, articles en plastique, etc.	La valeur des marchandises à échanger pourra atteindre deux millions de dollars. L'accord de paiement prévoit un crédit de 1 million de dollars.
Sierra-Leone	Commercial	19/4/62	1 an Renouvellement automatique	Sierra Leone : Cacao, café, noix de coco, coprah, chrome, fer, cigarettes, boissons alcooliques, oeufs, poisson, objets d'art, fruits importés. Guinée : Sésame, jus d'orange et de citron, miel, cuirs et peaux, piments, poivre, bananes, ananas, caoutchouc, gomme, minerais de fer, bétail sur pied, articles en plastique, bières de fabrication locale, produits de l'artisanat.	Marge de crédit de 500.000 livres sterling, paiement en livres sterling.
RAU	Commercial et de paiements	25/7/60	1 an Renouvelable	RAU : Coton, cotonnades, fibres, soie artificielle, lainages, produits de l'agriculture, de l'exploitation des mines et des carrières, locomotives, bateaux, produits pharmaceutiques, parfums, vins, etc. Guinée : Café, sésame, arachides, jus d'orange et de citron, miel, cuirs, et peaux, poivre, ananas, bauxite, bétail sur pied.	Accords de paiement : 1. 27/7/60 - crédit de 500.000 dollars 2. 16/5/61 - " de 500.000 dollars - Egypte 3. Le protocole du 4/4/62 accorde un crédit de 750.000 livres égyptiennes.

HAUTE VOLTA

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Autriche	Commercial	29/5/59	1 an renouvelable	-	
Tchécoslovaquie	"	22/11/59	"	-	
Allemagne	"	29/5/59	"	-	
Indonésie	"	19/1/62	"	-	
Ghana	"	19/6/61	Renouvellement automatique	Ghana : ciment, textiles, farine, sucre, mélasse, herbes de fer, tôles d'aluminium et autres matériaux de construction, allumettes, fruits, produits du palmier, alcool, spiritueux et autres boissons, cacao et dérivés, eaux minérales, café, etc. Haute-Volta : poisson, viande, riz, coton, autres produits de l'agriculture et de l'industrie, bovins, viande de mouton, chevaux, chèvres, porcs et autres comestibles.	Bien que cela ne soit pas mentionné dans le texte de l'annexe, les marchandises à échanger le sont sur la base du contingentement de la valeur. L'accord du 8/6/62 prévoit des facilités de crédit.
Libéria	"	9/5/62	"	"	
Indonésie	"	15/5/62	"	"	
Indonésie	"	10/11/59	"	"	
Indonésie	"	5/12/61	"	"	
Indonésie	"	3/1/62	"	"	
Indonésie	"	2/4/60	"	"	
Indonésie	"	29/1/62	"	"	
Indonésie	"	29/3/61	"	"	
Indonésie	"	17/2/61	"	"	
Indonésie	"	24/10/62	"	"	
Indonésie	"	29/10/55	"	"	
Indonésie	"	29/10/55	1 an	"	
Indonésie	"	28/12/60	"	"	

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Guinée	Commercial	4/4/62	3 ans	Etablissement de relations commerciales et de relations d'affaires entre les parties contractantes qui s'accordent réciproquement le bénéfice de la nation la plus favorisée en ce qui concerne toutes les questions relevant du commerce, de la navigation, des douanes et de la coopération économique. Des listes de produits ont été dressées. Les prix sont fixés d'après les cours pratiqués sur le marché mondial.	Paiements effectués en dollars des Etats-Unis ou autres devises convertibles acceptables aux deux parties. Les dispositions concernant les crédits sont les suivantes : crédit à court terme ne portant pas intérêt, ajustements par accord mutuel.
Guinée	Commercial	25/6/62	1 an	Comme pour la Guinée.	
Mal	Commercial	30/3/61	1 an	Comme pour la Guinée.	Comme pour la Guinée.
Guinée	Commercial	3/5/62	1 an	Comme pour la Guinée.	Comme pour la Guinée.
Guinée	Commercial	4/10/60	1 an	Comme pour la Guinée.	L'accord prévoit également la coopération économique entre les parties contractantes.



LIBYE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validite	Portée de l'accord	Observations
Grèce	Commercial	16/3/57 avec effet au 1/4/57	1 an. Renouvellement automatique.	-	Paiements effectués conformément au règlement sur les devises étrangères en vigueur chez les parties contractantes.
Maroc	Commercial	27/12/62 avec effet au 11/1/63	1 an. Renouvellement automatique.	"	"
Tunisie	Commercial	14/7/61	1 an. Renouvellement automatique.	"	"
RAU	Commercial	12/5/60 avec effet au 1/6/60	1 an. Renouvellement automatique.	"	"

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie	Commercial	26/1/63	2 ans renouvellement automatique	Mali : produits de base exportés : fibre de coton, arachides décortiquées, huile de karité, gomme arabique, kapok, laine, cuirs et peaux, pamplemousses, ananas, citrons, diamants industriels, oléons, viandes, riz, blé et autres produits.	Il s'agit d'un accord de contingentement où les contingents sont fixés en valeur ou en quantité. Il existe une liste unique concernant les exportations du Mali, tandis qu'il n'existe pas de listes concernant les autres parties contractantes, dont les exportations varient.
Chine (continentale)	Commercial	28/2/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus.	Voir ci-dessus.
Tchécoslovaquie	Commercial	15/2/61	2 ans renouvellement automatique	Voir ci-dessus.	Voir ci-dessus.
Allemagne de l'Est	Commercial	17/11/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus.
Ghana	Commercial	7/7/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Corée du Nord	Commercial	5/7/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Libéria	Commercial	30/3/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Maroc	Commercial	28/8/62	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Pologne	Commercial	2/11/62	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
RAU	Commercial	ratifié le 18/5/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus



M A R O C

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Albanie	Commercial	12/11/62	1 an	<u>Albanie</u> : pétrole brut, tabac, fromages extraits de tanin, etc. <u>Maroc</u> : graphite, liège, acide sulfurique, phosphates, produits de l'artisanat, etc.	
Autriche	Commercial	19/1/57	1 an renouvelé du 1/1/63 au 31/3/64	<u>Autriche</u> : produits de l'industrie textile, machines agricoles, matériel électrique, tracteurs, etc. (Total 3,936 en DH). <u>Maroc</u> : liège et articles en liège, jouets, céréales, vins, fleurs, produits de l'artisanat, etc.	Conformément aux dispositions de l'article III et du protocole du 27/5/59, cet accord a été prorogé. Accord de contingentement, où les contingents sont fixés en quantités et en valeurs.
Bénélux	Commercial	6/3/58	1 an renouvelé du 1/7/62 au 30/6/63	<u>Bénélux</u> : bovins d'élevage, chicorée, légumes frais, viande de porc et conserves de viande, sucre de betterave, tabac manufacturé, produits de l'industrie textile, céramiques, etc. <u>Maroc</u> : fruits et légumes frais, farine de riz, etc.	Cet accord est modifié par le protocole additionnel du 24/1/61. Accord de contingentement - valeurs fixées en dirhams et en francs belges.
Bulgarie	Commercial	2/8/57	1 an renouvelé du 1/8/62 au 31/7/63	<u>Bulgarie</u> : beurre et fromages, feuilles de tabac, cigarettes, textiles, bois de hêtre, matériel électrique, divers moteurs et pompes, machines pour la construction, etc. <u>Maroc</u> : agrumes, céréales, ruppia maritime, conserves de poisson, farine de poisson, superphosphates, olives, graines de lin, articles en liège, etc.	Cet accord a été renouvelé en 1961. Les échanges sont évalués en dirhams.
Cuba	Commercial	18/5/62	1 an renouvelé du 1/6/62 au 30/5/63	<u>Cuba</u> : sucre brut, tabac en feuilles et cigares. <u>Maroc</u> : farine de poisson, liège et articles en liège, sardines et autres produits.	L'accord fixe les quantités de marchandises échangées.
Tchécoslovaquie	Commercial et paiements	22/12/59	1 an renouvelé 21/2/63 20/2/64	<u>Tchécoslovaquie</u> : produits alimentaires et boissons, machines agricoles, véhicules à moteur, matériel électrique et industriel, etc. <u>Maroc</u> : fruits et légumes, phosphates, céréales, plomb, peaux tannées, produits de l'artisanat, etc.	Signé le 21/2/63. Les échanges ont lieu sur la base du contingentement. Les paiements sont effectués en dollars des Etats-Unis.
Danemark	Commercial	30/9/59	1 an jusqu'au 30/6/63	<u>Danemark</u> : conserves alimentaires, matériel mécanique et électrique, etc.	L'accord a été renouvelé le 26/7/61. La plupart des produits sont échangés sur la base de la liberté des échanges à l'exception de quelques-uns qui sont contingentés. Les quantités sont fixées.
Allemagne de l'Est	Commercial Paiements	8/8/60 "	1 an renouvellement annuel, expire le 7/8/63	<u>Allemagne de l'Est</u> : machines, produits chimiques, produits pharmaceutiques, appareils électriques, cotonnades, etc. <u>Maroc</u> : agrumes, huile d'olives, sardines en conserves, vins, minerais de fer, phosphates, ciment, etc.	Accord de contingentement, conclu pour la première fois en 1958. "Accord de compensation".

M A R O C (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
République fédérale d'Allemagne	Commercial	15/4/61	1 an	République fédérale d'Allemagne : produits de l'agriculture, ciment, lampes compètes, machines, matériel électrique, etc. Maroc : matériaux pour pied, fruits et légumes, céréales, vin rouge, huile d'olive, etc.	Accord de contingentement - avec fixation des contingents en quantités. Les paiements se font soit en dirhams soit en deutchmarks.
Finlande	Commercial	26/11/59	6 mois renouvelé à partir du 1/12/62	Finlande : chaussures, papier et cartons, appareillage mécanique et électrique, etc. Maroc : produits secs, céréales, sardines, viande et farine de poisson, oeufs et peaux tannés, huiles, etc.	Accord de contingentement - valeurs fixées en dirhams.
Grèce	Commercial	1/11/61	1 an renouvelé régulièrement jusqu'au 31/10/63	Grèce : tabac et cigarettes, cotonnades, appareils électriques. Maroc : vins, conserves de poissons.	Accord de contingentement. Signé pour la première fois en 1958.
Guinée	Commercial	15/2/63	1/1/62 31/12/63 Renouvelable uniquement pour une autre année	Guinée : bauxite, arachides, café brut, bananes, ananas frais, conserves d'ananas, jus d'ananas, poivre et gingembre, cacouchoe naturel, noix de coco, latex ou feuilles et autres produits. Maroc : légumes et fruits frais, oeufs, céréales, sardines, produits de la pêche, sucre raffiné, conserves et jus de légumes et de fruits, eaux gazeuses et minérales, vins, explosifs, etc.	Accord de contingentement, valeurs et quantités fixées. L'accord porte uniquement sur l'année 1962.
Hongrie	Commercial	17/1/62	1 an Renouvelable par voie de négociation	Hongrie : produits alimentaires, matériel industriel, produits chimiques, articles ménagers, tissus de coton, rayonne, etc. Maroc : légumes séchés et frais, céréales, conserves et jus de fruits, minerais de fer, phosphate, etc.	Accord de contingentement, la valeur et, dans certains cas, la quantité sont précisées. Les paiements se font en francs suisses. Cet accord est un renouvellement de l'accord du 1/1/58.
Inde	Commercial	3/8/62	1 an	Inde : textiles, thé, machines électriques, huile d'arachides, autres produits. Maroc : phosphates, plomb, liège, cartons et papier, produits chimiques, riz, coton, etc.	Accord de contingentement - les prix sont précisés en dirhams.
Italie	Commerce	23/7/57	1 an jusqu'au 31/12/63	Italie : sucre, caissons, moteurs diesel, cycles à moteurs, textiles de tricotage, soierie, câbles, etc. Maroc : peaux tannées, phosphates, vins.	Cet accord a été renouvelé par l'accord signé le 28/1/61. Accord de contingentement précisant soit la valeur soit la quantité. Renouvelable par voie de négociation.

M A R O C (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Japon	Commerce	26/4/61	1 an renouvelé deux fois valable jusqu'au 23/12/67	<u>Japon</u> : machines, instruments et matériel photographiques et cinématographiques; appareils électriques, conserves de poisson (à l'exception des sardines), textiles et tissus non produits au Maroc, etc. <u>Maroc</u> : phosphate, jus de fruits et de légumes, huile d'olives, conserves de poisson y compris les sardines, vins, minerais de fer, minerais de manganèse, etc.	Accord de contingentement. Primitivement réalisé en 1957.
Mali	Commercial et paiements	28/8/62	1 an	<u>Mali</u> : gomme arabique, kapok, cuirs et peaux, mangues, bœuf de karité, coton, arachides, pneumatiques usagés et autres produits. <u>Maroc</u> : corps gras et huiles, poisson et produits de la pêche, confiseries, conserves de légumes et jus de fruits, produits alimentaires, boissons alcooliques, tabac manufacturé, sel, etc.	Protocole ajouté à l'accord commercial signé le 15/2/61 à Rabat. La liste remplace celle établie le 15/2/61. L'accord est un accord de contingentement où les contingents sont exprimés en quantités et en valeurs.
Norvège	Commerce	14/1/58	1 an renouvelé du 1/1/63 au 31/12/63	<u>Norvège</u> : harengs fumés, poisson, conserves de poisson, bière, fibres de bois, caoutchouc et céramiques, divers articles en métal, etc. <u>Maroc</u> : vins et spiritueux, tourteaux et farine de tourteaux, contreplaqué, huile d'amandes douces, amandes salées, pois secs comestibles, sardines en boîtes, articles de l'industrie textile, etc.	
Pakistan	Commerce	20/4/62	1 an renouvelé du 20/4/65 au 19/4/64	<u>Pakistan</u> : lampes tempête, accessoires pour bicyclettes, machines à coudre, produits pharmaceutiques, cotonnades, etc. <u>Maroc</u> : plomb, phosphates, huile d'olives, ciment, produits de l'artisanat, liège, livres et périodiques, etc.	
Pologne	Commerce	1/12/59	1 an renouvelé du 1/1/65 au 31/12/63	<u>Pologne</u> : matériel industriel, matériel agricole, produits laitiers, tissus, textiles, etc. <u>Maroc</u> : agrumes, conserves alimentaires, phosphate, produits pharmaceutiques, etc.	Cet accord est remplacé par le protocole signé le 4/2/63. Accord de contingentement, où les contingents sont précisés en quantités et en valeurs (en dollars des Etats-Unis).
Portugal	Commercial	13/5/61	1 an renouvelé du 1/5/63 au 30/4/64	<u>Portugal</u> : porto, pyrite, cordes, piles sèches, chaux, bananes, etc. <u>Maroc</u> : huile d'olives, savon, peaux tannées, conserves de légumes, chaussures, chocolat, etc.	Accord de contingentement dans lequel sont précisées les quantités et les valeurs.
Chine (continentale)	Commerce	30/3/63	1 an jusqu'au 29/3/64	<u>République populaire de Chine</u> : cotonnades et soieries, produits chimiques, machines, etc. <u>Maroc</u> : phosphates et dérivés, coton, céréales, etc.	Accord de contingentement, où les contingents sont précisés en quantités et en valeurs (en dirhams).

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Guinée	Commercial	4/4/62	3 ans	Etablissement de relations commerciales et de relations d'affaires entre les parties contractantes qui s'accordant réciproquement le bénéfice de la nation la plus favorisée en ce qui concerne toutes les questions relevant du commerce, de la navigation, des douanes et de la coopération économique. Des listes de produits ont été dressées. Les prix sont fixés d'après les cours pratiqués sur le marché mondial.	Paiements effectués en dollars des Etats-Unis ou autres devises convertibles acceptables aux deux parties. Les dispositions concernant les crédits sont les suivantes : crédit à court terme ne portant pas intérêt, ajustements par accord mutuel.
Guinée	Commercial	25/6/62	1 an	Comme pour la Guinée.	
Mali	Commercial	30/3/61	1 an	Comme pour la Guinée.	Comme pour la Guinée.
Guinée	Commercial	3/5/62	1 an	Comme pour la Guinée.	Comme pour la Guinée.
Guinée	Commercial	4/10/60	1 an	Comme pour la Guinée.	L'accord prévoit également la coopération économique entre les parties contractantes.

LIBYE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validite	Portée de l'accord	Observations
Grèce	Commercial	16/3/57 avec effet au 1/4/57	1 an. Renouvellement automatique.	-	Paiements effectués conformément au règlement sur les devises étrangères en vigueur chez les parties contractantes.
Maroc	Commercial	27/12/62 avec effet au 11/1/63	1 an. Renouvellement automatique.	"	"
Tunisie	Commercial	14/7/61	1 an. Renouvellement automatique.	"	"
RAU	Commercial	12/5/60 avec effet au 1/6/60	1 an. Renouvellement automatique.	"	"

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie	Commercial	26/1/63	2 ans renouvellement automatique	<u>Mali</u> : produits de base exportés : fibre de coton, arachides décortiquées, huile de karité, gomme arabique, kapok, laine, cuirs et peaux, pampelousses, ananas, citrons, diamants industriels, oléons, viandes, riz, blé et autres produits.	Il s'agit d'un accord de contingentement où les contingents sont fixés en valeur ou en quantité.  Il existe une liste unique concernant les exportations du Mali, tandis qu'il n'existe pas de listes concernant les autres parties contractantes, dont les exportations varient.
Chine (continentale)	Commercial	28/2/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus.	Voir ci-dessus.
Tchécoslovaquie	Commercial	15/2/61	2 ans renouvellement automatique	Voir ci-dessus.	Voir ci-dessus.
Allemagne de l'Est	Commercial	17/11/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus.
Ghana	Commercial	7/7/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Corée du Nord	Commercial	5/7/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Ispéria	Commercial	30/3/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Maroc	Commercial	28/8/62	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Pologne	Commercial	2/11/62	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
RAU	Commercial	ratifié le 18/5/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus

MALI (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
URSS	Commercial	18/3/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Viet-Nam	Commercial	1 an	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Yugoslavie	Commercial	2/3/61	1 an renouvellement automatique	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus

MAURITANIE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Mali		5/4/63	1 an renouvelable par voie d'accord	<u>Mali</u> : riz, arachides, beurre de karité, arachides, huile, sucre, thé, tissus, matériaux de constructions. <u>Mauritanie</u> : céréales, viande, sel, dattes, gomme, sucre, thé, tissus, matériaux de constructions.	Paiements effectués en devises convertibles



M A R O C

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Albanie	Commercial	12/11/62	1 an	<u>Albanie</u> : pétrole brut, tabac, fromages extraits de tanin, etc. <u>Maroc</u> : graphite, liège, acide sulfurique, phosphates, produits de l'artisanat, etc.	
Autriche	Commercial	19/1/57	1 an renouvelé du 1/4/63 au 31/5/64	<u>Autriche</u> : produits de l'industrie textile, machines agricoles, matériel électrique, tracteurs, etc. (Total 3,936 en DH). <u>Maroc</u> : liège et articles en liège, jouets, céréales, vins, fleurs, produits de l'artisanat, etc.	Conformément aux dispositions de l'article III et du protocole du 27/5/59, cet accord a été prorogé. Accord de contingentement, où les contingents sont fixés en quantités et en valeurs.
Bénélux	Commercial	6/3/58	1 an renouvelé du 1/7/62 au 30/6/63	<u>Bénélux</u> : bovins d'élevage, chicorée, légumes frais, viande de porc et conserves de viande, sucre de betterave, tabac manufacturé, produits de l'industrie textile, céramiques, etc. <u>Maroc</u> : fruits et légumes frais, farine de riz, etc.	Cet accord est modifié par le protocole additionnel du 24/1/61. Accord de contingentement - valeurs fixées en dirhams et en francs belges.
Bulgarie	Commercial	2/8/57	1 an renouvelé du 1/8/62 au 31/7/63	<u>Bulgarie</u> : beurre et fromages, feuilles de tabac, cigarettes, textiles, bois de hêtre, matériel électrique, divers moteurs et pompes, machines pour la construction, etc. <u>Maroc</u> : agrumes, céréales, ruppia maritime, conserves de poisson, farine de poisson, superphosphates, olives, graines de lin, articles en liège, etc.	Cet accord a été renouvelé en 1961. Les échanges sont évalués en dirhams.
Cuba	Commercial	18/5/62	1 an renouvelé du 1/6/62 au 30/5/63	<u>Cuba</u> : sucre brut, tabac en feuilles et cigares. <u>Maroc</u> : farine de poisson, liège et articles en liège, sardines et autres produits.	L'accord fixe les quantités de marchandises échangées.
Tchécoslovaquie	Commercial et paiements	22/12/59	1 an renouvelé 21/2/63 20/2/64	<u>Tchécoslovaquie</u> : produits alimentaires et boissons, machines agricoles, véhicules à moteur, matériel électrique et industriel, etc. <u>Maroc</u> : fruits et légumes, phosphates, céréales, plomb, peaux tannées, produits de l'artisanat, etc.	Signé le 21/2/63. Les échanges ont lieu sur la base du contingentement. Les paiements sont effectués en dollars des Etats-Unis.
Danemark	Commercial	30/9/59	1 an jusqu'au 30/6/63	<u>Danemark</u> : conserves alimentaires, matériel mécanique et électrique, etc.	L'accord a été renouvelé le 26/7/61. La plupart des produits sont échangés sur la base de la liberté des échanges à l'exception de quelques-uns qui sont contingentés. Les quantités sont fixées.
Allemagne de l'Est	Commercial Paiements	8/8/60 "	1 an renouvellement annuel, expire le 7/8/63	<u>Allemagne de l'Est</u> : machines, produits chimiques, produits pharmaceutiques, appareils électriques, cotonnades, etc. <u>Maroc</u> : agrumes, huile d'olives, sardines en conserves, vins, minerais de fer, phosphates, etc.	Accord de contingentement, conclu pour la première fois en 1958. "Accord de compensation".

M A R O C (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
République fédérale d'Allemagne	Commercial	15/4/61	1 an	<u>République fédérale d'Allemagne</u> : produits de l'agriculture, ciment, lampes à incandescence, machines, matériel électrique, etc. <u>Maroc</u> : chaussures sur pied, fruits et légumes, céréales, vin rouge, huile d'olive, etc.	Accord de contingentement - avec fixation des contingents en quantités. Les paiements se font soit en dirhams soit en deutschemarks.
Finlande	Commercial	26/11/59	6 mois renouvelé à partir du 1/12/62	<u>Finlande</u> : fromages, papier et cartons, appareillage mécanique et électrique, etc. <u>Maroc</u> : huiles sées, sardines, sardines, viande et farine de poisson, oeufs et oeufs fumés, huiles, etc.	Accord de contingentement - valeurs fixées en dirhams.
Grèce	Commercial	1/11/61	1 an renouvelé régulièrement, valable jusqu'au 31/10/63	<u>Grèce</u> : tabac et cigarettes, cotonnades, appareils électriques. <u>Maroc</u> : vins, conserves de poissons.	Accord de contingentement. Signé pour la première fois en 1958.
Guinée	Commercial	15/2/63	1/1/62 31/12/63 Renouvelable automatiquement pour une autre année	<u>Guinée</u> : beurres, arachides, café brut, bananes, ananas frais, conserves d'ananas, jus d'ananas, poivre et gingembre, caoutchouc naturel, noix de coco, tabac et feuilles et autres produits. <u>Maroc</u> : légumes et fruits frais, oeufs, céréales, sardines, produits de la pêche, sucre raffiné, conserves et jus de légumes et de fruits, eaux gazeuses et minérales, vins, explosifs, etc.	Accord de contingentement, valeurs et quantités fixées. L'accord porte uniquement sur l'année 1962.
Hongrie	Commercial	17/7/62	1 an Renouvelable par voie de négociation	<u>Hongrie</u> : produits alimentaires, matériel industriel, produits chimiques, articles ménagers, tissus de coton, rayonne, etc. <u>Maroc</u> : légumes séchés et frais, céréales, conserves et jus de fruits, minerais de fer, phosphate, etc.	Accord de contingentement, la valeur et, dans certains cas, la quantité sont précisées. Les paiements se font en francs suisses. Cet accord est un renouvellement de l'accord du 1/1/58.
Inde	Commercial	3/8/62	1 an	<u>Inde</u> : huiles, thé, machines électriques, huile d'arachides, autres produits. <u>Maroc</u> : phosphates, plomb, liège, cartons et papier, produits chimiques, riz, coton, etc.	Accord de contingentement - les prix sont précisés en dirhams.
Italie	Commerce	23/7/57	1 an jusqu'au 31/12/62	<u>Italie</u> : sucre, cautions, moteurs diesel, cycles à moteurs, textiles de rayonne, soie, soie, etc. <u>Maroc</u> : peaux tannées, phosphates, vins.	Cet accord a été renouvelé par l'accord signé le 28/1/61. Accord de contingentement précisant soit la valeur soit la quantité. Renouvelable par voie de négociation.

M A R O C (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Japon	Commerce	26/4/61	1 an renouvelé deux fois valable jusqu'au 23/12/67	<u>Japon</u> : machines, instruments et matériel photographiques et cinématographiques; appareils électriques, conserves de poisson (à l'exception des sardines), textiles et tissus non produits au Maroc, etc. <u>Maroc</u> : phosphate, jus de fruits et de légumes, huile d'olives, conserves de poisson y compris les sardines, vins, minerais de fer, minerais de manganèse, etc.	Accord de contingentement. Primitivement réalisé en 1957.
Mali	Commercial et paiements	28/8/62	1 an	<u>Mali</u> : gomme arabique, kapok, cuirs et peaux, mangues, beurre de karité, coton, arachides, pneumatiques usagés et autres produits. <u>Maroc</u> : corps gras et huiles, poisson et produits de la pêche, confiseries, conserves de légumes et jus de fruits, produits alimentaires, boissons alcooliques, tabac manufacturé, sel, etc.	Protocole ajouté à l'accord commercial signé le 15/2/61 à Rabat. La liste remplace celle établie le 15/2/61. L'accord est un accord de contingentement où les contingents sont exprimés en quantités et en valeurs.
Norvège	Commerce	14/1/58	1 an renouvelé du 1/1/63 au 31/12/63	<u>Norvège</u> : harengs fumés, poisson, conserves de poisson, bière, fibres de bois, écorces et écorçonnages, divers articles en métal, etc. <u>Maroc</u> : vins et spiritueux, tourteaux et farine de tourteaux, contreplaqué, huile d'amandes douces, amandes salées, pois secs comestibles, sardines en boîtes, articles de l'industrie textile, etc.	
Pakistan	Commerce	20/4/62	1 an renouvelé du 20/4/63 au 19/4/64	<u>Pakistan</u> : lampes tempête, accessoires pour bicyclettes, machines à coudre, produits pharmaceutiques, cotonnades, etc. <u>Maroc</u> : plomb, phosphates, huile d'olives, ciment, produits de l'artisanat, liège, livres et périodiques, etc.	
Pologne	Commerce	1/12/59	1 an renouvelé du 1/1/63 au 31/12/63	<u>Pologne</u> : matériel industriel, matériel agricole, produits laitiers, tissus, textiles, etc. <u>Maroc</u> : agrumes, conserves alimentaires, phosphate, produits pharmaceutiques, etc.	Cet accord est remplacé par le protocole signé le 4/2/63. Accord de contingentement, où les contingents sont précisés en quantités et en valeurs (en dollars des Etats-Unis).
Portugal	Commercial	13/5/61	1 an renouvelé du 1/5/63 au 30/4/64	<u>Portugal</u> : porto, pyrite, cordes, piles sèches, chaux, bananes, etc. <u>Maroc</u> : huile d'olives, savon, peaux tannées, conserves de légumes, chaussures, chocolats, etc.	Accord de contingentement dans lequel sont précisés les quantités et les valeurs.
Chine (continentale)	Commerce	30/3/63	1 an jusqu'au 29/3/64	<u>République populaire de Chine</u> : cotonnades et soieries, produits chimiques, machines, etc. <u>Maroc</u> : phosphates et dérivés, coton, céréales, etc.	Accord de contingentement, où les contingents sont précisés en quantités et en valeurs (en dirhams).

M A R O C (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Sénégal	Commercial	14/5/61		<u>Sénégal</u> : arachides et dérivés, cuirs et peaux, gomme arabique, matériel agricole (sauf tracteurs) et autres. <u>Maroc</u> : légumes frais, fruits frais, oeufs, céréales, farine d'avoine, orge, sucre raffiné, conserves de légumes et de fruits, vins, ciment, explosifs, etc.	Il s'agit uniquement d'un protocole. La durée de validité de l'accord n'est pas fixée.
Espagne	Commercial	21/7/62	1 an renouvelé du 1/7/62 au 30/6/63	<u>Espagne</u> : bétail sur pied, produits de la pêche, fruits graines et légumes, métaux, produits chimiques et pharmaceutiques, tissus, etc. <u>Maroc</u> : fruits séchés, céréales, bovins sur pied, bière, fruits et légumes, laine, phosphates, etc.	Accord de contingentement. Les contingents sont fixés en dollars des Etats-Unis.
Suède	Commercial	8/2/60	1 an renouvelé du 1/2/62 au 31/1/63	<u>Suède</u> : savon fumé, bière, ciment, maisons préfabriquées, accessoires ménagers, réfrigérateurs, machines à coudre, pièces de rechange et autres produits. <u>Maroc</u> : conserves de fruits et de légumes, céréales, biscuits, manganèse, plomb et phosphates, etc.	Cet accord a été modifié par le protocole signé le 3/6/61 et le 20/3/62. C'est un accord de contingentement et la liste n'est pas limitative.
RAU (Egypte)	Commercial et Paiements	13/7/58 3/7/59	1 an 1 an	<u>RAU</u> : tissus de soie artificielle, cotonnades, vêtements de confection. <u>Maroc</u> : olives, conserves de sardines, jus de fruits.	Cet accord est modifié par le protocole signé le 10/7/61. L'accord de paiement signé le 3/7/59 est prorogé pour un an. Les produits sont échangés sur la base du contingentement.
Royaume-Uni	Commercial	9/1/61	1 an renouvelé annuellement, valable jusqu'au 31/12/63	<u>Royaume-Uni</u> : sauces et pickles, marmelade d'orange et confiserie, whisky et gin, machines, réfrigérateurs, véhicules à moteurs, etc. <u>Maroc</u> : phosphates, minerais de fer, manganèse, bauxite, alliages de zinc, conserves de légumes et de fruits, huile d'olives, graines de coton, sardines en conserves, etc.	Les contingentements ne sont établis que par le Maroc. Le Royaume-Uni donne une liste de marchandises admises sans restrictions quantitatives. L'accord a été primitivement conclu en 1958.
URSS	Commercial et Paiements	22/1/63 avec effet à partir du 1/1/63	1 année se terminant le 31/12/63	<u>URSS</u> : pétrole brut, bois, papier, tissus de coton, produits chimiques, machines et matériel pour l'agriculture, moteurs diesel, instruments photographiques, produits pharmaceutiques, etc. <u>Maroc</u> : légumes, fruits, sardines en conserves, vins, etc.	Accord primitivement conclu en juillet 1957, et renouvelé régulièrement par la suite. Accord de compensation.
Yougoslavie	Commercial	13/7/57	1 an du 7/2/63 au 6/2/64	<u>Yougoslavie</u> : produits alimentaires, moteurs diesel, machines électriques, produits pharmaceutiques, matériel, tissus, etc. <u>Maroc</u> : phosphates, céréales, minerais, poisson, fruits en boîte, fruits secs,	Accord de contingentement, où les contingents en valeurs sont fixés en dollars des Etats-Unis.

NIGER

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Renouvellement	Portée de l'accord	Observations
Tchécoslovaquie	commercial	16/1/62 avec effet au 1/1/62	Renouvellement annuel	<u>Tchécoslovaquie</u> : machines, matériel, machines électriques, compresseurs, automobiles, produits de l'industrie de l'acier, huiles minérales et dérivés, produits pharmaceutiques, insecticides, peinture, mobilier, articles en caoutchouc, livres, matériel photographique, etc.  <u>Niger</u> : arachides, huile d'arachide, gomme arabique, tourteaux, oignons et produits de l'artisanat.	Paiements effectués en dollars des Etats-Unis.  Aucune stipulation concernant les prix.
Pologne	commercial	9/11/61 avec effet au 1/1/62	1 an renouvellement annuel	<u>Pologne</u> : bière, vodka et autres spiritueux fruits, légumes, cigarettes, sel, produits à base de poisson et de viande, ciment, appareillage et matériel électrique, cotonnades et autres produits.  <u>Niger</u> : arachides, coton, huile d'arachide peaux à l'état brut, gomme arabique et autres produits.	Paiements effectués en dollars des Etats-Unis ou autres devises convertibles.
R.A.U.	commercial	15/3/62	1 an renouvellement automatique	<u>RAU</u> : coton et produits à base de coton, fibres, soie artificielle, produits de l'agriculture, minéraux et autres produits.  <u>Niger</u> : arachides, cuirs et peaux, viande, gomme arabique, kapok, oignons, produit de l'artisanat et autres.	Paiements effectués en livres sterling ou autres devises convertibles.
U.R.S.S.	commercial	25/4/62	1 an renouvellement annuel	<u>URSS</u> : machines et matériel, produits de métal et produits pétroliers, ciment, bois, papier, tabac, verre à vitres, médicaments et instruments médicaux, savon, vodka et alcools, pellicules, etc.  <u>Niger</u> : arachides et huile d'arachide, cuirs et peaux, coton, produits de l'artisanat, gomme arabique et autres produits.	Paiements effectués en devises convertibles.
Suisse	commercial	28/3/62 avec effet au 1/1/62	renouvellement annuel	<u>Suisse</u> : matériel électrique et machines montres et pièces d'horlogerie, appareils de photographie et de sonorisation, produits pharmaceutiques, textiles et autres produits <u>Niger</u> : arachides, huile d'arachide, etc.	Les paiements sont effectués conformément aux dispositions régissant les relations entre la zone franc et la Suisse.

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Tunisie	commercial	8/4/62	3 mois	<p><u>Tunisie</u> : produits alimentaires et céréales; huile d'olive, fruits et légumes, poudre de poisson, ciment, phosphates, chaussures, produits en aluminium, plomb, articles en plastique, bière, voitures, textiles, savon et autres produits.</p> <p><u>Niger</u> : arachides, dattes, coton, riz, pommes de terre, peaux, gomme arabique, viande, peaux de crocodile et de serpent, produits de l'artisanat et autres produits.</p>	Les paiements sont effectués conformément aux dispositions régissant les relations entre pays de la zone franc.



NIGERIA

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Cameroun	commercial	6/2/63	3 ans. Renouvellement automatique pour 1 année après expiration	<u>Cameroun</u> : thé, bovins et dérivés de l'élevage des bovins, chaussures, tabac, aluminium, tôles d'aluminium pour toitures, café, lits et mobilier métallique, polivro, peaux et chaussures, etc. <u>Nigeria</u> : caoutchouc naturel, noix de cola, fruits et produits alimentaires tropicaux, coton et cotonnades, ciment, farine, produits pharmaceutiques, produits pétroliers, mobilier en bois, cuirs et articles en cuir, articles en plastique, etc.	Facilités accordées au commerce de transit. Réglementation des échanges aux frontières. Coopération économique entre les parties contractantes. Paiements effectués par la voie bancaire normale dans les conditions suivantes : a) le Cameroun paie toutes les importations en provenance de la Nigeria en monnaie nigérienne ou en toute autre devise convertible; b) la Nigeria paie toutes les importations en provenance du Cameroun en francs C.F.A. ou en toute autre devise convertible.
Tchécoslovaquie	commercial		2 ans. Renouvellement automatique pour 2 ans	<u>Tchécoslovaquie</u> : machines (toutes catégories) et matériel, moteurs, produits chimiques, produits pharmaceutiques, produits de l'industrie sidérurgique, textiles, articles en cuir, chaussures, papier, mobilier, bière et divers. <u>Nigeria</u> : caoutchouc, arachides et dérivés, graines de coton, noix de palme, etc, coprah, autres graines, beurre de cacao et fèves de cacao, bois d'oeuvre, cuirs et peaux, agrumes, autres fruits tropicaux, minéral ou métaux communs, épices, café, coton, etc.	Paiements effectués en livres sterling ou en toute autre devise convertible.
Pologne	commercial		3 ans. Renouvellement automatique pour 2 ans	<u>Pologne</u> : machines agricoles, machines et matériel électriques, matériel médical et instruments de musique, divers produits chimiques, savons, produits de beauté, viande, poisson, sucre, bière, boissons alcooliques, cotonnades et tissus de rayonne, autres marchandises et autres produits. <u>Nigeria</u> : caoutchouc, arachides, fèves de cacao, pâte de cacao, fruits tropicaux, café, coton, minéral d'étain, os.	Paiements effectués en livres sterling.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Afghanistan	Commercial et paiements	9/4/60	1 an Renouvellement automatique chaque année. Dénonciation sous préavis de 90 jours	Clause de la nation la plus favorisée. <u>Afghanistan</u> : papier. <u>RAU</u> : avions, livres et manuscrits.	Paiements effectués en livres sterling ou en toute autre devise convertible.
Autriche	Commercial	30/1/60 avec effet au 1/6/60.	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de 90 jours, à tout moment.	Clause de la nation la plus favorisée. <u>Autriche</u> : produits chimiques, pâte de bois pour l'industrie du papier; briques réfractaires; fers et aciers spéciaux; câbles; machines à combustion interne; pompes et pièces de rechange, pièces détachées pour machines. <u>RAU</u> : coton brut, oignons, pommes de terre, riz, arachides, manganeuse, filés de coton, cotonnades. Règlement en monnaie convertible. La RAU accepte aussi des règlements de l'Autriche en livres égyptiennes par le débit du compte "Autriche M" ouvert au nom de la Banque nationale d'Autriche auprès de la Banque centrale d'Egypte.	Le compte Autriche-M ne doit pas accuser de solde débiteur. Le règlement définitif sous forme de marchandises et de services peut intervenir dans les six mois selon des modalités à convenir par les Parties contractantes.
Belgique	Paiements	28/5/53	Indéterminée. Dénonciation sous préavis d'un mois.	Règlement en francs belges ou en toute autre devise convertible. Les versements à la Belgique peuvent également être effectués en livres égyptiennes en créditant les comptes ouverts aux noms des banques belges auprès des banques égyptiennes autorisées, et le règlement des exportations à destination de la Belgique peut également se faire en livres égyptiennes par le débit de ces comptes. Le règlement des soldes des comptes belges doit se faire en marchandises ou selon toute autre modalité acceptée par les deux parties contractantes. Les soldes en faveur de la RAU sont indiqués en francs belges.	Les exportations de coton à destination de la Belgique peuvent être réglées en livres égyptiennes par le débit des comptes belges sous réserve qu'il soit précisé que le coton exporté est destiné à la consommation locale.



REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Durée	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie	Commercial et de paiements à long terme.	14/3/62 prenant effet à titre provisoire et de façon permanente après l'échange des instruments de ratification	4 ans à dater de la conclusion. Renouvelable pour des périodes d'un an. Dénonciation sous préavis de trois mois.	Clause de la nation la plus favorisée. Importance des échanges fixés à 11,5 millions de dollars des E.U. dans chaque sens au cours de la première année. <u>Bulgarie</u> : fromage, tabac pour cigarettes à rouler; carbonate et bi-carbonate de sodium; bois, papier pour cigarettes à rouler; plomb; câbles isolés. <u>RAU</u> : coton brut.	Règlements par l'intermédiaire de comptes de compensation auprès des deux banques centrales; l'unité est le dollar de compte. Marge de crédit de 1,2 million de dollars des E.U.; outre une somme de 300.000 dollars à régler en marchandises dans les six mois à dater du dépassement de la marge de crédit; l'excédent est arrêté en dollars des E.U. ou en toute autre devise à convenir. Règlement définitif en dollars des E.U. ou en toute autre devise convertible acceptée par les deux Parties.
Cambodge	Commercial et de paiements	23/3/60 avec effet au 1/5/60	1 an renouvelable par notification à un mois de la date d'expiration. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	Les Parties s'accordent réciproquement le bénéfice du tarif le moins élevé. <u>Cambodge</u> : <u>RAU</u> : films de cinéma.	Paiements effectués en livres sterling ou en toute autre devise acceptable aux deux Parties.
Cameroun	Commercial et de paiements	12/12/61	1 an renouvellement automatique chaque année. Dénonciation sous préavis de trois mois avant expiration.	Clause de la nation la plus favorisée, avec des exceptions. <u>Cameroun</u> : soieries artificielles. <u>RAU</u> : oignons, pommes de terre, livres et manuscrits. Paiements en livres sterling ou en toute autre devise convertible.	Marge de crédit de 125.000 livres, l'excédent étant à porter à un compte spécial, et à utiliser pour le paiement des exportations du pays débiteur vers le pays créancier. Règlement définitif en marchandises dans un délai d'un an, le reliquat étant à régler en devises convertibles.
Ceylan	Commercial et de paiements	23/12/60 avec effet au 7/1/61	1 an automatiquement renouvelable pour des périodes d'une année. Dénonciation sous préavis de 90 jours.	Clause de la nation la plus favorisée. Accord nécessaire pour les réexportations et les opérations de troc. <u>Ceylan</u> : noix de coco, fruits frais et séchés, thé, huile de coco, caoutchouc. <u>RAU</u> : oignons, ail, pommes de terre, phosphates de chaux, fils de coton. Les sommes dues par Ceylan à la RAU sont réglées selon les modalités suivantes : a) 50 % par le débit d'un "compte spécial" ouvert au nom de la Banque centrale de Ceylan auprès de la Banque centrale d'Egypte, b) 50 % par le débit du compte Ceylan-M ouvert au nom de la Banque centrale de Ceylan auprès de la Banque centrale d'Egypte,	Marge de crédit de 350.000 livres sterling, l'excédent étant à régler en livres sterling ou en toute autre devise convertible. Le règlement final est à effectuer en marchandises et les règlements courants sont effectués dans un délai d'une année, le reliquat étant à régler selon des modalités que les Parties décideront d'un commun accord.

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Ceylan (suite)				<p>c) une fois épuisés les soldes du "compte spécial" tous les paiements sont effectués par le débit du compte M.</p> <p>Les règlements courants sont effectués en livres sterling par l'intermédiaire de ces comptes et doivent être considérés et traités comme des règlements en devises convertibles.</p>	
Chine (continentale)	Commercial et paiements	17/3/63 avec effet rétroactif au 1/1/62	3 ans, possibilité de prorogation ou de renégociation. Dénonciation sous préavis de trois mois avant expiration.	<p>Clause de la nation la plus favorisée.</p> <p><u>Chine</u> : viande de boeuf et de mouton, haricots secs, thé, tabac, soude caustique et composés du sodium, peintures et vernis, planches de bois, papier, carreaux et mosaïques, porcelaine et poterie, produits de l'industrie sidérurgique, tôles d'aluminium, matériel électrique, pièces de rechanges pour bicyclettes et véhicules.</p> <p><u>RAU</u> : coton brut.</p>	<p>Paiements effectués en livres sterling de compte par l'intermédiaire de comptes de compensation auprès des deux banques centrales. Les paiements courants peuvent également être effectués en monnaie convertible. Marge de crédit de 2,6 millions de livres, l'excédent étant à régler en devises convertibles acceptables au créancier. Règlement définitif en marchandises et règlements courants étant à effectuer dans un délai de six mois le reliquat étant à régler en devises convertibles et acceptables au créancier dans les 30 jours.</p>
Chypre	Commercial et de paiements	10/2/62	un an, renouvellement automatique pour un an. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	<p>Clause de la nation la plus favorisée, les parties s'efforçant de porter et de maintenir le niveau des échanges dans chaque sens à environ un million de livres sterling;</p> <p><u>Chypre</u> : fromage, raisins secs, figues, épices, tabac pour cigaretttes à rouler.</p> <p><u>RAU</u> : riz, arachides, crevettes en conserve, tourteaux (graines de coton)</p>	<p>Paiements effectués en livres sterling de compte. Marge de crédit de 100.000 livres sterling. L'excédent est à régler jusqu'à concurrence de 75.000 livres sterling dans un délai de 6 mois en marchandises et autres moyens de paiement, autres que ceux spécifiés dans l'accord pour les paiements courants. Le solde après six mois doit être réglé en livres sterling sur présentation de l'avis de débit. Le règlement final en marchandises intervient dans un délai de 6 mois, les autres paiements étant effectués dans les 3 mois qui suivent, le solde définitif étant réglé en livres sterling ou en toute autre devise convertible.</p>

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Tchécoslovaquie	Commercial et de paiements	31/3/62, prenant provisoirement effet immédiat, et de façon permanente après l'échange des instruments de ratification.	Un an, renouvellement automatique pour des périodes de durée équivalente; dénonciation sous préavis de 3 mois.	<u>Tchécoslovaquie</u> : fromage, composés du sodium, bois; papier; briques réfractaires; porcelaine et céramique; verrerie; produits de l'industrie sidérurgique; pompes; moteurs à combustion interne; métiers à tisser et pièces de rechange; générateurs électriques; transformateurs, véhicules à moteur, etc. RAU : coton brut, riz, arachides, fibres de soie artificielle; fils de coton; cotonnades; rayonne; déchets de coton.	Paiements effectués par l'intermédiaire de comptes de compensation - en livres sterling de comptes. Marge de crédit de 2,0 millions de £, l'excédent étant à régler en devises convertibles acceptables aux créanciers dans un délai de 30 jours. Le règlement définitif sera assuré par un nouvel accord de paiement à conclure, ou sous forme de marchandises dans un délai de 12 mois, le reliquat devant être réglé en livres sterling ou en toute autres devise acceptable au créancier.
Allemagne de l'Est	Commercial à long terme et de paiements	13/12/58 provisoirement en vigueur à partir du 1/1/59, et permanent après l'échange des instruments de ratification.	3 ans, renouvellement automatique pour des périodes de durée équivalente; dénonciation sous préavis de 6 mois.	La clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges accordés par la République arabe unie aux pays arabes et aux pays voisins, non plus qu'aux privilèges accordés par la RAU aux pays du bloc socialiste. Aucune marchandise ne doit être réexportée sans l'approbation de l'autre partie. Pour ce qui est du transport maritime, les deux parties devront appliquer les dispositions du traité de navigation conclu le 27/3/58 entre les deux pays. L'accord définit également la nature juridique des sociétés pour le commerce extérieur créées dans les deux pays, ainsi que la portée de leurs activités, leurs responsabilités et leurs obligations. Le pays importateur a le droit de transformer les matières premières et les produits semi-ouvrés sous réserve de l'obtention de permis spéciaux accordés par les autorités des deux pays. Il est prévu que des encouragements seront apportés aux foires et expositions sur le territoire des parties contractantes. Lors du renouvellement éventuel de l'accord l'importance des échanges (en valeurs) sera déterminée par voie de négociation visant à la conclusion d'un protocole.	Paiements effectués par l'intermédiaire d'un compte de compensation - Banque de Berlin - à la Banque centrale d'Egypte; l'unité de compte est la livre égyptienne. Il est prévu une marge de crédit de 1,5 million de livres égyptiennes, l'excédent étant à régler en livres sterling ou en toute autre devise convertible dans un délai de 30 jours. Règlement définitif en marchandises et paiements courants dans un délai de 6 mois, en livres sterling ou dans une troisième devise acceptable aux créanciers.

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Allemagne de l'Est (suite)				<u>Allemagne de l'Est</u> : produits chimiques; caoutchouc à usage industriel; carton; matériel sanitaire en porcelaine ou céramique, machines, générateurs et transformateurs électriques; véhicules à moteur; machines à écrire et machines d'imprimerie, etc. <u>RAU</u> : coton brut; légumes; fruits; fils de coton, cotonnades, chaussures, etc.	
Ethiopie	Commercial et de paiements	30/10/59 avec effet au 1/5/60	Un an, renouvelable chaque année. Dénonciation sous préavis de 90 jours.	Clause de la nation la plus favorisée, avec des exceptions. Il n'existe pas de liste de marchandises. Les paiements sont effectués en dollars des Etats-Unis, en crédittant un compte éthiopien, ouvert au nom de la Banque d'Etat d'Ethiopie auprès de la Banque centrale d'Egypte, et en débitant le "compte égyptien" ouvert au nom de la Banque centrale d'Egypte auprès de la Banque d'Etat d'Ethiopie.	Marge de crédit de 150.000 \$ des Etats-Unis, l'excédent étant à régler en livres sterling ou en toute autre devise convertible à déterminer d'un commun accord.
République fédérale d'Allemagne	Commercial	18/2/56 avec effet au 1/7/56	Jusqu'au 3/12/57, renouvellement automatique pour des périodes d'un an. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	<u>République fédérale d'Allemagne</u> : graisses animales; corps gras acides; coke; soude caustique et ses composés; produits pharmaceutiques; insecticides et fongicides; produits chimiques; teintures (tirées du charbon); soie artificielle (déchets); produits de l'industrie sidérurgique; feuilles de cuivre; pompes et pièces de rechange; locomotives; grues; moteurs à tisser; machines pour l'industrie du papier; générateurs et transformateurs électriques; postes de radio et de télévision; câbles; appareils électriques; wagons pour le transport des marchandises et des voyageurs; véhicules à moteur. <u>RAU</u> : coton brut; olignons; pommes de terre; oranges; riz; arachides; peaux brutes; minerais; huiles parfumées; fils de coton. En Deutsche Marks ou en toute autre devise convertible.	
	Paiements	18/2/56 avec effet au 1/7/56	Comme ci-dessus.		

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Ghana	Commerce et de paiements	31/5/1961 effet au 15/6/1961	Un an, renouvellement d'année en année, Dénonciation sous préavis de 90 jours	Clause de la nation la plus favorisée, avec exceptions. Réexportation et troc sujets à approbation mutuelle. <u>Ghana</u> : fèves de cacao; bois ronds. <u>RAU</u> : riz, livres et manuscrits; oignons, ciments, cotonnades.	Paiements effectués en livres sterling par l'intermédiaire du compte Ghana-M ouvert au nom de la Banque du Ghana auprès de la Banque centrale d'Egypte. Marge de crédit de 100.000 £ sterling, l'excédent et le règlement final est à régler sous forme de marchandises et de services dans un délai de 6 mois, le reliquat étant à régler en livres sterling, ou toute autre devise convertible acceptable aux parties.
Grèce	Commercial  Paiements	21/5/1953  21/5/1953	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de 3 mois  Comme ci-dessus	<u>Grèce</u> : olives, raisins secs, produits pour la soudure, cognac et eau de vie, tabac pour cigarettes à rouler, gaz, livres et manuscrits, journaux et périodiques. <u>RAU</u> : coton brut, crevettes réfrigérées, abats - crus, salés ou séchés, banane, riz, crevettes en conserve, sirops de sucre non comestibles, pneumatiques en caoutchouc, filés de coton, cotonnades, etc. Compensation - dollar de comptes.	
Guinée	Commercial et de paiements  Paiements	16/5/1961 avec effet au 1/6/1961  16/5/1961 avec effet au 1/6/1960	Un an. Renouvellement automatique d'année en année. Dénonciation sous préavis de 90 jours.  Comme ci-dessus	Clause de la nation la plus favorisée. Valeur des échanges dans chaque sens fixée à un minimum de 2,0 millions de livres égyptiennes par an. <u>Guinée</u> : café, sésame, arachides, jus d'orange et de citron, miel, cuirs et peaux, poivre, ananas, bauxite, bétail sur pied. <u>RAU</u> : riz, parfums, produits de l'industrie du cuir, livres et périodiques, cotonnades, chaussettes de coton, vêtements de confection, chaussures.	Paiements effectués en livres égyptiennes par l'intermédiaire du "compte Guinée" ouvert au nom de la Banque du commerce extérieur de la Guinée (Conakry) auprès de la Banque centrale d'Egypte. Marge de crédit de 750.000 livres égyptiennes. Le compte (en dollars des Etats-Unis) précédemment ouvert pour les accords de commerce et de paiement entre les deux pays sera prorogé pour 3 mois (jusqu'au 31/8/61) à dater de l'entrée en vigueur du présent accord afin de régler les paiements afférents aux engagements contractés avant cette date.  Ont été incorporés à l'accord : 1) un accord de coopération technique et 2) un accord de prêts (à la Guinée).

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Hongrie	Paiements	2/4/1959 avec effet au 15/4/1959	Un an. Renouvellement automatique pour des périodes d'un an. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	Paiements effectués par l'intermédiaire du "compte de compensation M" de la Hongrie ouvert au nom de la Banque nationale de Hongrie auprès de la Banque centrale d'Egypte, l'unité de compte étant la livre sterling de compte. Marge de crédit de 1 million de livres égyptiennes. La Hongrie peut dépasser cette marge de 50 pour cent de la valeur des contrats passés par le Gouvernement sous réserve de ne pas dépasser 1,5 million de livres égyptiennes. L'excédent doit être réglé dans les 30 jours en monnaie convertible acceptée aux égyptiens. Le règlement final en marchandises se fait dans un délai de 12 mois, le reliquat étant à régler en devises convertibles.	Outre la livre sterling de compte, il est possible d'utiliser d'autres devises convertibles pour les règlements.
Inde	Commercial	8/7/1953		Clause de la nation la plus favorisée. <u>Inde</u> : thé, poivre noir, épices, tabac pour cigarettes à rouler, jute et articles en jute; machines à coudre, ventilateurs électriques, matériel pour wagons de chemin de fer. <u>RAU</u> : coton brut, riz, phosphates de chaux, filés de coton. Règlements en roupies indiennes.	
Indonésie	Commerce et de paiements	28/9/1959	Un an. Renouvellement automatique en année. Dénonciation sous préavis de 90 jours.	Clause de la nation la plus favorisée. <u>Indonésie</u> : thé, bambou, papier, caoutchouc. <u>RAU</u> : phosphate de chaux, livres et manuscrits, filés de coton.	Paiements effectués en livres sterling ou en toute autre devise convertible à déterminer par voie d'accord entre les parties.
Irak	Commercial	11/10/1958	Un an. Renouvellement automatique. Dénonciation sous 3 mois de préavis.	<u>Irak</u> : dattes (ajwa), essence, kérosène, huile, diesel, etc. <u>RAU</u> : oliviers, palmiers de terre, livres et manuscrits, journaux et publications périodiques, matériel de refroidissement de l'air et de climatisation. Règlements en dinars irakiens par l'intermédiaire du "Compte de la République arabe unie" auprès de la Banque centrale d'Irak.	Marge de crédit de 500.000 dinars, l'excédent étant à régler en devises convertibles à déterminer d'un commun accord. Règlement définitif en marchandises et sous forme de services dans un délai de 6 mois, l'excédent étant à régler en devises convertibles.
	Paiements	15/11/1958	Comme ci-dessus		





REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Liberia	Commercial et de paiements	15/8/1960	Un an. Renouvellement automatique d'année en année. Dénonciation sous préavis de 90 jours	Clause de la nation la plus favorisée, avec des exceptions. La réexportation et le troc ne sont admis qu'après consultation entre les parties. <u>Liberia</u> : <u>RAU</u> : ciment, films cinématographiques, parfums, vêtements de confection.	Paiements effectués en dollars des Etats-Unis ou en tout autre devise convertible à déterminer par voie d'accord entre les parties. Création d'une commission mixte qui se réunira à la demande de l'une ou l'autre des parties pour résoudre les problèmes posés par le fonctionnement de l'accord.
Libye	Commercial	12/5/1960 avec effet au 1/6/1960	Un an. Renouvellement automatique. Dénonciation sous préavis de 3 mois.  Comme ci-dessus.	<u>Libye</u> : Bétail sur pied - bovins, moutons et chèvres, chameaux, sardines salées ou séchées, huiles et grisses végétales, films cinématographiques. <u>RAU</u> : Oléons, pommes de terre, riz, cuirs et peaux, mobilier, bambous et nattes de paille, livres et manuscrits, soieries artificielles, filés de coton, cotonnades, vêtements de coton, chaussures. Paiements effectués en livres sterling convertibles : a) les règlements à la Libye sont effectués par l'intermédiaire du "compte libyen" ouvert au nom de la Banque nationale de Libye, auprès de la Banque centrale d'Egypte; b) les règlements par la Libye sont effectués par l'intermédiaire du compte égyptien ouvert au nom de la Banque centrale d'Egypte auprès de la Banque nationale de Libye.	Ouverture d'un crédit réciproque de 750.000 livres sterling, l'excédent étant à régler à la fin de chaque mois en livres sterling ou en tout autre devise convertible à réception de l'avis de débit.
Malaisie	Commercial et de paiements	26/2/1962 avec effet à dater de l'échange des instruments de ratification		Clause de la nation la plus favorisée. <u>Malaisie</u> : Poivre et épices, bambou, huile de coco, huile pour la fabrication du savon, caoutchouc naturel, minerais d'étain. <u>RAU</u> : Ail, oléons, pommes de terre, oranges, livres et manuscrits, filés de coton, cotonnades.	Paiements effectués en livres sterling ou en tout autre devise convertible.
Mali	Commercial et de paiements	5/3/1961, prenant effet 15 jours après l'échange des instruments de ratification.	Un an. Renouvellement d'année en année. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	Clause de la nation la plus favorisée, avec des exceptions. <u>Mali</u> : Arachides, viande, pomme arabique. <u>RAU</u> : Cotonnades, ciment, matériel de sidérurgie, ustensiles de cuisine, appareillage électrique, savon, parfums.	Paiements effectués en livres sterling par le moyen des facilités de crédit existant entre la Banque centrale d'Egypte et la Banque nationale du Mali. Marge de crédit de 250.000 livres, l'excédent étant à régler en marchandises dans un délai de trois mois, le reliquat devant être réglé en devises convertibles. Règlement définitif des paiements courants dans un délai de



REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Maroc	Commercial  Paiements	31/7/58  13/7/59 prenant effet 15 jours après l'échange des instruments de ratification, et provisoirement à dater du 13/7/59	Un an, renouvellement automatique. Dénonciation sous préavis de 90 jours.  Comme ci-dessus.	<u>Maroc</u> : Olives, sardines en boîtes et autres conserves de poissons; mélasse, boissons (à l'exclusion des jus de fruits) et extraits de légumes utilisés pour les boissons hygiéniques. <u>RAU</u> : Livres et manuscrits, tissus de soie artificielle, textiles de coton, vêtements de confection en coton. En dollars des Etats-Unis par l'intermédiaire du "Compte Maroc" auprès de la Banque centrale d'Egypte.	Réexportation sujette à la conclusion d'un accord. Accroissement de l'importance des échanges jusqu'à concurrence de 5,5 millions de dollars des Etats-Unis.  Marge de crédit de 1,5 million de dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler en devises convertibles acceptables aux deux parties. Règlement définitif à effectuer sous forme de marchandises et de services dans un délai de neuf mois à dater de l'extinction de l'accord, le reliquat étant réglé suivant des modalités à convenir par les deux parties contractantes.
Pays-Bas	Commercial et de paiements	21/3/53	Indéterminé. Dénonciation à tout moment sous préavis de 3 mois.	Clause de la nation la plus favorisée. <u>Pays-Bas</u> : lait en boîte, pommes de terre, cacao, huile de coco, corps gras acides, fèves de cacao, poissons en boîte, médicaments, insecticides et fongicides, produits chimiques, peintures à base d'huile, amidon, jute, papier, carton, appareils pour l'industrie sidérurgique, locomotives, machines et outils à tisser, machines et pièces de rechange, génératrices et transformateurs électriques, ampoules électriques, pièces de rechange et matériel pour récepteurs, appareils électriques de signalisation, grues, navires, etc. <u>RAU</u> : coton brut, oignons, pommes de terre, riz et arachides manganeso, sirop de sucre non comestible, huile brute, glycérine, filés de coton, cotonnades, etc.	Paiements effectués en toutes monnaies convertibles. La République arabe unie acceptera également des paiements de la zone monétaire néerlandaise, en livres égyptiennes par l'intermédiaire du compte "Pays-Bas B" ouvert au nom des banques néerlandaises ayant des correspondants en République arabe unie. En ce qui concerne les Pays-Bas, le règlement définitif des comptes est à effectuer sous forme de marchandises, de paiements courants et autres paiements que les parties pourront convenir. La RAU règle en florins hollandais les excédents au-delà du découvert autorisé sur les comptes néerlandais. Les exportations de coton à destination des Pays-Bas qui peuvent être réglées en livres égyptiennes par le débit du compte Pays-Bas B sont soumises à l'assurancé écrite que les licences hollandaises d'importations de coton égyptien spécifient que le coton ne sera pas réexporté sans avoir subi un traitement.
Viet-Nam du Nord	Commercial et de paiements	31/12/57 prenant effet au 8/5/58	Trois ans, renouvelable pour une nouvelle période de 3 ans. Dénonciation sous préavis de 6 mois.	La clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux privilèges accordés par la RAU aux pays contigus et aux pays arabes ou à ceux que le Viet-Nam du Nord a accordés aux pays contigus. Les réexportations sont sujettes à autorisation. Les deux parties faciliteront le commerce de transit. Le Viet-Nam du Nord doit acheter pour au moins 1 million de livres égyptiennes de marchandises figurant sur la liste égyptienne pendant la première année et au moins 2 millions de livres pendant chacune des deuxième et troisième années. <u>Viet-Nam du Nord</u> : tapis de laine. <u>RAU</u> : oignons, filés de coton.	Paiements effectués en livres égyptiennes par l'intermédiaire du "compte Viet-Nam" ouvert au nom de la Banque d'Etat de la République démocratique du Viet-Nam auprès de la Banque centrale d'Egypte. Marge de crédit de 50.000 livres égyptiennes l'excédent étant à régler en francs suisses ou en toute autre devise convertible. Règlement définitif sous forme de marchandises et de paiements courants dans les 6 mois qui suivent la date d'expiration, le reliquat étant réglé en francs suisses ou en toute autre devise convertible acceptable aux deux parties.

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Roumanie	Commercial	16/7/56	Un an, renouvellement automatique en année. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	Clause de la nation la plus favorisée. <u>Roumanie</u> : Pétrole lampant, huile diesel, lubrifiants, carbonates de sodium, soude caustique, bois d'oeuvre, papier, laine et toile (déchets), machines. <u>RAU</u> : Coton brut, filés de coton, cotonnades. Paiements effectués en livres égyptiennes par l'intermédiaire du "Compte Roumanie" ouvert au nom de la Banque de la République populaire de Roumanie auprès de la Banque centrale d'Egypte.	La Roumanie continuera - dans la mesure du possible - à fournir à l'Egypte le pétrole lampant dont elle aura besoin pendant une période de trois ans. A partir du 1er janvier 1957, la Roumanie fournira au moins 100.000 tonnes de pétrole lampant par an. Le commerce roumain et l'industrie roumaine en Egypte seront représentés par des Egyptiens. Marge de crédit de 500.000 livres égyptiennes majorée de 50 % de la valeur des contrats conclus par le gouvernement jusqu'à concurrence de 750.000 livres égyptiennes. Règlement définitif sous forme de marchandises et de paiements courants dans un délai de 6 mois, le reliquat étant réglé ultérieurement en livres sterling ou autres devises acceptables aux créanciers. A partir du 3.1.59 les règlements relatifs aux fournitures de pétrole et de produits pétroliers seront faits en livres égyptiennes par l'intermédiaire d'un compte spécial auprès de la Banque centrale d'Egypte, compte qui sera utilisé pour le paiement des exportations égyptiennes.
Viet-Nam du Sud	Commercial et de paiements	28/3/60	Un an, automatiquement renouvelable.	Clause de la nation la plus favorisée. <u>Viet-Nam du Sud</u> : <u>RAU</u> : Ail, oignons, pommes de terre.	Paiements effectués en livres sterling par le crédit du compte "Viet-Nam du Sud" ouvert au nom de la Banque nationale du Viet-Nam du Sud et par le débit du "Compte Egypte" ouvert au nom de la Banque centrale d'Egypte auprès de la Banque nationale du Viet-Nam du Sud. Marge de crédit de 0,2 million de livres égyptiennes (Province d'Egypte), l'excédent étant à régler rapidement en livres sterling.
Suisse	Paiements	6/4/50	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de trois mois.	Paiements effectués en devises convertibles ou en francs suisses par l'intermédiaire du compte "A" ouvert au nom de la Banque centrale d'Egypte auprès de la Banque nationale suisse. La RAU acceptera également de la Suisse des règlements en livres égyptiennes par le débit des comptes suisses "B" ouverts au nom de banques suisses auprès de la Banque de la République arabe unie.	Règlement des soldes. 1. Comptes "B" en marchandises 2. Le découvert du compte "A" de la Banque centrale d'Egypte est à régler (règlement définitif) en dollars des Etats-Unis ou en or dans les trois mois qui suivent l'expiration de l'accord. 3. La RAU est libre d'utiliser le solde du compte compte "A". 3. Le découvert du compte "B" est à régler en marchandises ou en franchise dans un délai de six mois.

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'Accord	Observations
Syrie	Paiements	9/1958	- - -	<p>Paiements en livres égyptiennes par l'intermédiaire des deux comptes ci-après ouverts au nom de la Banque centrale de Syrie auprès de la Banque centrale d'Egypte :</p> <p>1) "Compte syrien" pour le règlement :</p> <p>a) de la valeur des marchandises échangées entre les deux provinces à l'exception de certaines marchandises qu'il est convenu de payer par l'intermédiaire du compte syrien en monnaie fiduciaire mentionnée à l'alinéa 2).</p> <p>b) des autres paiements qui n'ont pas de rapport avec les facilités de change.</p> <p>2) "Compte syrien en monnaie fiduciaire pour le règlement des sommes afférentes à certaines marchandises.</p>	<p>1) Le taux de change en ce qui concerne le compte de la province syrienne est de LE 1 = 8,85 livres syriennes. Il est de LE 1 = 8,0 livres en ce qui concerne le compte en monnaie fiduciaire de la Province égyptienne.</p> <p>2) Les marchandises dont l'achat sera réglé en totalité ou en partie par l'intermédiaire des deux comptes sont mentionnées dans une note publiée au numéro 1 du Journal Officiel égyptien paru le 1/1/59.</p> <p>3) En août 1961 les Ministres de l'économie des deux pays sont convenus de proroger la validité du compte en monnaie fiduciaire jusqu'au 19/11/61.</p>
Somalie	Commercial et de paiements	10.12.60 prenant effet au 25.12.60	Un an, renouvellement d'année en année. Dénonciation sous deux mois de préavis.	<p>Clause de la nation la plus favorisée avec exceptions.</p> <p><u>Somalie</u> : Bétail sur pied.</p> <p><u>RAU</u> : Ail, oignons, ciment, ouvrages et mobilier en bois, livres et manuscrits, cotonnades</p>	<p>Paiements effectués en livres sterling par l'intermédiaire du compte "Général M" ouvert au nom de la Banque nationale de Somalie auprès de la Banque centrale d'Egypte. Règlement définitif sous forme de marchandises et de services dans un délai de 6 mois, le reliquat étant réglé selon des modalités à convenir entre les deux parties. (Solde du compte général calculé tous les trois mois - la RAU doit payer 25 % de ses importations en livres sterling et 75 % sous forme de marchandises et de services).</p>
Espagne	Commercial	26.10.60	Indéterminée. Dénonciation sous préavis de 90 jours.	<p>Clause de la nation la plus favorisée.</p> <p><u>Espagne</u> : Noix, huile d'olive, conserves de poisson, tabac pour cigarettes à rouler, médicaments, articles en liège, papier d'emballage, produits de l'industrie sidérurgique, articles en cuivre, lunettes.</p> <p><u>RAU</u> : Coton brut, arachides, crevettes en conserve, phosphate de chaux (naturel), filés de coton, cotonnades.</p>	<p>Paiements effectués en dollars des Etats-Unis par l'intermédiaire d'un compte espagnol ouvert au nom du Fonds de devises étrangères espagnol auprès de la Banque centrale d'Egypte. Marge de crédit de 2,0 millions de dollars des Etats-Unis. Règlement des soldes tous les 6 mois en dollars des Etats-Unis sur présentation d'un avis de débit par le créancier. L'Espagne peut utiliser le solde du compte créé conformément aux dispositions des accords de paiement précédents en date du 18.7.53, pour s'acquitter envers la RAU. Les paiements effectués par l'Espagne en dollars des Etats-Unis conformément aux dispositions du nouvel accord commenceront lorsque le solde du compte précédent aura été complètement épuisé. La RAU pourra également autoriser des transferts provenant du compte précédent au profit d'un tiers sous réserve que ces transferts soient utilisés pour l'achat de marchandises dans le pays débiteur.</p>

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Soudan	Commerce et de paiements	8/11/59	Un an renouvellement automatique	<p>Soudan : bovins, haricots secs, légumes secs, dattes, sorgho, sésame, gomme arabique, peaux brutes, épices-piments, ferraille et fonte, déchets de ferraille, cuivre et plomb.</p> <p>RAU : Oranges, riz, sucre de canne raffiné, ciment, produits de l'exploitation des carrières pour le ciment, essence, livres et manuscrits, soieries, fils de coton, cotonnades, coton en pièces et vêtements de confection, sacs de jute, chaussures.</p> <p>Paiements effectués en livres égyptiennes par l'Intermédiaire des deux comptes ci-après ouverts au nom de la Banque du Soudan auprès de la Banque centrale d'Egypte :</p> <p>1) compte "soudanais A" pour le règlement des achats de marchandises et des frais afférents à ces achats courants.</p> <p>2) compte "soudanais B" pour les autres paiements courants.</p>	<p>Le solde net des deux comptes doit être calculé au 30 juin de chaque année en devises convertibles pour ce qui est des paiements au Soudan. Les soldes en faveur de la RAU doivent être débités au compte spécial pour le rapatriement des devises égyptiennes.</p> <p>Le montant des achats a été fixé à 5,0 millions de livres égyptiennes pour chacune des parties. L'accord sur l'achat de sucre a été conclu le 8/4/57. Il existe également un accord douanier conclu le 7/12/59.</p>
Tunisie	Commercial et de paiement	1/3/62 prenant provisionnement effect à dater de la conclusion et de façon permanente à dater de la ratification.	3 ans renouvellement automatique d'année en année. Dénonciation sous préavis de trois mois.	<p>Tunisie : haricots et autres légumes secs, huile d'olives, livres, journaux et périodiques imprimés.</p> <p>RAU : Livres et manuscrits, soieries, soie artificielle, cotonnades.</p> <p>Compte de compensation auprès des banques centrales des deux pays - dollars de compte</p>	<p>La valeur des contingents des marchandises échangées a été fixée comme suit : L.E. 1,2 million pour la première année, L.E. 1,4 million pour la deuxième année, L.E. 1,7 million pour la troisième année.</p> <p>Marge de crédit de 300.000 dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler dans un délai de 6 mois sous forme de marchandises et de services et le reliquat ultérieurement en dollars des Etats-Unis ou toute autre devise convertible à convenir.</p>
Turquie	Commercial	15/8/53 prenant effet au 30/8/53	Un an renouvellement automatique d'année en année. Dénonciation sous préavis de deux mois.	<p>Clause de la nation la plus favorisée. Réexportation sujette à autorisation. Chacune des parties contractantes devra assurer aux navires de l'autre le maximum de fret à l'occasion de leur voyage de retour.</p> <p>Turquie : figues, raisins, secs, noix, épices, huile de coton, tabac, traverses de chemin de fer, bois d'oeuvre.</p> <p>RAU : honné, essence, pneumatiques et chambres à air en caoutchouc, fils de coton. Transactions en dollars des Etats-Unis par l'intermédiaire d'un "compte dollar libre - protocole de juin 1961" ouvert au nom de la Banque centrale d'Egypte auprès de la Banque centrale de la République de Turquie.</p>	<p>Marge de crédit de 3.0 millions de dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler sous forme de marchandises et de paiements courants dans les six mois, et le reliquat selon des modalités à convenir.</p>
	Paiements	21/6/61 avec effet au 1/7/61	"		



REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
URSS	Commercial  Paiements	27/3/54  18/8/53	--  Une année Renouvellement automatique d'année en année. Dénon- ciation sous préavis de trois mois.	Clause de la nation la plus favorisée.  URSS : tabac pour cigarettes à rouler, pétrole brut, essence, pétrole lampant, huile diesel, et lubrifiants, produits d'acier, machines, grues, véhicules à moteur et pièces de rechange.  RAU : coton brut, riz.  Paiements effectués en livres égyptiennes par l'in- termédiaire d'un compte de recouvrements - le compte général No 5 ouvert au nom de la Banque du commerce extérieur de l'URSS auprès de la Banque centrale d'Egypte.	Marge de crédit d'un million de livres égyptiennes. Réglement définitif en mar- chandises, à la date du 30/10/58 les sommes créditées au compte spécial à raison des livraisons de blé et de pé- trole de l'URSS seront utilisées pour le paiement des exportations de la pro- vince égyptienne à destination de l'URSS.  Autres accords : 1. Traité sur la navigation le 18/9/58. 2. Coopération économique et technique 29/1/58. 3. Coopération économique pour le finan- cement de la première tranche de tra- vaux en 1958. 4. Deuxième tranche 1959.
Yougoslavie	Commercial et paiements à long terme	13/6/62 avec effet au 27/6/62	Trois ans Renouvellement automatique d'année en année. Dénoncia- tion sous préavis de trois mois.	Clause de la nation la plus favorisée.  Opérations de troc sujettes à l'approbation des deux parties. Importance des échanges déterminés pour la période 1962-65. La valeur des échanges doit augmenter progressivement pour atteindre 12 millions dans chaque sens en 1965.  Yougoslavie : fromage, boeuf en conserve, sardines tabac pour cigarettes à rouler, bois d'oeuvre.  RAU : coton brut, agrumes, huiles de pétrole et huiles diesel, sel, phosphates de chaux, pneumatiques en caoutchouc.	Paiements en dollars de compte effectués par l'intermédiaire des comptes de con- pensation ouverts auprès des deux banques centrales. Marge de crédit de 5,5 millions de dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler en dollars des Etats-Unis ou en toute autre devise con- vertible. Réglement définitif sous forme de marchandises et de services dans un délai de six mois, le reliquat étant à régler ultérieurement en dollars des EU ou en toute autre devise convertible.
Pakistan	Commercial et de paiements	15/4/60	Un an. Renou- vellement automatique. Dénonciation sous préavis de trois mois.	Clause de la nation la plus favorisée, avec exception.  Pakistan : Jute, articles en jute, matériel médical et chirurgical, jouets.  RAU : Coton brut, oignons, riz, fils de coton, ciment.	Paiements effectués en livres sterling.

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
République Populaire démocratique de Corée	Commercial et de paiements	10/12/57 prenant effet au 8/5/58	Un an. Renouvellement automatique, d'année en année. Dénonciation sous préavis de trois mois.	Clause de la nation la plus favorisée. Réexportation sujette à autorisation. <u>Corée</u> : Sorgho, tabac pour cigarettes à rouler, aciers spéciaux, minerai de fer. <u>RAU</u> : fils de coton.	Paiements effectués en livres égyptiennes par l'intermédiaire du "Compte Corée" ouvert au nom de la Banque centrale de Corée auprès de la Banque centrale d'Egypte. Marge de crédit de 50.000 livres égyptiennes. Règlement final sous forme de marchandises et de paiements courants dans un délai de 6 mois, le reliquat étant réglé ultérieurement en devises convertibles acceptables aux deux parties.
République Populaire de Mongolie	Commercial et de paiements	19/12/57 prenant effet au 8/1/58	Un an. Renouvellement automatique, d'année en année. Dénonciation sous préavis de trois mois.	Clause de la nation la plus favorisée. Réexportation sujette à l'approbation du pays d'origine. Des facilités seront accordées au commerce de transit. Les foires et expositions seront encouragées. Traitement préférentiel accordé aux compagnies de navigation des parties contractantes.	Paiements effectués en livres égyptiennes par l'intermédiaire du "Compte Mongolie" ouvert au nom de la Banque nationale de Mongolie auprès de la Banque centrale d'Egypte. Aucune marge de crédit. Règlement définitif sous forme de marchandises et de paiements courants dans un délai de 6 mois, le reliquat étant à régler ultérieurement en une devise convertible acceptable aux deux parties.
Pologne	Commercial	2/11/60 prenant effet après l'échange des instruments de ratification. Destiné à remplir les accords de commerce et de paiements conclus avec la province d'Egypte le 31/3/55	Trois ans. Renouvellement automatique en année. Dénonciation sous trois mois de préavis.	Clause de la nation la plus favorisée. Réexportation sujette à l'autorisation du pays d'origine. Opérations de troc sujettes au consentement des deux parties. Certaines marchandises bénéficient de l'entrée en franchise. Les contrats et les paiements sont évalués en dollars des Etats-Unis. <u>Pologne</u> : Tabac pour cigarettes à rouler, charbon, coke, bicarbonates de sodium et de potassium, colorants tirés du charbon, bois d'oeuvre, carton, appareils sanitaires en porcelaine et céramique, verrerie, produits de l'industrie sidérurgique, compteurs à gaz et à eau. <u>RAU</u> : Coton brut, tunisienne.	Paiements effectués en dollars de compte par l'intermédiaire 1) du "Compte Pologne" auprès de la Banque centrale d'Egypte, qui est crédité des ordres de paiements émis par les banques de la province d'Egypte et du montant des factures des exportations polonaises, et débité des paiements effectués à la province d'Egypte avec l'autorisation de la Pologne. 2) Le "Compte Egyptian" auprès de la Banque centrale de Pologne qui est débité et crédité des paiements pertinents.  Marge de crédit de 5, /5 millions de dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler en devises convertibles dans un délai de 90 jours à dater de l'avis de débit. Règlement définitif sous forme de marchandises et de paiements courants dans un délai de 12 mois, le reliquat étant réglé ultérieurement selon des modalités à déterminer par les deux parties contractantes.

REPUBLIQUE ARABE UNIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Portugal	Commercial et de paiements	18/5/61	Indéterminé. Dénonciation sous trois mois de préavis. <u>Dénoncé</u>	<p>Clause de la nation la plus favorisée.</p> <p>1. Pas de réexportation sauf autorisation.</p> <p>2. Les parties s'abstiennent de toute mesure discriminatoire pouvant entraver la commercialisation de marchandises importées.</p> <p>3. Les autorités de la République arabe unie dans la province égyptienne doivent envisager l'importation de marchandises portugaises.</p> <p>4. Clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la navigation portuaire.</p> <p><u>Portugal</u> : Soudure, sardines en conserve, liège à l'état brut, liège traité.</p>	<p>Paiements effectués en dollars des Etats-Unis par l'intermédiaire du compte "compte en dollars libres - accord de paiement du 19/5/61" ouvert au nom de la Banque centrale d'Egypte auprès de la Banque du Portugal. Marge de crédit d'un million de dollars des Etats-Unis, l'excédent étant à régler dans une devise convertible acceptable au créancier.</p> <p>Règlement final sous forme de marchandises et de paiements courants dans un délai de 6 mois, le reliquat étant versé ultérieurement dans une devise convertible acceptable au créancier.</p>

R U A N D A

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Katanga	commercial	1/3/61	3 mois		Accord de contingentement



SENEGAL

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Danemark	commercial	14/5/61 14/4/62	un an renouvellement annuel	La liste des marchandises à échanger figure en annexe à l'accord. Les contingents sont fixés soit en valeur, soit en quantités.	Palements effectués en devises convertibles. La valeur ou la quantité des marchandises à échanger est fixée chaque année.
Guinée	commercial et paiements	9/6/61	un an renouvellement annuel	Guinée : café, bananes, ananas, caoutchouc, noix de coco, poivre, piment, pommes de terre, noix de cola, riz et autres produits. Sénégal : huile d'arachide et dérivés, sel, biscuits et confiserie, produits alimentaires, allumettes, cigarettes, chaussures, textiles, sacs et nattes en sisal, lits et accessoires de literie, produits pharmaceutiques, ciment, sucre, farine, semoule, etc.	Principe de l'équilibre des échanges. Paiements en dollars des Etats-Unis.
Libéria	commercial	30/5/1962	un an	Libéria : produits vétérinaires et produits chimiques, peinture et vernis, minerais de fer, d'acier et de zinc, matériel de transport, machines électriques et appareillage électrique, matériaux de construction, ciment, bois, véhicules à moteur, caoutchouc et articles de caoutchouc, parfums et produits de beauté, articles en plastique, riz, farine, boissons alcooliques, etc. Sénégal : animaux sur pied, fruits frais et légumes, arachides, huile d'arachide, poissons et viandes (de toutes natures), sucre, jus de fruits et confitures, bière, biscuits, cigarettes, allumettes, savon, produits pharmaceutiques, peintures et vernis, engrais, sel, ciment, produits pétroliers, etc.	Palements effectués en devises convertibles.
Madagascar	commercial	-/-/1961	un an renouvellement automatique	Madagascar : riz, sucre, bananes, conserves de viande, sisal, sacs de jute et clous de girofle. Sénégal : huile d'arachide, savon, allumettes, thon, phosphates.	
Maroc		14/5/1961		Protocole préalable à la signature d'un accord commercial.	

SENEGAL (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Nigeria	commercial	un an renouvellement annuel	un an renouvellement automatique	<u>Nigeria</u> : caoutchouc naturel, cola, fruits tropicaux, café, cacao, tissu de coton, ciment, farine, produits pétroliers, sucre, acier, savon, produits de l'industrie des métaux et du bois, bière, boissons hygiéniques, etc. <u>Sénégal</u> : légumes frais, tous poissons, sucre, bière, biscuits, cigarettes, allumettes, produits pharmaceutiques, engrais, sel, ciment, produits pétroliers, matériel agricole et autres.	Paiements effectués en devises convertibles.
Pologne	commercial	18/6/1962	un an renouvellement annuel	<u>Pologne</u> : tous tissus, verre à vitres, tous papiers, produits alimentaires, produits chimiques et pharmaceutiques, matériel électrique, machines et matériel etc. <u>Sénégal</u> : arachides, huile d'arachide, huile de palme, poisson en boîtes, conserves de fruits, phosphates, gomme arabique, cuirs et peaux, produits de l'artisanat, autres produits.	Paiements effectués en devises convertibles.
Sierra Leone	commercial	11/10/1962	un an renouvellement annuel	<u>Sierra Leone</u> : cacao, café, fibres de jute, bière, vins, alcools, articles en bois, minerais de fer, cigarettes. <u>Sénégal</u> : animaux sur pied, fruits et légumes frais, arachides et dérivés, tous poissons, toutes viandes, sucre, jus de fruits et confitures, bière, cigarettes, allumettes, savon, produits pharmaceutiques, peintures et vernis, engrais, sel, ciment, produits pétroliers, chaussures, filets, fil et tissus de coton.	Prix fixés sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial.
Suisse	commercial	16/8/1962	2 ans renouvelable pour 2 ans encore, sauf dénonciation		Paiements effectués conformément aux dispositions régissant les relations entre la Suisse et la zone franc. Les marchandises sont échangées sur la base du contingentement.
Tunisie	commercial	30/3/1962	2 ans renouvellement annuel	<u>Tunisie</u> : viande, oeufs, dattes et fruits, céréales, huile d'olive, huiles lubrifiantes, conserves alimentaires, jus de fruits, vins et spiritueux, minéraux, articles en aluminium, plomb, voitures, détergents, savon, bicyclettes, etc. <u>Sénégal</u> : arachides non décortiquées, confitures de fruits tropicaux, thon congelé, tissus de coton, peaux brutes, gomme arabique, produits de l'artisanat.	Paiements effectués conformément aux dispositions régissant les relations entre membres de la zone franc.

SENEGAL (suite)

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
URSS	commercial	14/6/1962	un an renouvellement annuel	<u>URSS</u> : machines et matériel, produits pétroliers, bois, papier, verre à vitres, médicaments et matériel médical, films, etc. <u>Sénégal</u> : arachides, huile d'arachide, fruits tropicaux, poisson en boîtes, cuirs et peaux, gomme arabique, autres produits.	Palements effectués en devises convertibles.
Yugoslavie	commercial	6/4/1962	un an renouvellement annuel	<u>Yugoslavie</u> : denrées alimentaires, machines et matériel d'irrigation, matériel pour construction de chemins de fer, produits chimiques, installations téléphoniques et autres. <u>Sénégal</u> : phosphates et calcium, peaux brutes et tannées, arachides, huile d'arachide, fruits tropicaux, confitures, poisson en boîtes, thon, autres produits.	Palements effectués en dollars des Etats-Unis et autres devises convertibles.

Parties contractantes	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie	Commercial	27/6/1962	Un an. Renouvellement automatique.	<u>Bulgarie</u> : matériel et machines, produits chimiques, produits pharmaceutiques, imprimés, farine et pâtisserie, sucre et produits à base de sucre, confitures de fruits, fruits séchés, boissons alcooliques, etc. <u>Sierra Leone</u> : cacao, café, noix de palme, huile de palme, huiles végétales, arachides, minerai de fer, minerai de chrome, sucre, noix de cola, bois sculpté, poisson, cire d'abeilles	Paiements effectués en devises convertibles libras.
Guinée	Commercial	12/4/62	Un an. Renouvellement automatique.	<u>Guinée</u> : sésame, jus d'oranges et de citrons, miel, cuirs et peaux, piments, poivre, bananes, ananas et jus d'ananas, minerai de fer, bauxite, ciment sur pied, noix de coco, matériaux en plastique, bière. <u>Sierra Leone</u> : cacao, café brut, cire, copra, noix de cola, gingembre, cire d'abeilles, noix de palme, minerai de chrome, minerai de fer, singes, cigarettes, alcools (distillés) oeuf, poissons, fruits, marchandises importées.	Les prix sont établis sur la base des cours pratiqués sur les marchés mondiaux. Les paiements sont effectués en devises transférables ou toutes autres devises convertibles.
	Paiements	19/4/62	Un an. Renouvellement automatique.		Les parties se sont accordées réciproquement un crédit de 500.000 £.
Sénégal		11/10/62	Un an. Renouvellement automatique.	<u>Sénégal</u> : bétail sur pied, fruits et légumes frais, arachides et huile d'arachide, poisson et viande, sucre, conserves et jus de fruits, bière, biscuits, cigarettes, allumettes, savon de toilette, produits pharmaceutiques, peintures et vernis, gruisse, sel, ciment, produits pétroliers, tissus de coton, instruments agricoles. <u>Sierra Leone</u> : cacao, café, noix de palme, gingembre, noix de cola, bière, spiritueux, meubles en bois, minerai de fer et cigarettes.	Les prix des marchandises sont établis sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial. Paiements effectués en devises convertibles.

SOUDAN

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie	commercial	5/4/62	1 an	<p><u>Bulgarie</u> : machines et machines-outils, machines pour la construction et les transports, voitures électriques, téléphones électriques, machines pour l'industrie extractive, moteurs à combustion interne pour pompes, machines pour la réfrigération, machines pour l'industrie du bois, machines agricoles, moteurs électriques, matériaux pour l'isolation électrique et l'installation de l'électricité, isolants, accumulateurs et pièces d'accumulateurs, séparateurs microscopiques, appareils de radio, récepteurs de télévisions et autres appareils.</p> <p><u>Soudan</u> : coton, gomme arabique, autres gommes; sésame, arachides, bovins, cuirs et peaux, graines de coton, graines oléagineuses, doura, tourteaux, cire d'abeille, dattes, épices et plantes médicinales.</p>	<p>Les prix des marchandises échangées seront établis sur la base des cours pratiqués dans les principaux marchés mondiaux.</p> <p>Les paiements seront effectués en livres sterling convertibles.</p>
Chine (continentale)	commercial	23/5/62	1 an automatiquement renouvelable. Dénonciation sous préavis de 3 mois.	<p><u>République populaire de Chine</u> : cotonnades en pièces et textiles de coton, soieries en pièces et articles en soie, marchandises de consommation courante (y compris la papeterie et les fournitures scolaires), produits alimentaires (y compris le sucre), articles en caoutchouc, papiers et produits en papier, charbon, métaux et acier laminé, machines, matériaux de construction, matières premières pour l'industrie chimique, matériel et appareils de télécommunications, équipements industriels complets, vases de porcelaine et autres produits.</p> <p><u>Soudan</u> : coton, gomme arabique (et autres gommes), sésame, arachides, graines de coton, doura, poaux et cuirs tannés, dattes séchées, tourteaux, cire d'abeille et autres produits.</p>	<p>Les prix sont fixés sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial.</p> <p>L'échange de ces marchandises s'effectue selon le principe de l'équilibre des échanges.</p> <p>Paiements effectués en livres sterling ou en toute autre devise acceptable aux deux parties.</p>
Tchécoslovaquie	paiements	12/6/62	1 an. Renouvellement automatique.	<p>La Banque du Soudan ouvre un compte de compensation en livres sterling, portant intérêt, au nom de la Banque d'Etat de la Tchécoslovaquie. L'intérêt est fixé par voie d'accord. Si le solde dépasse 200.000 livres sterling, le règlement s'effectue en livres sterling ou en toute autre monnaie convertible.</p>	
Tchécoslovaquie	paiements	Signé le 2/5/55 avec effet à dater du 21/3/56	Long terme. Renouvellement automatique.	<p>Tous les paiements entre les deux pays se font en livres égyptiennes. Un découvert, garanti par le Crédit lyonnais de Khartoum, est accordé à la Banque d'Etat de Tchécoslovaquie jusqu'à concurrence de 800.000 livres sterling.</p>	
Tchécoslovaquie	commercial	12/5/62	1 an.	<p><u>Tchécoslovaquie</u> : matériel électrique, machines pour l'industrie et l'agriculture, produits chimiques et pharmaceutiques, etc.</p> <p><u>Soudan</u> : coton, gomme arabique, sésame, arachides, bovins, cuirs et peaux, graines de coton, graines oléagineuses, doura, tourteaux, cire d'abeille, bois tropicaux, minerais de fer et autres minerais, caoutchouc brut, graines de ricin et dattes.</p>	<p>Les prix des marchandises échangées sont fixés sur la base de cours pratiqués sur le marché mondial.</p> <p>Tous les paiements résultant de la mise en oeuvre de cet accord sont effectués conformément à l'accord de paiement en vigueur entre les parties contractantes.</p>

Soudan (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Allemagne de l'Est	paiements	9/6/55	10/6/55 au 31/12/56 Renouvellement automatique. Dénonciation sous préavis de 6 mois.	Paiements effectués en livres égyptiennes. Les soldes débiteur et créditeur peuvent atteindre 200.000 livres sterling.	
Ethiopie	commercial et de paiements	30/5/62 6/1/60			Des listes de marchandises sont dressées périodiquement.
Hongrie	paiements	29/5/55	1 an. Prorogation automatique	Paiements en livres égyptiennes. Un découvert pouvant atteindre 200.000 livres sterling est autorisé par la Banque du Soudan au nom de la Banque Hongroise pour le Commerce extérieur.	
Liban	commercial	20/1/62	1 an. Renouvellement automatique	<u>Liban</u> : fruits, olives (fraîches et en boîtes), figues séchées, raisins, fruits, amandes, pistaches, pâtes d'abricot, fruits en boîtes, vins, boissons distillées, oxygène et acide carbonique (à l'état gazeux, comprimé, ou liquide), caractères d'imprimerie, allumettes, carton, éponges, asphalte et bitume, produits pharmaceutiques et médicaments, céréales et féculé de pomme de terre, insecticides, lampes électriques, textiles de coton, vêtements de confection, tuyaux et garnitures de cuivre, papiers (livres etc.), miel et pâtes diverses, tomates, pommes de terre, légumes et primeurs.	Les paiements sont effectués en livres sterling ou en toute autre devise convertible acceptable aux deux parties contractantes. La liste des exportations soudanaises comporte les produits suivants : bovins et veaux, chèvres et moutons, chameaux, beurre (toutes catégories), produits non comestibles d'origine animale, coton, huile de coton, sésame, légumineuses, etc.
Pologne	paiements	20/5/55	1 an. Renouvellement automatique sauf dénonciation.	Paiements effectués en livres égyptiennes. Les deux parties accordent un découvert pouvant atteindre 200.000 livres sterling. Le taux d'intérêt est à déterminer. Les excédents sont à régler en livres sterling.	
Roumanie	commercial	1/2/61	1 an. Renouvellement automatique.	<u>Roumanie</u> : matériel et installations industrielles, produits pétroliers, verrerie et poteries, matériaux de construction, bois et produits de l'industrie du bois, papiers, céramiques, tabacs, sucre et confiseries, produits chimiques et pharmaceutiques, produits de l'industrie du cuir, produits alimentaires et divers produits. <u>Soudan</u> : matériaux textiles, gomme hashab et talh à l'état brut, grains oléagineux, arachides, dattes séchées, fourrage pour le bétail, cire d'abeille, cuirs et peaux, ivoires, hénué, garou, sons (toutes catégories), entiers et manufacturés.	Les prix sont établis sur la base des cours pratiqués sur les marchés mondiaux. Paiements effectués en livres sterling ou en toute autre devise accepté par les Parties.

SOUDAN (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Arabie saoudite	paiements	22/6/1955	1 an Aucune disposition concernant le renouvellement.	La Banque nationale d'Egypte ouvrira un compte en livres égyptiennes à l'Arabie saoudite pour enregistrer les paiements entre les deux pays. Le solde sera réglé en livres sterling par l'Arabie saoudite et par le Soudan en piastres égyptiennes et en livres sterling.	
RAU	commercial et de paiements	Signé le 8/11/1959 avec effet au 1/7/1959	1 an Renouvellement automatique.		Les paiements sont effectués au 30 juin de chaque année. Les soldes créditeurs au profit du Soudan sont réglés dans une troisième devise acceptable et ceux concernant la RAU sont réglés par le débit du compte spécial.
URSS	commercial	16/3/1959	1 an		Les paiements sont effectués en livres sterling, les prix sont établis sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial.
URSS	commercial	1/11/1961	1/11/1961 au 31/12/1964 Renouvellement automatique pour des périodes de 3 ans.	Accord commercial à long terme. <u>URSS</u> : Machines et matériel, produits de laminaires, charbon et coke, produits pétroliers, engrais, ciment, sciages et contreplaqués, blé, sucre, coton et autres marchandises en pièces, autres produits. <u>Soudan</u> : Coton, graines oléagineuses, arachides, peaux, cuirs manufacturés, dattes, gomme arabique, autres produits.	Cet accord dispose que les parties conviendront chaque année des contingents de marchandises des listes A et B à se livrer mutuellement sur la base du principe de l'équilibre des échanges. Les prix des marchandises sont déterminés d'après les cours pratiqués sur le marché mondial. Paiements en livres sterling ou toute autre devise à déterminer par les parties. L'accord prévoit l'organisation de foires et expositions de l'un et l'autre pays en vue de promouvoir les échanges; les marchandises importées à cette fin bénéficieront du régime de franchise.
Yugoslavie	commercial et de paiements	13/12/1955	1 an Renouvellement automatique.		La Banque du Soudan accorde à la Banque nationale de Yougoslavie un découvert pouvant atteindre 300.000 livres sterling. Un intérêt est perçu sur les soldes débiteurs.



Soudan (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Yugoslavie	commercial et de paiements	14/1/1961	1 an	Accord commercial. Des listes de marchandises à exporter et à importer figurent dans une annexe à cet accord.	Tous les paiements au titre de cet accord sont effectués conformément aux dispositions de l'accord de paiements signé à Khartoum le 14/1/1961. Cet accord dispose que sera créée une Commission mixte soudano-yougoslave chargée de développer et de promouvoir les relations commerciales entre les deux pays.
Yugoslavie	paiements	Signé le 14/1/1961 avec effet au 1/3/1961	1 an Renouvellement automatique	Les paiements en cours et les paiements à partir du 1/3/1961 seront effectués en livres sterling, selon les conditions prévues par la législation et les règlements en vigueur dans chacun des deux pays.	



TOGO

Partie contractante	Type d'accords	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Bulgarie		19/6/1962	1 an	<p><u>Bulgarie</u> : Machines et matériel, verre à vitres, articles ménagers, produits pharmaceutiques, sucre, conserves de fruits et de légumes, vins, alcools, et autres boissons, etc.</p> <p><u>Togo</u> : Cacao, café, copra, arachides, graines de coton, kapok, épices, karité et beurre de karité, etc.</p>	
République fédérale d'Allemagne	commercial	20/7/1960	1 an Renouvellement annuel	<p><u>Allemagne</u> : céréales et farine, sucre, produits laitiers, conserves de poissons et de légumes, boissons, véhicules à moteur, pneumatiques, articles en caoutchouc, ciment, huiles, produits chimiques et pharmaceutiques, textiles, etc.</p> <p><u>Togo</u> : Cacao, café, copra, produits du palmier, arachides, graines de coton, graines de ricin, kapok, épices, phosphate de calcium (naturel).</p>	
Pologne	commercial	5/6/1962	31/12/1962	<p><u>Pologne</u> : denrées alimentaires, bière, sel, ciment, produits chimiques, médicaments, peintures et vernis, parfums, savon, allumettes, produits de l'industrie du papier, tissus, sacs de jute, constructions et cadres métalliques, produits ménagers, etc.</p> <p><u>Togo</u> : Cacao, café, copra, palmistes, arachides, graines de coton, karité, et beurre de karité, huile de palme non raffinée, kapok, épices, etc.</p>	Paiements effectués en devises convertibles.
URSS	commercial	12/6/1961	31/12/1961 Renouvelable par voie d'accord	<p><u>URSS</u> : Machines et matériel, câbles, ciment, produits pétroliers, produits chimiques, articles en caoutchouc, cotonnades, denrées alimentaires, médicaments et matériel médical, allumettes, tabac, etc.</p> <p><u>Togo</u> : café, fèves de cacao, graines oléagineuses, fruits, semences pour légumes, huiles végétales, coton, bois phosphate de calcium.</p>	Payables en devises convertibles, opérations compensées admises.
Yougoslavie	commercial	14/7/1961	1 an Renouvelable par voie d'accord		Paiements en devises convertibles.

TUNISIE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Autriche	commercial et de paiements	14/9/1961 avec effet au 1/1/1962	1 an renouvelé jusqu'au 1/5/1963	<u>Autriche</u> : engrais, pneumatiques en caoutchouc, verrerie, produits de l'industrie sidérurgique, machines et matériel, moteurs Diesel, matériel d'imprimerie, machines à écrire, etc. <u>Tunisie</u> : conserves de poissons, légumes séchés, agrumes, huile d'olive, olives en saumure, peaux brutes, laines et poils, éponges, phosphates, minerai de fer.	Accord de contingentement, primitivement conclu en 1958.  Paiements effectués en devises convertibles.
Bénélux	commercial et de paiements	1/8/1958	1 an renouvellement automatique	<u>Bénélux</u> : denrées alimentaires, produits pharmaceutiques, fibres synthétiques, tissus, appareils électriques, réfrigérateurs, etc. <u>Tunisie</u> : fruits et légumes frais, viande de cheval, blé etc.	Cet accord a été amendé par le Protocole signé les 26/10/1960 et 29/3/1961 en vertu duquel il a été prorogé pendant une nouvelle période d'un an.  Paiements effectués en devises convertibles.
Bulgarie	commercial et de paiements	21/11/1961	1 an renouvellement à dater du 1/1/1963	<u>Bulgarie</u> : légumes secs, jus de fruits, produits chimiques, produits pharmaceutiques, matériel électrique, machines, etc. <u>Tunisie</u> : dattes, huile d'olives, poissons, articles en plastique, minerais, plomb, hyper et super phosphates, etc.	Paiements effectués en devises convertibles.
Chine (continental)	commercial et de paiements	30/11/1962	1 an	<u>Chine</u> : sucre, produits chimiques, soie, filés de coton, verrerie, bicyclettes, machines et appareils, machines à coudre, etc. <u>Tunisie</u> : phosphates, huile d'olives, laines, plomb en lingots, liège, aluminium, ciment, sel, articles ménagers, etc.	Accord de contingentement.  L'accord de paiement est du type "compensation".
Tchécoslovaquie	commercial et de paiements	24/4/1962	Renouvellement automatique	<u>Tchécoslovaquie</u> : produits des industries mécaniques, traceurs, matériel pour l'industrie extractive et machines pour la construction, machines pour l'industrie alimentaire, voitures de tourisme, camions, cycles à moteur, etc. <u>Tunisie</u> : produits agricoles tels que agrumes, fruits, olives, dattes, poissons en boîtes, peaux, liège, phosphates, etc.	Accord de contingentement, avec contingents fixés en valeurs.  L'accord de paiements est du type "compensation".

TUNISIE (suite)

Partie contractante	Type d'accords	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Danemark	commercial et de paiements	8/6/1960	1 an jusqu'en 1962	<u>Danemark</u> : poissons, malt, bière, produits pharmaceutiques, radios, appareils ménagers, etc.  <u>Tunisie</u> : vins, et produits dérivés du vin, etc.	Pour la plupart, les marchandises échangées le sont dans le cadre des accords de libération. Certaines sont échangées sur la base du contingentement. Paiements effectués en devises convertibles.
Allemagne de l'Est	commercial et de paiements	10/5/1960 28/2/1962	1 an jusqu'en 1964 Renouvellement automatique	<u>Allemagne de l'Est</u> : Machines et matériel, appareils photographiques, instruments scientifiques, produits chimiques et pharmaceutiques, etc.  <u>Tunisie</u> : dattes, conserves de poissons et de fruits, huile d'olive, légumes, vins, phosphates, minerais de fer et autres produits, etc.	Accord de contingentement.  L'accord a été modifié par une lettre du 9/5/1962.
République fédérale d'Allemagne	commercial et de paiements	29/1/1960	1 an jusqu'en 1963 Renouvellement automatique	<u>Allemagne</u> : bière, céramique, produits chimiques et pharmaceutiques, textiles, cycles à moteur et accessoires, matériel électrique, appareils photographiques, instruments de musique, etc.  <u>Tunisie</u> : fruits et légumes, huile d'olive, vins, fromage, abricots et pois séchés, lainages, etc.	Accord de contingentement sur la base de la valeur.  Paiements effectués en devises convertibles.
Finlande	commercial et de paiements	12/3/1960	1 an Renouvellement automatique	<u>Finlande</u> : lait condensé, beurre, fromage, bois et dérivés du bois, papier, machines, etc.  <u>Tunisie</u> : poisson, olives, artichauts, légumes et céréales, dattes, fruits et jus de fruits, etc.	Accord de contingentement. Cet accord a été prorogé jusqu'en 1962. Paiements effectués en devises convertibles.
Grèce	commercial et de paiements	2/3/1960	1 an en 1/1/1963 au 1/1/1964 Renouvellement automatique	<u>Grèce</u> : pommes de terre, lentilles, pommes et poires, bière, produits chimiques et pharmaceutiques, etc.  <u>Tunisie</u> : tous produits.	Pour la plupart les marchandises sont échangées sur la base de la liberté des échanges; quelques-unes seulement sont contingentées. Paiements effectués en devises convertibles.

TUNISIE

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
République fédérale d'Allemagne	Commercial et paiements	29/1/60	1 an jusqu'en 1963. Renouvellement automatique.	<u>Allemagne</u> : bière, céramique, produits chimiques et pharmaceutiques, textiles, cycles à moteur et accessoires, matériel électrique, appareils photographiques, instruments de musique, etc. <u>Tunisie</u> : fruits et légumes, huile d'olive, vins, fromage, abricots et pois séchés, lainages, etc.	Accord de contingentement sur la base de la valeur. Paiements effectués en devises convertibles.
Finlande	Commercial et paiements	12/3/60	1 an. Renouvellement automatique.	<u>Finlande</u> : lait condensé, beurre, fromage, bois et dérivés du bois, papier, machines, etc. <u>Tunisie</u> : poisson, olives, artichauts, légumes et céréales, dattes, fruits et jus de fruits, etc.	Accord de contingentement. Cet accord a été prorogé jusqu'en 1962. Paiements effectués en devises convertibles.
Grèce	Commercial et paiements	2/3/60	1 an du 1/1/63 au 1/1/64. Renouvellement automatique.	<u>Grèce</u> : pommes de terre, lentilles, pommes et poires, bière, produits chimiques et pharmaceutiques, etc. <u>Tunisie</u> : tous produits.	Pour la plupart les marchandises sont échangées sur la base de la liberté des échanges; quelques-unes seulement sont contingentées. Paiements effectués en devises convertibles.
Hongrie	Commercial et paiements	11/2/60	1 an du 1/1/63 au 1/1/64	<u>Hongrie</u> : machines et matériel, matériel médical, moteurs, articles de sport, etc. <u>Tunisie</u> : animaux sur pied, olives, dattes, conserves de poisson et de fruits, phosphates, minéral, etc.	Contingents fixés sur la base de la valeur. Paiements en devises convertibles.
Inde	Commercial et paiements	5/10/60	1 an. Renouvellement automatique.	<u>Inde</u> : thé, cuirs et peaux, sacs de jute, soieries, pneumatiques, produits pharmaceutiques, etc. <u>Tunisie</u> : animaux sur pied, fromage, fruits et légumes, phosphates, zinc, plomb, etc.	Contingents fixés sur la base de la valeur ou de la quantité. Cet accord a été prorogé en 1962. Paiements effectués en devises convertibles.
Irak	Commercial et paiement	28/1/60	1 an. Renouvellement automatique.	<u>Irak</u> : animaux sur pied, millet, riz, légumes secs, pétrole et produits pétroliers, etc. <u>Tunisie</u> : fruits et légumes, huile d'olive, vin et alcools, plomb, etc.	Contingents. Accord de "compensation".

TUNISIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Italie	Commercial et de paiements	23/11/61	3 ans, en vigueur du 1/1/63 au 1/1/66.	Italie: riz, conserves de viande, jus de fruits, combustibles liquides, cellulose, produits chimiques, etc. Tunisie: vins, eaux minérales, semoule, etc.	Accord de contingents sur la base des quantités. Paiements effectués en devises convertibles.
Japon	Commercial et de paiements	3/3/60 avec effet au 1/4/60	1 an. Renouvellement annuel valable jusqu'au 1/4/63.	Japon: tabac, ficelle et fil, wagons et matériel de chemins de fer, tracteurs, moteurs à combustion interne, matériel médical et chirurgical, etc. Tunisie: vins, huile d'olive, plomb, sel, légumes en conserves, légumes secs, produits traditionnels de l'artisanat, etc.	Accord de contingentement. Paiements effectués en devises convertibles.
Libye	Commercial et de paiements	1/6/61. Renouvellement automatique.	1 an. Renouvellement automatique.	Libye: laine, thon, sel, dattes, olives, pétrole et dérivés, etc. Tunisie: huile d'olive, vin et alcools, denrées alimentaires, ciment, phosphates, chaussures, aluminium, etc.	Accord de contingentement - sur la base de la valeur en livres sterling. Paiements effectués en livres sterling.
Niger	Commercial et de paiements	3/4/62	1 an.	Pas de restriction quantitative.	Aucune des Parties ne peut imposer de restriction quantitative en ce qui concerne les marchandises échangées. "Zone franc".
Pologne	Commercial. Paiements.	7/2/62 7/11/59	1 an. Renouvellement automatique.	Pologne: appareils ménagers, tissus, instruments de musique et radios, machines et matériel, etc. Tunisie: huile d'olive, viande, fruits, légumes, ciments, etc.	Accord de contingentement sur la base de la valeur, précisée en dollars des Etats-Unis. Accord "de compensation".
Portugal	Commercial et de paiements	23/1/61	1 an. Renouvellement automatique.	Portugal: vins de Madère et de Porto, poisson salé, bois, produits pharmaceutiques, etc. Tunisie: huile d'olive, cuirs et peaux, phosphates, etc.	Accord renouvelé jusqu'à l'année 1963, la plupart des marchandises sont libres, à l'exception de celles qui sont énumérées. Accord de contingentement sur la base de la valeur. Paiements effectués en devises convertibles.

TUNISIE (suite)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
Sénégal	Commercial et de paiements	10/3/62	1 an.	Pas de restrictions quantitatives.	Toutes les marchandises peuvent être échangées dans les deux sens. Paiements effectués conformément aux règlements en vigueur dans la zone franc.
Espagne	Commercial et de paiements	20/4/61	1 an. Renouvellement automatique.	<u>Espagne</u> : riz, vin, produits pétroliers, produits de beauté, parfums, autobus, récepteurs de radio, instruments de musique, bateaux, etc. <u>Tunisie</u> : animaux sur pied, légumes frais, dattes, céréales, vin et liqueurs, minéral, etc.	La plupart des marchandises sont libres, certaines sont échangées sur la base du contingentement. Paiements effectués en devises convertibles.
Suède	Commercial et de paiements	25/4/60	1 an, jusqu'au 1/4/62. Renouvellement automatique.	<u>Suède</u> : allumettes, produits pharmaceutiques, produits chimiques, bois, papier, articles en plastique, machines agricoles et autres, etc. <u>Tunisie</u> : poisson, dattes, fruits séchés, céréales, légumes, conserves de poisson et de fruits, vin et alcools, etc.	Les marchandises sont échangées sans restrictions quantitatives à l'exception de certaines marchandises telles que la bière, le contre-plaqué, etc. qui sont contingentées.
Suisse	Commercial et de paiements	2/12/61	3 ans.	<u>Suisse</u> : produits chimiques, produits pharmaceutiques, textiles, appareils de radio et gramophones, etc. <u>Tunisie</u> : légumes séchés, vin rouge.	Pour la plupart, les marchandises sont libres. Les contingentements, le cas échéant, sont fixés sur la base de la valeur et de la quantité. Paiements en devises convertibles.
Turquie	Commercial. Paiements.	1/5/58 17/4/58	1 an.	<u>Turquie</u> : fils de coton et cotonnades, millet, tabac, machines agricoles, etc. <u>Tunisie</u> : phosphates, plomb en lingots, liège, aluminium, articles ménagers, etc.	Ratification de l'accord du 17/4/58. L'accord est renouvelé par tacite reconduction pour 1 an. Le Protocole prévoit la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les tarifs douaniers et les questions relevant de la navigation. Paiements effectués en devises convertibles.

TUNISIE (fin)

Partie contractante	Type d'accord	Date de conclusion	Validité	Portée de l'accord	Observations
RAU	Commercial et de paiements	2/7/57	1 an. Renouvellement automatique.	RAU: coton, riz, gomme arabique, pneumatiques en caoutchouc, machines à coudre, produits chimiques, etc. <u>Tunisie</u> : produits traditionnels.	Accord remplacé par l'accord signé le 1/1/63. Valeur des marchandises contingentées déterminée en dollars des E.U. Accord "de compensation".
Royaume-Uni	Commercial et de paiements	17/1/61	1 an. Renouvellement automatique.	Royaume-Uni: denrées alimentaires, articles ménagers, récepteurs de radio, voitures, matériel photographique, instruments de musique et autres marchandises	Paiements effectués en devises convertibles.
URSS	Commercial et de paiements	4/3/62	3 ans	URSS: produits pétroliers, matériel lourd pour l'industrie, produits pharmaceutiques, radios, machines de contrôle, etc. <u>Tunisie</u> : huile d'olive, conserves de fruits et de légumes, peaux, poisson, etc.	Accord à long terme, les contingents étant fixés sur la base des quantités. La quantité à échanger est fixée chaque année. Accord "de compensation".
Yougoslavie	Commercial. Paiements.	19/2/62 14/9/60	Renouvellement automatique. 1 an.	Yougoslavie: tabac, bois, allumettes, machines agricoles, tracteurs, véhicules à moteur, appareils de radio, câbles et fils isolés, etc. <u>Tunisie</u> : huile d'olive, dattes, poisson, tomates, conserves de fruits et de légumes, vin en bouteille, coton, etc.	Accord de contingentement sur la base de la valeur, le montant des échanges étant indiqué en dollars. Accord "de compensation".